



**RAPPORT**  
**DU**  
**COMITÉ *AD HOC***  
**DE LA**  
**CHARTRE DES NATIONS UNIES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 33 (A/10033)

**NATIONS UNIES**



**RAPPORT**  
**DU**  
**COMITÉ *AD HOC***  
**DE LA**  
**CHARTRE DES NATIONS UNIES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 33 (A/10033)

**NATIONS UNIES**

New York, 1975

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
Rapport du Comité <u>ad hoc</u> de la Charte des Nations Unies ..	1 - 9	1

Annexes

I. Déclarations faites au cours de la discussion générale .....		5
II. Document de travail présenté par le Mexique .....		120



## RAPPORT DU COMITE AD HOC DE LA CHARTE DES NATIONS UNIES

1. A sa 2323ème séance plénière, le 17 décembre 1974, l'Assemblée générale, sur recommandation de la Sixième Commission 1/, a adopté la résolution 3349 (XXIX) ainsi conçue :

### "L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 992 (X) du 21 novembre 1955 et 2285 (XXII) du 5 décembre 1967 concernant la procédure relative à la révision de la Charte des Nations Unies,

Rappelant en outre ses résolutions 2252 (XXIV) du 12 décembre 1969, 2697 (XXV) du 11 décembre 1970 et 2968 (XXVII) du 14 décembre 1972 intitulées 'Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies',

Prenant note des observations qui ont été soumises par des gouvernements en réponse à l'enquête effectuée conformément aux résolutions 2697 (XXV) et 2968 (XXVII) et qui sont exposées dans le rapport du Secrétaire général,

Ayant entendu les vues des Etats Membres sur la nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies, vues exprimées lors de l'examen de cette question à diverses sessions de l'Assemblée générale, notamment aux vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-septième et vingt-neuvième sessions,

Réaffirmant son soutien aux objectifs et aux principes énoncés dans la Charte,

1. Décide de créer un comité ad hoc de la Charte des Nations Unies, qui sera composé de quarante-deux membres nommés par le Président de l'Assemblée générale, en tenant dûment compte du principe de la répartition géographique équitable, et qui sera chargé des tâches suivantes :

- a) Discuter en détail les observations envoyées par les gouvernements;
- b) Examiner toutes les propositions particulières et supplémentaires que les gouvernements pourront faire en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans la réalisation de ses objectifs;
- c) Examiner également toutes les autres propositions tendant à rendre plus efficace le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il soit besoin de modifier la Charte;
- d) Enumérer les propositions qui auront attiré plus particulièrement l'attention du Comité ad hoc;

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Annexes, point 95 de l'ordre du jour, document A/9950.

2. Invite les gouvernements à soumettre ou à mettre à jour leurs observations conformément à la résolution 2697 (XXV) de l'Assemblée générale, si possible avant le 31 mai 1975;

3. Invite le Secrétaire général à soumettre au Comité ad hoc, selon que de besoin, ses vues sur l'expérience acquise dans l'application des dispositions de la Charte en ce qui concerne le Secrétariat;

4. Prie le Secrétaire général d'établir, à l'usage du Comité ad hoc créé aux termes de la présente résolution, un document analytique où figureront les observations envoyées par les gouvernements et les vues exprimées aux vingt-septième et vingt-neuvième sessions;

5. Prie le Comité ad hoc de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, un rapport sur ses travaux;

6. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session une question intitulée 'Rapport du Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies'."

2. Conformément au paragraphe 1 de la résolution ci-dessus, le Président de l'Assemblée générale, après les consultations appropriées, a nommé les 42 Etats Membres suivants, membres du Comité ad hoc : Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Brésil, Chine, Colombie, Congo, Chypre, Equateur, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guyane, Inde, Indonésie, Iran, Italie, Japon, Kenya, Libéria, Mexique, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Pologne, République démocratique allemande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yougoslavie et Zambie.

3. Le Comité ad hoc de la Chart des Nations Unies s'est réuni au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 28 juillet au 22 août 1975. Tous les Etats membres du Comité ad hoc ont participé à ses travaux.

4. A ses 1ère et 2ème séances, tenues les 28 et 29 juillet 1975, le Comité ad hoc a élu le Bureau suivant :

Président : M. Bengt H. G. A. Broms (Finlande)

Vice-Présidents : M. Mario Alemán (Equateur)  
M. Bernhard Neugebauer (République démocratique allemande)  
M. Edward W. Blyden, III (Sierra Leone)

Rapporteur : M. Lauro L. Baja, Jr. (Philippines)

5. M. Erik Suy, conseiller juridique de l'ONU, a ouvert la session au nom du Secrétaire général. M. Yuri M. Rybakov, directeur de la Division de la codification du Service juridique, a assuré les fonctions de secrétaire du Comité ad hoc.

6. A sa 2ème séance, le 29 juillet, le Comité ad hoc a adopté l'ordre du jour suivant (A/AC.175/L.1) :

1. Ouverture de la session.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Organisation des travaux.
5. Examen des observations envoyées par les gouvernements conformément au paragraphe 1 du dispositif de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale.
6. Adoption du rapport.

7. Le Comité était saisi de deux documents présentés par le Secrétaire général conformément à la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale : a) une étude analytique contenant les observations reçues des gouvernements conformément aux résolutions 2697 (XXV), 2968 (XXVII) et 3949 (XXIX) de l'Assemblée générale et les vues exprimées aux vingt-septième et vingt-neuvième sessions de l'Assemblée générale (A/AC.175/L.2); et b) un document sur l'expérience acquise dans l'application des dispositions de la Charte concernant le Secrétariat (A/AC.175/L.3 et Corr.1 et Add.1). Un document de travail (A/AC.175/L.4 et Corr.1) sur l'organisation des travaux a été présenté par le Mexique (annexe II).

8. Le Comité ad hoc a consacré ses 5ème à 17ème séances, tenues entre le 4 et le 20 août, à une discussion générale au cours de laquelle les représentants des 35 membres suivants ont fait des déclarations : Algérie, Allemagne (République fédérale d'), Argentine, Brésil, Chine, Colombie, Congo, Chypre, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Guyane, Inde, Indonésie, Iran, Italie, Japon, Kenya, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Philippines, Pologne, République démocratique allemande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sierra Leone, Tchécoslovaquie, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie et Zambie.

9. Au cours de la discussion générale, les membres du Comité ont présenté leurs vues et ont également commenté les observations reçues des gouvernements. Par ailleurs, des suggestions ont été faites en vue, d'une part, de renforcer la capacité des Nations Unies d'atteindre leurs objectifs, et, d'autre part, de les rendre capables de fonctionner plus efficacement sans avoir pour autant à modifier la Charte.

Il y a eu cependant des divergences d'opinion fondamentales quant à la nécessité de réviser la Charte. Si de nombreux membres se sont dits convaincus qu'il fallait modifier la Charte ou améliorer par d'autres moyens le fonctionnement des Nations Unies, un certain nombre d'autres, par contre, ont souligné que les amendements à la Charte, en particulier, ne pourraient qu'entourer des tensions pour l'Organisation et lui être préjudiciables. Cependant, certains d'entre eux jugeaient qu'il serait possible d'examiner les propositions ne comportant pas d'amendement à la Charte soit dans le cadre du Comité, soit au sein d'autres organes de l'ONU.

De nombreux membres du Comité ont mentionné plusieurs domaines d'activité des Nations Unies qui, selon eux, avaient le plus besoin d'être réexaminés. Comme il n'y a pas eu de proposition écrite officielle pendant la session et que les propositions d'ordre général faites au cours des interventions n'ont pas été largement discutées, le Comité a jugé qu'il était incapable, pour le moment, de présenter les propositions qu'il lui était demandé d'énumérer aux termes de l'alinéa d) du paragraphe 1 de la résolution 3349 (XXIX). Il a néanmoins décidé de faire publier les déclarations faites au cours de la discussion générale en annexe au présent rapport.

La création de groupes de travail et de deux sous-comités a été débattue, mais le Comité n'a pas pris de décision à ce sujet.

De nombreux membres du Comité ont exprimé l'avis que l'Assemblée générale devrait permettre au Comité de poursuivre ses travaux l'année suivante; on a également dit que la prochaine session devrait être suffisamment longue et que les séances devraient faire l'objet de comptes rendus analytiques. Certains membres étaient d'un avis opposé. La possibilité de publier un index aux rapports établis par le Secrétariat a également été envisagée.

## ANNEXE I

### Déclarations faites au cours de la discussion générale

#### ALGERIE

/Original : français/

Nous sommes de ceux qui pensent que la révision de la Charte constitue la question la plus délicate qui se pose à l'Organisation des Nations Unies. C'est un sujet tellement sensible qu'il existe une tendance soutenue à éluder le problème et à porter surtout l'attention sur l'interprétation créatrice de la Charte, alors qu'une large majorité des Membres actuels de notre Organisation n'ont pas participé à son élaboration.

Certes le problème n'est pas nouveau. Il est au contraire un sujet de préoccupations depuis les premiers temps de la création de notre Organisation. Aussi, faut-il lui trouver une solution, sans pour cela déclencher le processus de révision totale de la Charte prévu à l'Article 109.

La tâche à laquelle notre Comité devra s'atteler fera couler beaucoup d'encre. Mais il n'est pas déraisonnable au stade de nos travaux d'en dégager la philosophie.

Logiquement la délégation algérienne devrait commencer à énumérer des propositions concrètes pour renforcer la Charte et lui donner une efficacité qui semble lui faire défaut dans beaucoup de domaines. Mais nous nous garderons, pour le moment, de faire des suggestions sur d'éventuels amendements de la Charte parce que nous estimons qu'il faut d'abord s'étendre sur quelques aspects immédiats qui couvrent les activités intrinsèques de notre Organisation.

On a tendance à oublier que ce sont ces activités qui ont fini par éroder certaines dispositions de la Charte, quelquefois à cause peut-être de certaines difficultés de structures, mais toujours par l'absence de volonté politique de certains Etats Membres et non des moindres.

Quelle a été au cours de ces dernières années la nature des activités de notre Organisation? Ce sont tous les débats qui se sont instaurés dans cette enceinte.

Ces débats que certains esprits mal intentionnés considèrent stériles ont toujours offert aux Etats Membres l'occasion de s'entretenir avec tous les autres pays du monde sur un pied d'égalité puisqu'ils permettent aux petits pays comme aux grands de faire entendre leurs voix au sujet des grands problèmes. Et ces débats, naturellement, aboutissent toujours à l'adoption de nombreuses et importantes résolutions. Or, pour certains, celles-ci ne sont que de simples recommandations qui viennent s'ajouter à toutes celles qui les ont précédées. Pour d'autres, ces résolutions ont fini par constituer un véritable "droit des Nations Unies". La délégation algérienne, ai-je besoin de le dire, se range parmi les seconds.

Bien entendu, ces décisions de l'Organisation des Nations Unies ne séduisent pas non plus certains moralistes ou ceux qui veulent que notre Organisation soit ce que certains membres du Conseil de sécurité jugent bon d'en faire. Dans ce cas, c'est vouloir ignorer le rôle de plus en plus grand d'un certain nombre de pays qui, à la faveur de la détente et la décolonisation, ont apporté une contribution efficace dans le maintien d'un équilibre international. C'est vouloir également ignorer que le monde contemporain a connu une évolution irréversible. C'est vouloir encore ignorer que le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde d'hier et c'est vouloir enfin ignorer que c'est à partir de cette réalité tangible qu'il convient d'examiner le moyen de renforcer les dispositions de la Charte. Celle-ci doit donc suivre l'évolution de l'histoire, s'adapter constamment aux changements de la vie internationale.

Le plus urgent, à notre avis, est justement de travailler à la mise en application de toutes les résolutions adoptées par notre Organisation.

Quels sont les obstacles qui rendent difficiles cette mise en application? A quel niveau se situent-ils? A quel stade de leur exécution ces résolutions sont-elles freinées? De la réponse à ces questions dépend la raison d'être de notre Organisation.

En bien des occasions nous nous sommes étendus sur un sujet qui nous a toujours préoccupés : celui du droit de veto. Loin de nous l'idée de contester les prérogatives des grandes puissances ou de tailler en pièces leurs privilèges pour en partager les lambeaux. Nous reconnaissons qu'il peut exister des inégalités nécessaires car il échoit aux grandes puissances le rôle de gardiens vigilants et de promoteurs de la paix internationale. C'est à ce titre que la Charte de l'Organisation des Nations Unies leur a accordé des privilèges dont le moindre n'est pas la charge exceptionnelle dont elles sont investies.

Néanmoins, si le droit de veto constitue un privilège, il comporte également des devoirs et des obligations dont le respect est essentiel au déroulement harmonieux de la vie internationale. Mais il est difficile d'admettre que la puissance bénéficiaire du droit de veto l'utilise à des fins égoïstes et pour la défense de privilèges injustes qui vont à l'encontre de la paix et la sécurité internationales.

Récemment, nous avons eu un exemple de l'usage abusif du veto quand les Etats-Unis se sont opposés au Conseil de sécurité à l'admission aux Nations Unies de la République du Sud Viet-Nam et à celle de la République démocratique du Viet-Nam.

D'aucuns pensent que nos travaux ne vont pas apporter grand chose. Ce manque de conviction n'est pas fatalement un manque de confiance. Peut-être n'avons-nous pas assez expliqué nos intentions qui demeurent toujours animées d'un vif respect pour les nobles buts et principes de la Charte. Que notre action en tout cas ne soit pas interprétée comme une démarche tendant à marquer des points contre l'une ou l'autre tendance. Au fond, les faiblesses et les déficiences de la Charte de l'Organisation découlent non pas de ses articles et de ses dispositions, mais de la non-application des résolutions - pour ne citer que les plus importantes, concernant la Namibie, l'apartheid, le Moyen-Orient - et de l'utilisation abusive du droit de veto dont il faudra bien un jour réglementer l'usage.

/Original : anglais/

Dans la réponse qu'il a adressée au Secrétaire général en juillet 1974 et dans ses déclarations à la Sixième Commission, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a souligné l'importance de la Charte des Nations Unies en tant qu'instrument fondamental en vertu duquel la communauté internationale des nations s'est constituée. Ses principes et ses buts expriment les idées et les aspirations des peuples et des pays du monde entier. Les Membres de notre Organisation, qu'ils aient été parmi les Membres fondateurs ou qu'ils aient rallié la communauté des nations plus tard, comme cela a été le cas pour la République fédérale d'Allemagne, se sont tous engagés, au moment de leur entrée et de ce seul fait, à défendre ces principes et ces buts.

L'importance exceptionnelle de l'instrument que nous examinons nous oblige à faire preuve dans nos délibérations de la plus grande circonspection. La Charte est un instrument si sensible qu'elle pourrait, tel un mécanisme d'horlogerie manié sans précautions, cesser de fonctionner. Ou, pour employer un autre exemple, nous devons nous comporter comme un médecin avisé qui, pour soigner son malade, commence par utiliser le médicament le plus inoffensif. Il ne faut pas recourir à la chirurgie, même la plus habile et la plus perfectionnée, lorsque la vitalité du malade risque d'en être amoindrie sinon détruite.

Les principes et les buts fondamentaux de la Charte restent incontestés et ils ne sont aucunement mis en question. De l'avis du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, la structure organisationnelle de base de l'ONU a également fait ses preuves et elle a subi avec succès l'épreuve du temps. C'est pourquoi nous pensons qu'il devrait être possible d'apporter à la Charte les ajustements nécessaires pour l'adapter aux circonstances nouvelles sans compromettre pour autant les fondements de l'Organisation. Toute modification de la Charte, et en particulier toute modification de ses dispositions, devra être examinée avec soin afin d'essayer d'en prévoir toutes les conséquences, et elle devra se fonder sur un accord général quant à sa nécessité et à son opportunité et quant à sa nature.

La Charte, dans sa forme actuelle, a fait la preuve de sa capacité d'adaptation. Depuis trente ans, elle s'est en effet constamment adaptée aux situations nouvelles. Cela n'implique évidemment pas que nous considérions que la Charte est, dans tous ses éléments et sous tous ses aspects, parfaite et sacro-sainte - et elle ne prétend d'ailleurs pas à l'être. On peut envisager d'apporter des changements limités à des dispositions particulières, notamment d'abroger les dispositions qui sont tombées en désuétude. Avec la volonté politique de tous les intéressés, il est possible de corriger bien des imperfections manifestes de notre Organisation dans le cadre actuel de la Charte, qui est en elle-même un puissant instrument de changement. Certains ajustements nécessaires pourraient même être réalisés en ajoutant quelque chose à la structure actuelle, et non pas en la modifiant. On peut en trouver des exemples dans le Rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies intitulé "Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale" (E/AC.62/9), qui fait actuellement l'objet d'une étude attentive de la part des gouvernements. Comme le montrent certaines des recommandations de ce rapport, d'importantes réformes pourraient être réalisées sans modifier la Charte.

D'autres imperfections dont on accuse notre Organisation sont la conséquence non pas tant de défauts structurels que de la situation politique actuelle. Ce ne sont donc pas des modifications de la Charte qui permettent d'y remédier, mais seulement un changement, dans le paysage politique du monde.

Dans ces conditions, il semble que nous ayons à notre disposition, au stade actuel, deux moyens concrets d'accroître l'efficacité de notre Organisation :

Premièrement, intensifier la coopération et la consultation internationales en vue d'harmoniser la position politique de la communauté internationale et, pour y parvenir, recourir dans un esprit loyal et coopératif à toutes les possibilités et à tous les moyens qu'offre l'Organisation des Nations Unies dans sa structure actuelle.

Deuxièmement, exploiter complètement et loyalement les possibilités d'adaptation et de développement de l'Organisation contenues dans la Charte.

Au cours de cette procédure, on pourrait voir se dégager également le large consensus nécessaire à l'adaptation de la Charte à un monde en évolution.



Je souhaite, dans cette phase préliminaire, réaffirmer l'intérêt que ma délégation attache à cette question et faire seulement quelques observations de caractère général sur la position de mon pays et le fond du sujet.

Ma délégation est l'une de celles qui ont appuyé depuis le début les propositions tendant à examiner la possibilité de modifier la Charte des Nations Unies. Cette attitude se fonde essentiellement sur deux raisons qui ont déjà été signalées ici. La première tient à la longueur de la période qui s'est écoulée depuis l'adoption de l'instrument actuellement en vigueur, et la seconde au grand nombre de pays importants qui sont entrés à l'Organisation durant ces dernières années, ce qui a eu pour effet de donner un nouvel essor aux relations internationales. Nous avons pensé alors et nous estimons maintenant qu'il s'agit d'une nécessité de caractère général en vue de donner à tous les Membres de l'Organisation l'occasion d'exprimer leur point de vue, compte tenu de l'expérience et de la pratique accumulées au cours des années.

C'est ainsi que ma délégation a été amenée à la dernière session de l'Assemblée générale, à appuyer pleinement la création de ce Comité, sans cesser pour autant de tenir soigneusement compte des observations formulées par un groupe important de pays qui ont exprimé alors sans ambiguïté leur opposition à cette tentative. Les débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission - tant en ce qui concerne les différentes possibilités de procédure que le fond - ont été très révélateurs et leur analyse suggère que l'on aborde, pour l'instant, le fond du problème de manière réfléchie et avec prudence.

C'est en faisant preuve d'un esprit d'entente que nous faciliterons la participation de tous les membres du Comité à la tâche commune, ce qui permettra d'examiner les propositions concrètes qui ont été formulées et d'en étudier l'harmonisation dans le cadre de la Charte.

Il y a deux points à propos desquels je souhaiterais dire maintenant quelques mots. Le premier concerne les propositions présentées au cours de la discussion. Le second a trait à l'organisation de nos futurs travaux. Pour ce qui est des propositions, il y a lieu de les examiner toutes avec intérêt et souplesse. Certaines, comme celles qui se rapportent à la suppression de quelques articles vieillissants de la Charte, ne devraient manifestement pas soulever de difficultés, malgré le caractère symbolique de ces dispositions. De même, nous ne pensons pas qu'une nouvelle structuration du Conseil de tutelle devrait poser de problème, étant donné que cet organe en est à la phase finale de ses travaux. Quant aux mécanismes d'admission de nouveaux Membres, nous appuyons ce qu'a dit la délégation néo-zélandaise il y a quelques jours à cet égard. L'idée que c'est un "devoir" pour les Etats de faire partie de l'Organisation n'est pas seulement, en effet, bien fondée, mais elle est aussi manifestement conforme au principe d'universalité que mon pays soutient fermement et auquel les membres du Conseil de sécurité ont récemment donné leur adhésion verbale.

S'agissant des opérations de maintien de la paix, il existe aussi de nombreux précédents qu'il y a lieu d'examiner, comme c'est le cas également pour les questions d'ordre économique, à propos desquelles l'Assemblée générale a récemment dégagé de nouveaux critères.

En ce qui concerne le Conseil de sécurité, l'expérience acquise au cours des années semble indiquer qu'il serait souhaitable d'envisager certaines modifications.-

De nombreuses opinions ont été exprimées en faveur de changements possibles de la composition de cet organe. A ce propos, il convient de préciser que toute tentative dans ce sens - que nous n'écarterons pas - devrait être précédée d'une étude des plus approfondies afin de ne pas risquer de compromettre les possibilités d'action du Conseil et l'équilibre qui a été préservé depuis la Conférence de San Francisco jusqu'à ce jour.

Il s'agit là d'un des domaines les plus délicats et controversés où se soit hasardé le Comité. Il y a lieu de se demander franchement si les suggestions, formulées peuvent permettre d'améliorer le fonctionnement du Conseil ou si elles auraient au contraire pour effet de l'affaiblir davantage. Quoi qu'il en soit, nous estimons que l'on pourrait revenir sur ce sujet en particulier une fois que se sera dégagé, au cours de cette phase initiale de nos travaux un plus large consensus sur des questions moins susceptibles de soulever des divergences de fond.

Quant à l'organisation des travaux, il convient d'entreprendre l'identification des points susceptibles de modification, de leur donner un ordre de priorité et de les examiner enfin individuellement de manière approfondie. Le document présenté par la délégation mexicaine contient des propositions de procédure intéressantes, sur la base desquelles on pourrait envisager d'aborder les travaux futurs.

#### BRESIL

/Original : anglais/

Il y a trente ans que, à l'issue d'une guerre mondiale meurtrière, cette Organisation a été créée, dans l'espoir justifié de "préserver les générations futures du fléau de la guerre". Le Brésil, Membre fondateur, a apporté immédiatement son appui aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Au cours même de l'élaboration du texte à San Francisco, mon gouvernement a présenté une proposition, qui, si elle avait été approuvée, aurait introduit dans la Charte un mécanisme automatique et périodique de révision. L'Article 109 actuel reflète d'une certaine manière cette idée.

Une longue discussion, entamée à la dixième session de l'Assemblée générale, a abouti l'année dernière à l'adoption de la résolution 3349 (XXIX), aux termes du paragraphe 1 de laquelle ce Comité a été créé, avec le mandat de réviser notre acte constitutif.

La question dont nous sommes saisis n'est évidemment pas nouvelle. Nous avons déjà eu l'occasion d'entendre les vues d'un certain nombre de gouvernements. Pour certains, notre tentative est dangereuse, car nous avons affaire à un texte qui représente l'expression d'un équilibre international concerté mais fragile, auquel il ne faudrait donc pas toucher. On nous dit aussi qu'une révision pourrait compromettre les bases fondamentales de notre accord, à savoir les buts et principes sur lesquels cette Organisation a été fondée et sur lesquels elle repose aujourd'hui. Je pense que nous avons tous pleinement conscience de l'importance ainsi que du caractère délicat et complexe de la question que nous avons à examiner, et c'est la raison pour laquelle je crois également que nous procéderons tous dans notre tâche avec prudence et détermination.

D'autre part, de nombreux membres ont exprimé leur approbation à l'idée d'entreprendre cette tâche, dans le souci légitime d'améliorer notre Organisation pour qu'elle puisse répondre aux espoirs que la Communauté internationale a placés dans ses travaux et ses réalisations. Si l'on passe en revue les observations reçues des gouvernements et reproduites par le Secrétaire général dans les documents A/AC.175/L.2 (première et deuxième parties) et A/10113/Add. 1 à 3, on peut relever toute une gamme d'idées, de suggestions et de propositions tendant à remodeler l'Organisation des Nations Unies. Parmi ces idées, je mentionnerai la réalisation d'un meilleur équilibre entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, le problème de l'application des résolutions des organes principaux, la composition et le fonctionnement du Conseil de sécurité, y compris un examen minutieux du principe de l'unanimité, la mise au point de nouvelles méthodes en ce qui concerne les questions des droits de l'homme, la rationalisation des moyens de règlement pacifique des différends, les nouveaux droits et obligations en matière économique et le critère de la sécurité économique collective, le rôle de plus en plus réduit du Conseil de tutelle, la création d'un conseil pour la science et la technique et la persistance de dispositions anachroniques.

Cette énumération n'est pas exhaustive et n'indique pas nécessairement la préférence de mon gouvernement pour l'une ou l'autre de ces solutions. Il y aura naturellement lieu de les examiner toutes attentivement et avec un esprit ouvert au cours des travaux futurs de ce Comité. Tel est, je crois, le meilleur moyen de déterminer dans quelle mesure elles pourraient recueillir un large appui, ce qui est incontestablement la condition indispensable pour déclencher un processus tendant à réaliser des modifications concrètes.

Avant de conclure, permettez-moi d'ajouter quelques mots sur les travaux de ce Comité. Je suis fermement convaincu qu'il faudra faire preuve au cours des débats, de réalisme et de confiance. Il serait illusoire d'essayer d'imposer des modifications de la Charte ou d'y apporter des changements contre la volonté d'une minorité appréciable de Membres. D'autre part, dans la mesure où le Comité a été créé grâce au vote favorable d'une majorité des deux tiers des Membres, nous sommes tenus de respecter dûment les opinions de cette majorité dans nos délibérations.

Il sera de plus en plus nécessaire, au fur et à mesure que nous progresserons dans la définition de notre tâche, de trouver un équilibre entre les considérations susmentionnées et de parvenir à une compréhension mutuelle entre toutes les parties, sur la base de la certitude de la valeur permanente des buts et principes des Nations Unies.

CHINE

[Original : anglais/chinois]

L'un des grands problèmes que l'ONU ait à résoudre actuellement est celui de la révision de la Charte des Nations Unies. A sa dernière session, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, à une écrasante majorité, une résolution visant à établir un Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies. Ce Comité est maintenant réuni à la date prévue, ce qui couronne de succès les efforts conjugués de nombreux pays, petits et moyens, et tout d'abord des pays du tiers monde. Nous espérons que les travaux de cette session du Comité seront fructueux.

Depuis quelques années, les pays sont de plus en plus nombreux à attacher de l'importance à la question de la révision de la Charte. De nombreux gouvernements ont exprimé leur position de principe à cet égard, quelques-uns sous forme écrite, d'autres sous forme de déclarations faites par leur délégation devant l'Assemblée générale. A en juger d'après les pays qui ont déjà fait connaître leur opinion, ceux qui sont partisans d'une révision de la Charte constituent de toute évidence la grande majorité. Les représentants de nombreux pays ont souligné que depuis l'époque de la rédaction de la Charte, il y a 30 ans, des changements très importants se sont produits dans le monde et que puisque la Charte ne permet plus, à divers égards, de tenir compte de ces changements, il est normal qu'une révision nécessaire de cet instrument soit entreprise, dans le respect des buts et principes qui y sont énoncés. Dans la déclaration qu'elle a faite à ce sujet à la dernière session de l'Assemblée générale, la délégation chinoise a nettement indiqué que depuis l'époque de la rédaction de la Charte des Nations Unies, des changements importants sont intervenus à la fois dans le monde et à l'intérieur de l'Organisation des Nations Unies, et qu'en particulier le tiers monde est né, s'est affirmé et joue un rôle de plus en plus important dans les affaires internationales. Cependant, parce que les superpuissances dominant et bloquent l'Organisation, celle-ci n'a pas pu tenir pleinement compte des justes aspirations et revendications de nombreux pays du tiers monde. Le Gouvernement chinois appuie fermement la position raisonnable et le désir légitime des nombreux pays du tiers monde et des autres pays, petits et moyens, qui souhaitent un changement du statu quo dans l'Organisation et une nécessaire révision de la Charte. Nous sommes prêts à nous joindre à d'autres pays pour examiner sérieusement la question de la révision de la Charte. Etant donné le cours des événements, une révision de la Charte des Nations Unies apparaît indispensable. Ainsi, seulement la Charte pourra-t-elle répondre aux besoins de notre temps et refléter la nouvelle situation mondiale.

Cependant, il est une superpuissance qui, non contente de s'élever obstinément contre la révision de la Charte, est allée jusqu'à taxer ceux qui y étaient favorables de "forces réactionnaires" et à vilipender leurs arguments en les prétendant conçus pour "saper l'Organisation des Nations Unies de l'intérieur" et même capables "de conduire à une guerre nucléaire mondiale". Recourir de façon aussi ouverte au bluff, à l'intimidation et à la calomnie est révélateur non seulement du manque total d'arguments de ladite superpuissance mais aussi de son intention perverse de continuer à pratiquer une politique de puissance au sein de l'Organisation. Est-il besoin de dire qu'à l'heure où le tiers monde s'affirme avec toujours plus de force et est engagé dans un même combat, il est inadmissible que qui que ce soit ait recours à la politique du gros bâton, bafoue la démocratie et agisse au mépris du principe de l'égalité entre tous les pays, grands ou petits. A notre avis, la seule façon correcte d'aborder le problème de la révision de la Charte des Nations Unies est d'engager des discussions en exposant les faits et en déduisant des conclusions.

La délégation chinoise a toujours considéré que la révision de la Charte est une question très sérieuse de la plus grande importance, qui met en cause les intérêts vitaux d'un grand nombre d'Etats Membres de même que l'avenir de l'Organisation des Nations Unies. A l'heure actuelle, un grand nombre de pays ont déjà exposé des idées et présenté des propositions de principes à ce sujet et d'autres propositions ne manqueront pas d'être faites. Le Comité ad hoc aura

certainement fort à faire pour étudier les propositions des divers pays et les discuter. La délégation chinoise espère que cette année, le Comité ad hoc s'engagera déjà dans cette voie et que dans son rapport à l'Assemblée générale, à sa trentième session, il rendra compte exactement de ces discussions et propositions de façon que l'Assemblée générale puisse poursuivre ses débats sur les questions relatives à la révision de la Charte. La délégation chinoise est prête à contribuer au succès des travaux du Comité ad hoc.

Chypre est un petit pays en développement, non aligné, qui depuis qu'il est devenu Membre de l'Organisation des Nations Unies après avoir accédé à l'indépendance en 1960 a, comme tant d'autres qui se trouvent dans une situation semblable, toujours attaché la plus grande importance à sa qualité de Membre de l'Organisation et essayé, dans la mesure de ses très modestes moyens, de faire tout son possible pour soutenir la Charte et l'application de ses principes dans tous les cas. Il s'est trouvé que, depuis la fin de 1963 et, d'une manière plus grave, depuis les événements de l'été dernier, l'Organisation des Nations Unies a eu beaucoup à s'occuper de la situation à Chypre et autour de Chypre, et que dans ce contexte les principes de la Charte ont été mis à l'épreuve de diverses façons. Je suis pleinement conscient du fait que le Comité n'est pas l'instance appropriée pour discuter de ce problème et je m'abstiendrai donc de soulever ici de controverse inutile; mais je suis certain que, si en présentant la position de ma délégation sur la question dont est saisi le Comité je tiens compte de certaines des leçons tirées de cette expérience, vous me comprendrez et ne jugerez pas mes remarques déplacées; peut-être les trouverez-vous utiles.

Selon la résolution 3349 (XXIX) qui lui a donné naissance, le Comité a pour mandat de discuter en détail les observations envoyées par les gouvernements, d'examiner toutes propositions particulières supplémentaires ainsi que toutes autres propositions que les gouvernements pourraient faire en vue de rendre plus efficace le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il soit besoin de modifier la Charte et d'énumérer les propositions qui ont attiré particulièrement son attention, en vue de leur examen par l'Assemblée générale.

Il est indéniable que la situation a beaucoup évolué dans le monde depuis 1945, lorsque la Charte a été signée, et que les événements qui se sont produits ont profondément transformé la communauté internationale tant dans sa composition que dans sa manière de penser. A l'époque, la Charte a été élaborée par voie de négociations sous la forme d'un traité multilatéral et approuvée par une cinquantaine d'Etats seulement; aujourd'hui le nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies a presque triplé; il continue de s'accroître et l'Organisation tend à prendre un caractère universel. Les progrès formidables de la technique ces trente dernières années se sont naturellement répercutés sur les perspectives existant dans divers domaines et ont établi de nouvelles priorités pour l'Organisation des Nations Unies (non-prolifération des armes nucléaires, droit de la mer, espace extra-atmosphérique et environnement - pour n'en mentionner que quelques-unes); simultanément, une prise de conscience plus aiguë des réalités et les changements qui se sont produits dans la structure politico-économique du monde ont donné une importance nouvelle aux questions sociales et économiques, et les rôles que jouent différents groupes d'Etats ont changé en conséquence. Les transformations politiques et l'évolution des rapports de puissance ont également eu leur effet; les idées de non-alignement politique et de recherche du développement économique, qui se recouvrent et qui caractérisent l'attitude du tiers monde, acquièrent de plus en plus droit de cité.

Toutefois, en dépit de tous ces changements, lorsque nous considérons la Charte aujourd'hui, nous voyons qu'elle s'est révélée un document remarquablement souple, capable de croissance et d'adaptation face aux conditions changeantes et

aux besoins toujours nouveaux de la communauté internationale. Les buts et principes de base de la Charte sont aussi valables aujourd'hui qu'ils l'étaient il y a 30 ans. En même temps, des changements se sont en réalité produits sur certains points particuliers, par un processus d'interprétation dynamique et d'évolution pragmatique.

Pour ne citer que deux exemples : la portée de la disposition du paragraphe 7 de l'Article 2 qui exclut d'une façon générale une intervention des Nations Unies dans les affaires "qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat" a été diluée au point de devenir non existante dans les questions relatives à l'apartheid et à la protection des droits de l'homme; quant à la disposition du paragraphe 3 de l'Article 27 selon laquelle les décisions du Conseil de sécurité doivent être prises par un vote affirmatif dans lequel sont comprises "les voix de tous les membres permanents", elle en est venue à être interprétée comme signifiant l'absence d'un vote négatif de ces derniers.

De même, des points incertains ou controversés relatifs à la teneur juridique exacte de telle ou telle disposition ou de tel ou tel principe - notamment l'interdiction du recours à la force prévue au paragraphe 4 de l'Article 2, les principes de non-intervention, d'autodétermination, de règlement pacifique des différends, pour n'en mentionner que quelques-uns - ont été développés et clarifiés grâce à l'adoption par l'Assemblée générale, par des votes unanimes ou quasi-unanimes, de résolutions ou de déclarations marquantes comme celles qui portent sur la décolonisation /1514 (XV)/, les relations amicales /2625 (XXV)/, le renforcement de la sécurité internationale /2734 (XXV)/ et plus récemment la définition de l'agression /3314 (XXIX)/ et le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies /3282 (XXIX)/.

En outre, pour répondre aux besoins particuliers qui se sont présentés dans tel ou tel cas, on a trouvé des moyens d'éviter des prises de position doctrinaires et d'aborder les questions de manière pragmatique en procédant prudemment, par tâtonnements, en faisant ce qui était politiquement faisable dans des situations données. Les opérations de maintien de la paix - établies sur une base ad hoc et dont nous avons eu une expérience de première main à Chypre - se sont révélées, vu l'impossibilité politique, du moins jusqu'à présent, d'appliquer le système de sécurité collective prévu au Chapitre VII de la Charte et en l'absence d'une force permanente des Nations Unies, être une formule réaliste face à des situations nouvelles; ces opérations ont été l'occasion de mettre au point au fil de l'expérience un ensemble de pratiques et de méthodes auxquelles on pourra avoir recours à l'avenir si les circonstances politiques et autres le permettent.

Ce sont là des exemples de la façon dont des améliorations peuvent être réalisées, et l'ont été, dans le cadre actuel de la Charte, sans qu'il y ait eu de révision formelle.

Au cours du débat du Comité de même qu'à la Sixième Commission et dans les observations écrites des gouvernements, on a soulevé certains points à propos desquels il y aurait peut-être lieu d'appliquer le processus formel de révision - qui a été jusqu'à présent strictement limité à l'accroissement du nombre des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social - dans le but de mettre la Charte à jour et de rendre l'Organisation plus efficace.

Il est évident que la référence qui est faite dans les Articles 53 à 107 à un "Etat ennemi" est anachronique, mais l'on peut se demander si la diplomatie bilatérale ne serait pas le moyen le plus approprié de préparer la voie à des changements formels en la matière. Il fait également peu de doute que le Conseil de tutelle a vu son importance considérablement diminuer eu égard aux changements radicaux qui se sont produits ces 30 dernières années dans le cadre du régime de tutelle. Il est également vrai que, sur le plan économique et social, comme le Secrétaire général l'a dit dans l'Introduction à son rapport annuel (A/10001/Add.1), "une certaine restructuration du système est indispensable si nous voulons nous attaquer avec succès aux grands problèmes que l'interdépendance pose depuis peu à la communauté internationale"; à cet égard, nous attendons avec intérêt l'examen du rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies par l'Assemblée générale à sa septième session extraordinaire. Beaucoup a été dit sur le droit de veto au Conseil de sécurité. S'il est vrai que la disposition qui le prévoit est une dérogation au principe de l'égalité souveraine des Etats dans son sens absolu, elle représente néanmoins le prix qu'ont dû payer avec réalisme le gros des Membres de l'Organisation dans le processus de transition de la Société des Nations au système des Nations Unies. La politique est l'art du possible et personne ne saurait vraiment espérer s'en passer pour le moment et dans un avenir prévisible. Même si la thèse préconisant une redistribution du droit de veto qui refléterait l'évolution des rapports de puissance dans le monde peut se défendre jusqu'à un certain point, toute initiative en faveur de la prolifération de ce droit risque fort d'ouvrir la boîte de Pandore et d'entraîner une paralysie complète. En même temps, nous trouvons intéressante la suggestion préconisant des restrictions volontaires à l'exercice du droit de veto par voie d'entente tacite dans des catégories déterminées de cas, comme l'admission de nouveaux Membres.

Alors que les suggestions susmentionnées et d'autres encore méritent d'être examinées avec soin, le problème fondamental, comme l'a fait observer à juste titre le représentant du Mexique, reste celui que pose la nécessité de concilier les principes énoncés dans la Charte et la volonté politique des Etats Membres de mettre ces principes en pratique. Ainsi les dispositions de la Charte sur l'égalité souveraine, le non-recours à la force dans les relations internationales, la non-intervention, le règlement pacifique des différends internationaux sont aussi valables aujourd'hui qu'elles l'étaient il y a 30 ans et, pour autant que leur interprétation puisse donner lieu à des erreurs, les déclarations et autres résolutions adoptées unanimement dont j'ai fait mention plus haut les ont clarifiées et en ont comblé les lacunes éventuelles, compte tenu de l'expérience acquise dans l'intervalle. Pourtant - et la situation dans laquelle mon pays se trouve actuellement en est un exemple frappant - il existe un manque de cohérence frappant entre ce que les Etats Membres professent en théorie et ce qu'ils font en pratique. Poser le problème ce n'est pas le résoudre; le reconnaître pour ce qu'il est c'est peut-être un pas dans la bonne direction. Lorsqu'un ou plusieurs Etats Membres transgressent ces principes à l'égard d'un autre, il appartient à tous les autres Etats Membres, aux termes de la Charte, de prendre position sur l'affaire. En ce qui concerne les questions mettant en jeu la paix et la sécurité internationales, l'Article 24 est clair : "Afin d'assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, ses Membres confèrent au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales et reconnaissent qu'en s'acquittant des devoirs que lui impose cette responsabilité le Conseil de sécurité agit en leur nom". En outre, aux termes de l'Article 25 :



"Les Membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité conformément à la présente Charte". Pourtant, à de nombreuses reprises, cette obligation solennelle n'a pas été honorée et aucune mesure appropriée pour la faire respecter n'a été prise. Le problème du Moyen-Orient et celui de l'Afrique du Sud offrent des exemples typiques de cas où les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité restent lettre morte à cause du manque de volonté politique manifesté par une petite minorité d'Etats. Le cas de Chypre est un exemple encore plus frappant. A la différence des décisions sur le Moyen-Orient, la résolution 3212 (XXIX) relative à Chypre a été adoptée par l'Assemblée générale non à la majorité mais à l'unanimité. A la différence du cas de l'Afrique du Sud, il n'y a pas eu de veto au moment où le Conseil de sécurité a fait sienne cette résolution, et le Conseil a demandé, à l'unanimité, dans ses résolutions 365 (1974) et 367 (1975) l'application urgente et effective des dispositions figurant dans la résolution susmentionnée de l'Assemblée générale. Or, cela n'a pas été fait et aucune "action rapide et efficace" - pour citer les termes de l'Article 24 - n'a donné suite à cette décision que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies se sont engagés à appliquer conformément à l'Article 25.

Comme je l'ai indiqué précédemment, je m'abstiendrai devant cette instance de traiter quant au fond de toute situation déterminée dont l'examen doit se faire ailleurs. Mais la délégation chypriote est persuadée que la question de l'application des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, en particulier de celles qui sont adoptées à l'unanimité, est l'un des points importants que le Comité doit examiner; j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt à cet égard les opinions similaires exprimées par le distingué représentant de l'Algérie. Il faudra rechercher les moyens qui permettront de concilier la théorie et la pratique à cet égard si nous voulons que les délibérations du Comité aient un sens et ne s'éloignent pas de la réalité. Dans le cas contraire, nos discussions, si bien intentionnées et sérieuses soient-elles, pourraient rappeler à ceux qui observent le Comité de l'extérieur l'histoire de la cité que les barbares occupèrent après avoir fait une brèche dans ses murs, alors que ceux qui étaient chargés de la défendre discutaient pour savoir combien d'anges pouvaient tenir sur la pointe d'une aiguille. Je suis certain pourtant que ce ne sera pas le cas ici et que l'on parviendra à des résultats satisfaisants.

En résumé, la position de la délégation chypriote sur la question à l'étude est la suivante : la réponse n'est pas aisée à trouver et beaucoup d'idées et d'arguments valables ont été avancés qui méritent d'être examinés avec soin. Il est entendu que la Charte n'est pas parfaite à tous égards et que sur certains points précis elle contient des dispositions qui peuvent être considérées comme désuètes, mais toute révision d'ensemble ou générale comporterait de tels risques (comme des affrontements et un durcissement des positions qui pourraient rendre le progrès par voie d'évolution plus difficile) que, dans les circonstances présentes et tout compte fait, ces risques pèsent plus lourd que les avantages qui pourraient découler d'une pareille entreprise. En même temps, nous sommes prêts à examiner pour ce qu'elle vaut toute suggestion précise d'amélioration, à la lumière de l'expérience acquise au cours des 30 dernières années et des changements qui se sont produits depuis 1945, dans le but général de renforcer l'Organisation et de conférer une expression pratique à ces changements. Plus particulièrement, le Comité remplirait une fonction utile et nécessaire s'il rappelait aux Etats Membres l'obligation qui leur incombe déjà en vertu des dispositions existantes de la Charte

d'en respecter strictement les principes en pratique aussi bien qu'en théorie, et de faire ce qui est nécessaire en vue de l'application rapide et efficace des résolutions des organes de l'ONU et spécialement des résolutions adoptées à l'unanimité. Tout en comprenant bien, comme le Secrétaire général l'a fait remarquer dans l'Introduction à son rapport, que "dans le monde d'aujourd'hui aucune autre solution rationnelle ne peut, dans les relations internationales, venir se substituer aux principes et aux procédures de l'Organisation des Nations Unies", Chypre, comme j'en suis sûr tous les petits Etats Membres militairement faibles et en voie de développement économique, attache une importance primordiale à ce que l'Organisation devienne plus forte, à ce qu'elle soit en bonne santé et disposée à appliquer en fait la Charte par laquelle tous les Etats Membres, petits ou grands, sont formellement liés.

☞

☞ ☞

J'ai été assez surpris d'entendre hier le représentant de la Turquie, au cours de sa déclaration, se formaliser de la référence que le chef de ma délégation avait faite lundi à la situation à Chypre et formuler des observations précises à cet égard, alors que le nom de la Turquie n'avait même pas été mentionné dans notre intervention.

Comme nous l'avons dit lundi, le Comité n'est en effet pas l'instance appropriée pour traiter de la question de Chypre quant au fond, et nous nous sommes soigneusement abstenus de le faire. Mais puisque nous examinons la validité des principes de la Charte, et que ceux-ci sont fortement mis à l'épreuve dans le cas de Chypre, il n'est que naturel que nous ayons mentionné notre pays en même temps que d'autres exemples pour illustrer nos thèses.

Toutefois, nous avons entendu hier le représentant de la Turquie donner l'interprétation que son gouvernement attribue à la résolution 3212 (XXIX). Ce serait facile pour moi d'agir de même et de lui faire remarquer que cette résolution contient un facteur temps en ce qu'elle prévoit un retrait rapide des troupes étrangères de Chypre et la nécessité urgente de prendre des mesures pour le retour de tous les réfugiés, en toute sécurité, dans leurs foyers. En ce qui concerne les aspects constitutionnels, c'est là naturellement l'affaire des deux communautés, mais la résolution parle de contacts devant se poursuivre en vue d'aboutir "en toute liberté" à un règlement et l'on peut se demander si ces négociations peuvent être libres face à la pression terrible due à la présence de 200 000 réfugiés et de troupes d'occupation comptant plus de 40 000 hommes. Voilà l'interprétation correcte, telle qu'elle a été également exposée officiellement lors du débat devant l'Assemblée générale par les auteurs de la résolution 3212 (XXIX).

En tout état de cause, et pour en revenir au point de départ, le Gouvernement chypriote voudrait que le Conseil de sécurité assure une "action rapide et efficace" en vue de l'application de toutes les dispositions de la résolution 3212 (XXIX). Rien ne pourrait me rendre plus heureux que d'apprendre que le Gouvernement turc y est également favorable. Si c'est le cas, je ne peux que déplorer que des comptes rendus des débats du Comité ne soient pas établis. Mais si ce n'est pas le cas, le représentant de la Turquie aurait peut-être été mieux avisé de ne pas se référer à notre déclaration et au rôle de son pays à Chypre car il faut être sans défauts pour critiquer autrui.

Dans le cadre de ce même débat général je me réserverai pour une occasion future de parler de la position colombienne, de l'expliquer et de la compléter par de nouveaux apports car, le point de vue de mon pays ayant été présenté en 1972, nous devons accentuer quelques-uns des aspects et signaler l'absence de concepts nouveaux de la Charte.

Aujourd'hui je voudrais parler de façon générale de la tâche qui nous attend et signaler comment s'ordonnent les positions des pays qui ont envoyé leurs observations relatives à la Charte, conformément aux résolutions adoptées lors des vingt-cinquième, vingt-septième et vingt-neuvième sessions de l'Assemblée générale.

Avant tout il faut remarquer que le silence de nombreux pays ne peut être attribué à une indifférence ou une neutralité vis-à-vis de cette question. L'année passée nous avons été témoins du vif intérêt qu'a suscité à la Sixième Commission puis à l'Assemblée générale en séance plénière le projet de résolution qui est devenu la résolution 3349 (XXIX) portant création de ce comité et définissant son mandat. Peu de débats ont été plus animés et ont créé autant d'espoirs. Quarante-six pays ont voté pour cette résolution, précisément parce qu'ils étaient convaincus de la nécessité de réformer la Charte. Quinze pays ont voté contre pour diverses raisons et 36 pays se sont abstenus parce qu'ils ne s'étaient pas encore formé un jugement. Il convient donc de rappeler que ce comité est le produit d'une volonté positive de réviser la Charte et que nous ne sommes pas ici pour nous étendre sur des considérations abstraites sur les avantages ou les inconvénients de ce travail.

Cependant il faut nous débarrasser de quelques fausses peurs qui obscurcissent notre discernement. Ces erreurs de jugement sont évidentes lorsque nous lisons les observations presque identiques de certains pays qui s'appuient sur le raisonnement suivant : la Charte est le produit d'un grand accord politique surgi à la fin de la dernière guerre mondiale et exprime donc une réalité profonde, transcendant sa valeur juridique. Tous ses articles sont interdépendants et si l'on modifie l'un d'eux on risque de toucher à la clef de voûte de l'édifice, à savoir le principe d'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité.

Ce type de raisonnement n'est absolument pas logique. La Charte de San Francisco non seulement clôturait une époque de guerre et ouvrait une ère de paix mais encore c'était une tentative de créer un instrument actif et souple qui s'adapterait aux circonstances du monde. C'est pourquoi déjà à San Francisco des voix se sont élevées pour demander la révision périodique de la Charte, et à cet effet les Articles 108 et 109 ont été rédigés; ces articles suffisent à eux seuls à démontrer que la Charte ne doit pas être considérée comme une chose sacrée ou comme une finalité en soi, qu'elle n'est pas intangible de nature, mais qu'au contraire c'est une entité juridique indispensable pour atteindre certains objectifs primordiaux pour la collectivité. Ce comité ne doit donc pas craindre d'affronter une réalité comme celle de la Charte et de la comparer avec l'unique chose à laquelle elle doit être comparée : le désir généralisé des peuples de posséder un instrument adéquat pour satisfaire leurs aspirations politiques, sociales et économiques, dans un cadre de paix, de sécurité et d'équité. Pour rassurer ce petit nombre de pays qui craignent que notre travail ne puisse signifier une démolition, nous devons leur rappeler que chacun des Etats membres des Nations Unies a le plus grand intérêt à octroyer de larges moyens à l'Organisation pour

qu'elle atteigne ses objectifs. D'autre part, la fidélité à l'esprit de San Francisco ne se montre pas en tournant le dos aux réalités d'aujourd'hui mais en insufflant une nouvelle vigueur aux idées d'hier. Comme l'a dit Edward Burke, le grand philosophe conservateur, "chaque fois qu'on réforme quelque chose, on conserve quelque chose". Et c'est précisément la tâche que nous avons devant nous.

A la lecture des points de vue officiels, on peut observer que quelques pays adoptent une position circonspecte qui peut se résumer ainsi : malgré toutes ses insuffisances, la Charte s'est montrée, en presque 30 ans d'existence, extraordinairement souple, et elle a permis d'élaborer à l'échelon mondial des politiques de la plus haute importance et de réaliser l'universalité de l'institution. Il y a donc lieu d'envisager une révision très prudente sur certains points lorsque la nécessité en est établie, auquel cas ces pays se déclarent disposés à se joindre à l'effort de réforme. Il faut dire que cette attitude est partielle puisqu'elle considère seulement ce que la Charte a permis de faire et non tout ce qui aurait pu être fait grâce à un instrument réformé plus efficace et plus large. Aussi cet argument se retourne-t-il contre lui-même, et on peut remarquer la vigueur de l'esprit de la communauté mondiale qui, malgré la paralysie, les limitations et les blocages successifs du statut de l'Organisation des Nations Unies, a réussi à dépasser celui-ci; nous assistons aujourd'hui à un phénomène semblable à celui qui se produit dans la justice de divers pays qui, avec des codes vieillissés et désuets, prononcent des jugements et des décisions, et établissent des jurisprudences dépassant de loin les textes sur lesquels ils s'appuient. D'autre part, affirmer que la Charte ne doit être réformée qu'avec une extrême prudence est un lieu commun, tout comme si l'on demandait que les malades hospitalisés, avant de subir une intervention chirurgicale, soient soumis à des tests de pression artérielle, de coagulation et d'allergie à certains anesthésiques. Il suffit d'examiner brièvement une nouvelle fois la Charte pour se rendre compte, par exemple, que le Chapitre IX sur la coopération économique et sociale internationale ne rend pas compte de la nouvelle conscience de l'interdépendance des pays et qu'il ne peut résoudre efficacement les problèmes que posent la dégradation de l'environnement, la crise de l'énergie et la défense des prix des matières premières ou des articles manufacturés. La coopération internationale y est vaguement définie comme une attitude charitable et protectrice.

De même, l'expérience a montré que le Chapitre X relatif au Conseil économique et social doit être révisé pour faire de cet organe un moyen d'action beaucoup plus efficace.

Les Chapitres XI et XII de la Charte sont devenus désuets par suite du phénomène général de décolonisation et de la naissance de nouvelles nationalités; il y a cependant des articles, comme l'Article 73, qui sont constamment violés par la mentalité raciste de l'apartheid. Mais il est évident que le Conseil de tutelle est un organe moribond qui pourrait assumer des caractéristiques distinctes et s'occuper d'activités qui dépassent aujourd'hui la capacité du Conseil économique et social.

Le Chapitre XIV suggère à de nombreux pays la possibilité et l'opportunité de donner à la Cour internationale de Justice un rôle beaucoup plus actif ainsi qu'un pouvoir contraignant dans le règlement de différends.

Le Chapitre XV, consacré au Secrétariat, suggère que, si cet organe doit agir plus directement dans la coordination et l'exécution des programmes économiques et sociaux d'assistance et de coopération internationale, comme l'a préconisé le Groupe d'experts qui vient d'étudier la restructuration de l'Organisation des

Nations Unies, il faudrait que ces modifications soient incorporées au statut même de l'Organisation et harmonisées avec les changements proposés pour d'autres organes de l'institution.

Je saisis cette occasion pour signaler que nous avons reçu un document hier, qui porte la cote A/AC.175/L.3 et est intitulé "Vues du Secrétaire général sur l'expérience acquise dans l'application des dispositions de la Charte en ce qui concerne le Secrétariat". Ce document, établi en application du paragraphe 3 de la résolution 3349 (XXIX) portant création du présent comité, est plus un inventaire des travaux accomplis qu'un jugement formel du Secrétariat sur la manière dont fonctionnent ses organes au service des pays Membres et des objectifs élevés de la Charte. C'est donc un document incomplet et neutre qui ne confirme ni ne suggère les meilleurs moyens à utiliser pour atteindre les meilleurs résultats.

Ces considérations sont destinées à animer ce débat et à rompre une espèce de glace qui a persisté dans le Comité. Notre travail n'a d'ailleurs guère été facilité étant donné que les points de vue des gouvernements nous ont été remis sans index, comme nous le savons tous, et la documentation est de ce fait très difficile à compiler. D'autre part, le manque de comptes rendus limite les interventions improvisées aux questions de procédure. Cependant, je suis optimiste parce que ce doit être la première étape destinée à l'étude des tendances générales qui se font jour à notre comité et au choix des travaux qui devront être accomplis ensuite. Ce qui importe, c'est de faire savoir à la prochaine Assemblée générale qu'il y a indéniablement un grand travail à faire qui ne peut être évalué en fonction du volume de documents que nous remettrons, mais des concepts que nous allons étudier pour les lui soumettre.

Les débats au présent comité ad hoc se sont caractérisés par la recherche d'une orientation générale face à une tâche trop large qui exigeait des procédures à la fois dissemblables et parallèles, conformément à la résolution 3349 (XXIX). On peut avoir, à tort, l'impression que nous avons essayé d'éviter le fond même de la question. J'ai fait auparavant quelques observations générales. A présent, d'ordre exprès de mon gouvernement, je dois répéter la position traditionnelle de la Colombie sur des questions précises. Mais je présenterai également de nouvelles suggestions quant à la révision de la Charte.

La Colombie est partisan du principe de l'universalité, sans aucune entrave. L'Organisation des Nations Unies est par essence universelle. C'est pourquoi mon pays a suggéré de modifier l'Article 4, en supprimant le mot "pacifiques" car l'on suppose que tous les Etats qui demandent à être admis à la communauté juridique des Nations Unies expriment de ce fait leur attachement au cadre de l'Organisation et aux principes sur lesquels elle repose. Il est évident que le plus important de ces principes est le maintien de la paix. La Charte elle-même, à l'Article 2, impose la "bonne foi" lors de l'accomplissement des obligations assumées par les Membres de l'Organisation. Cette disposition, ainsi que les sanctions (suspension et exclusion) visées aux Articles 5 et 6, constituent une sauvegarde suffisante pour défendre les principes et les normes contre les violations ou contre l'esprit de discorde qui peut mettre l'Organisation en danger.

La Colombie propose en outre, sur ce même point, qu'au cas où il surgirait des doutes au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale quant au caractère d'Etat d'un pays demandant son admission, il appartienne à la Cour internationale de Justice de décider. Pour cela, l'Assemblée générale doit énoncer les conditions générales

que doit remplir un Etat. Lorsque ces conditions seront réunies, on pourra identifier une entité juridique souveraine, capable d'entrer à l'Organisation et de s'acquitter des obligations qui découlent de cette admission.

Il faudrait en stricte logique éliminer la condition visée à l'Article 18 où l'on exige les deux tiers des voix à l'Assemblée générale et l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité pour admettre un nouvel Etat. En effet, il ne s'agit pas là d'un don ou d'une faveur, il s'agit du plein droit que l'on reconnaît à la nation qui se transforme en Etat et adhère à l'Organisation, en acceptant les principes et les normes.

Cette question nous mène au soi-disant problème des micro-Etats. Le principe de l'universalité n'a aucune valeur si on ne peut l'appliquer à ceux-ci. Reconnaisant néanmoins que les possibilités sont extrêmement variées, la Colombie propose de créer le statut d'"Etat associé" pour les Etats ayant des ressources minimales ou réduites pour ce qui est de la population, du territoire ou des richesses. Ce statut d'associé entraînerait les mêmes devoirs que ceux qui incombent aux Etats Membres, mais sans les obligations financières, et les mêmes droits, à l'exception du droit d'élire et d'être élu.

A San Francisco, la Colombie a approuvé avec beaucoup de réticence le système du veto, qui consiste à demander l'unanimité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur les questions de fond, mais elle l'a finalement accepté, faisant ainsi preuve de réalisme politique car cet état de choses reflétait la situation de l'après-guerre. Trente ans après, ce n'est, semble-t-il, pas encore le moment de supprimer ce mécanisme antidémocratique qui consacre une aristocratie des nations, qui contredit le principe de l'égalité souveraine en cherchant à traduire le fait certain de la différence de responsabilités. Néanmoins, la Colombie demande que l'unanimité des cinq membres du Conseil, c'est-à-dire le veto, ne soit pas exigée pour la nomination de commissions d'enquête ou de vérification de faits ou pour des mesures de caractère humanitaire. Cela permettra de renforcer et d'assouplir le Conseil, qui sera plus efficace et gagnera par conséquent en prestige.

Le Chapitre VII de la Charte traite de l'ensemble des mesures que doit adopter le Conseil de sécurité en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression. Mais l'expérience montre que ces articles n'ont pas suffi et que, contrairement à l'espoir de ses fondateurs, l'Organisation des Nations Unies n'a pas été à la hauteur de l'un de ses principaux devoirs. C'est pourquoi mon gouvernement propose la création d'une "Force permanente pour le maintien de la paix".

Il faudra à cette fin rédiger un statut annexe faisant partie de la Charte des Nations Unies. Il est évident que les pays membres permanents du Conseil et les plus puissants et les plus riches doivent contribuer en priorité à cette tâche d'apaisement mondial des conflits. Heureusement, nous avons déjà une définition de l'agression, qu'il faudrait inclure, de façon résumée ou en entier, dans la Charte.

Du fait que la matière dont ils traitent s'amenuise, et en raison d'une rapide évolution historique, les Chapitres XI, XII et XIII de la Charte souffrent d'un anachronisme incurable. Le Conseil de tutelle doit se reconvertir et prendre le nom de Conseil des droits de l'homme et de la tutelle. De nombreuses questions de caractère social et humanitaire, actuellement attribuées au Conseil économique et social, pourraient faire partie de la tâche de ce nouvel organe, qui devrait

évidemment compter un nombre de membres correspondant à ses nouvelles et importantes fonctions et au rythme d'universalisation de l'Organisation.

Nous nous trouvons devant le phénomène suivant : le Conseil économique et social fonctionne de façon peu efficace du fait du volume de son travail et de la prolifération d'entreprises satellites, y compris les conférences mondiales créées en application de résolutions de l'Assemblée générale. A ce débordement et ce gonflement font pendant l'amenuisement et l'appauvrissement du Conseil de tutelle. Il est donc logique de songer à réformer ces deux organes et à procéder à une nouvelle répartition et une nouvelle planification de leurs fonctions.

Un changement profond s'est produit ces dernières années. Simultanément, l'Organisation s'est élargie à la suite du processus de décolonisation et les progrès scientifiques et techniques ont créé de nouvelles exigences et de nouvelles menaces. A mesure que se précise la conscience de l'égalité souveraine des Etats et de l'importance de l'homme en tant que valeur suprême et mesure de l'activité nationale et internationale, le fossé qui sépare les peuples développés des peuples se trouvant à des divers stades de développement s'élargit. Les pays riches et industrialisés deviennent de plus en plus puissants et les pays pauvres relativement de plus en plus pauvres. Cela signifie un éloignement virtuel des objectifs d'amélioration sociale, de dignité et de sécurité pour la plupart des pays. Cette situation de plus en plus désavantageuse et cette course pour atteindre un objectif mobile et inaccessible ont provoqué un regroupement instinctif des pays faibles. Au-dessus des divisions politiques est apparu le souci d'améliorer immédiatement les conditions de vie, d'obtenir des termes d'échange plus équitables afin que les biens et services soient payés à leur valeur réelle. Des événements tels que la crise de l'énergie ont contribué à traduire cet état de conscience diffus en formules précises. Ainsi s'expliquent la Déclaration et le Programme d'action adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Cette adoption représente un moment culminant de la vie de l'Organisation des Nations Unies, dont l'avenir et le succès dépendent fondamentalement de la façon dont elle réussira à concilier les aspirations de l'immense majorité des nations; il faut donc que les pays qui ont jusqu'ici accumulé les privilèges commerciaux, techniques et monétaires ou qui disposent d'immenses richesses naturelles changent d'attitude et de méthodes d'action.

Compte tenu de ces faits, l'énumération des buts des Nations Unies énoncés à l'Article premier de la Charte paraît limitée. Il ne suffit plus aujourd'hui de maintenir la paix et la sécurité internationales, ni de susciter entre les nations une amitié qui ne vient pas naturellement à cause de la diversité de la situation sociale des peuples. De même, la coopération internationale, comprise comme une aide latérale et non centrale, paraît bien insuffisante. Il faut savoir aujourd'hui dans quelle direction évoluent les aspirations universelles. Il faut tenir compte de l'interdépendance des pays du monde entier comme d'un fait nouveau et d'importance capitale sur une planète dont les dimensions ont diminué et dont la population a augmenté grâce à la science et à la technique d'un côté et à la croissance démographique de l'autre. Il est également nécessaire d'introduire le concept d'équité économique et de donner forme aux aspirations qui se sont manifestées à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. A cet égard, la Colombie est favorable à un élargissement et à un renforcement de l'Article premier de la Charte.

Nous proposons une modification de l'Article 99 de façon que le Secrétaire général ne se borne pas à "attirer l'attention du Conseil de sécurité" mais puisse demander à cet organe de se réunir chaque fois qu'il le juge nécessaire pour étudier toute affaire qui, à son avis, pourrait mettre en danger le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Passant en revue la teneur des dispositions organiques, la Colombie estime nécessaire de supprimer l'Article 53 où il est question d'"Etats ennemis", ce qui n'a plus de justification véritable, d'éliminer complètement l'Article 106 qui se réfère à une situation transitoire et établit un mécanisme de consultation dépassé par les faits et par les amendements actuellement proposés, supprimer de même l'Article 107 pour des raisons analogues et parce qu'il est lié mal à propos à la situation de 1945, supprimer également le paragraphe 3 de l'Article 109 qui fait état d'un fait qui aurait dû se produire il y a 17 ans : la seule valeur de l'Article susmentionné est qu'il démontre que les Membres fondateurs à San Francisco jugeaient indispensable une révision périodique et systématique de la Charte.

Le Statut de la Cour internationale de Justice fait partie intégrante de cette charte. Mon pays accorde la plus haute importance à l'activité de la Cour, organe juridique suprême des Nations Unies, mais reconnaît que l'opinion générale n'est pas favorable à la Cour et à son action. Ceci crée un vide qu'il faut combler.

Souhaitant rendre cet organe plus actif, nous suggérons que les chambres dont la création dépend de la Cour, d'après les Articles 26 à 29 du Statut, soient érigées en entités permanentes par le Statut lui-même, car il est souhaitable d'avoir des chambres permanentes de droit maritime, de droit aérien et de droit financier. Mon gouvernement estime qu'outre la procédure sommaire prévue à l'Article 29, il serait souhaitable d'instaurer des délais maximums pour étudier les différentes affaires et statuer à leur sujet. De même, mon gouvernement est favorable à la création éventuelle de chambres ou de tribunaux régionaux qui seraient des instances juridiques exprimant le droit et les coutumes des zones géographiques et culturelles du monde, ce qui devrait être prévu dans le Statut même de la Cour.

En ce qui concerne le Chapitre IV sur les avis consultatifs (Articles 65 à 68); nous sommes favorables à la présence de conseillers permanents, sans avoir à dépendre de l'analogie avec la juridiction contentieuse. Il serait également souhaitable de mentionner dans le Statut des délais maximums pour les procédures sommaires, dans le cas d'avis consultatifs sur des affaires urgentes, selon ce que souhaiteront les demandeurs. La Colombie reconnaît sans réserve la nécessité de créer un climat propice pour que l'on fasse figurer dans les traités internationaux une clause donnant compétence à la Cour pour régler les différends auxquels pourraient donner lieu l'application et l'interprétation de ces traités.

Je souhaite que la déclaration que je viens de faire soit notée par le Rapporteur et figure dans le rapport du Comité à la prochaine session de l'Assemblée générale, non seulement pour préciser la position de mon pays mais en tant que contribution à notre effort collectif et à la série de propositions qui ont été formulées ici pour la révision de la Charte.



Notre comité a un mandat de portée très large. Il est évident qu'au stade actuel, nous procédons à un échange général de vues et cherchons à déterminer, sur la base des opinions exprimées par les gouvernements et présentées au Comité, les domaines où des problèmes se posent. Les délégations japonaise et indonésienne ont fait un exposé extrêmement clair du problème devant lequel nous nous trouvons ainsi que des méthodes de travail à appliquer pour le surmonter. Mais comme on n'a accordé au Comité que quatre semaines, il lui est évidemment impossible dans ce délai d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés au paragraphe 1 de la résolution 3349 (XXIX). C'est pourquoi le Comité n'a pas pu examiner en détail les observations des gouvernements et n'a pas pu s'occuper des propositions particulières supplémentaires; il n'a pas non plus eu l'occasion d'examiner d'autres suggestions tendant à rendre plus efficace le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies sans qu'il soit besoin de modifier la Charte. Et finalement il ne pourra pas énumérer les propositions qui ont attiré particulièrement l'attention dans cette enceinte. Il est logique que tous ces points soient étudiés lors d'une étape ultérieure. C'est pourquoi il est extrêmement important que le rapport du Comité à l'Assemblée générale soit aussi détaillé qu'analytique.

La délégation mexicaine a présenté un document fort utile qui demande la création de deux groupes de travail, l'un pour étudier la façon de rendre plus efficace le fonctionnement de l'Organisation sans modifier la Charte et l'autre qui s'occuperait des questions qui exigent une révision de celle-ci. Il nous sera difficile, vu le peu de temps qui nous reste, de développer cette proposition et de nous occuper en même temps de la rédaction et de l'examen du rapport. Mais la proposition mexicaine demeure valable et nous offre une voie qu'il faudra suivre. C'est seulement à la fin de ces séances que nous aurons une idée approximative de cette tâche vaste et ardue, mais stimulante et indispensable qu'est la révision de la Charte.

La position de mon pays sur la question qui nous préoccupe actuellement est largement connue. Nous avons en effet clairement exprimé nos vues à la Sixième Commission de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Cela nous dispense aujourd'hui d'être long.

Voici 30 ans que l'Organisation des Nations Unies a été créée. Durant ces 30 ans, le monde a connu des changements profonds. Le Congo, qui souscrit entièrement aux buts et objectifs énoncés dans la Charte, s'est toujours prononcé pour l'adaptation de la Charte aux réalités d'un monde toujours en évolution. C'est pourquoi il s'est porté coauteur de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale.

Soucieux de contribuer à tout effort tendant au renforcement du rôle, de l'autorité et de l'efficacité de l'Organisation, mon gouvernement pense que la Charte mérite d'être révisée. Elle n'est pas un document parfait et n'a pas non plus le caractère immuable que certains Etats pour les besoins de leur cause voudraient bien lui reconnaître. Il est nécessaire de trouver un moyen pour empêcher les violations répétées de la Charte, car en maintes occasions nous avons constaté avec amertume que plusieurs décisions prises par le Conseil de sécurité n'ont pas été mises en application. Ainsi nous devons réfléchir sur la composition du Conseil de sécurité. De même nous préconisons la suppression pure et simple du droit de veto et proposons la majorité qualifiée de deux tiers pour la prise de toute décision.

Nous souhaitons également la suppression de tout ce qui est devenu anachronique et inutile tels que les termes : Etats ennemis, les dispositions relatives au régime international de tutelle. Par contre, nous proposons qu'on fasse apparaître dans la Charte les dispositions concernant des termes comme le nouvel ordre économique international.

Pour conclure, les Etats qui s'étaient réunis à San Francisco en 1945 étaient conscients de la nécessité imminente de la révision de la Charte en tenant compte des bouleversements constants que devait subir le monde.

C'est ainsi d'ailleurs que les Articles 108 et 109 étaient sans doute prévus à cet effet. Le Gouvernement congolais, qui reconnaît sans hésitation tout ce qui est durable et précieux dans la Charte, n'entend pas proposer des redites à celle-ci; mais ce que nous devons faire, c'est de faire répondre notre document constitutionnel aux réalités actuelles en corrigeant ses imperfections; en somme, le mettre à jour afin de lui ôter son caractère conservateur et chancelant.

EQUATEUR

/Original : espagnol/

Le débat sur la révision de la Charte des Nations Unies n'est de toute évidence pas axé sur l'aspect juridique de la question. Dans ce domaine, il est incontestable que la Charte elle-même contient les modalités à suivre en vue

de sa modification, modalités qui ont d'ailleurs déjà été appliquées pour augmenter le nombre initial des membres du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social.

Toutefois, on ne peut dissimuler le fait que l'examen de cette question fait intervenir des facteurs de caractère politique. Nous ne pourrions donc guère progresser si nous ne parvenons pas à instaurer au préalable une atmosphère de confiance réciproque et à dissiper la méfiance qui pourrait peut-être faire obstacle au dialogue franc et constructif auquel doit donner lieu la tâche que nous a confiée l'Assemblée générale.

La révision de la Charte ne devrait pas conduire à un affrontement mais à la négociation, car tous ceux qui y participent cherchent à préserver l'existence de l'Organisation, dont l'ombre protectrice s'étend également sur tous ses Etats Membres.

L'examen de la Charte a fait apparaître deux tendances qui, n'étant pas opposées, ne sont donc pas irréconciliables.

En effet, s'il est indéniable qu'il existe des dispositions de la Charte qui ont résisté au cours du temps et ont pu être adaptées aux nouvelles aspirations de l'humanité, il en existe également d'autres qui s'avèrent dépassées - c'est le cas de celles où il est fait mention d'Etats "ennemis" - ou qui auront bientôt atteint leur objet, telles celles qui ont trait au Conseil de tutelle, ou enfin qui ne reflètent pas comme il se doit les changements survenus sur la scène mondiale au cours des dernières années à la suite de l'admission à l'ONU des pays qui ont obtenu leur indépendance depuis 1945.

On pourrait conclure de ce qui précède que la Charte contient des dispositions de valeur stable pour une raison ou une autre, auxquelles il ne faut pas toucher, du moins dans l'immédiat et d'autres qu'il faut par contre adapter de façon mesurée et réfléchie aux réalités du monde actuel; ce processus d'adaptation n'implique absolument pas une révision générale de la Charte, à laquelle personne ne tient et peut s'effectuer en grande partie grâce à des modifications qui ne seraient pas des amendements.

Il faudrait peut-être lier l'affirmation précédente au contenu même de la Charte pour essayer de comprendre pourquoi, dans certains cas, cette dernière a pu être adaptée de façon rapide et dynamique aux événements du monde extérieur et pourquoi, dans d'autres, ce processus a été extrêmement lent.

Selon M. Jimenez de Arechaga, éminent auteur de traités latino-américains et juge à la Cour internationale de Justice, la Charte des Nations Unies, à la différence d'autres instruments internationaux, est une sorte d'organisation constitutionnelle de la communauté mondiale puisqu'elle comprend, comme la constitution des Etats, une partie théorique et une partie organique.

La première établit les principes et les objectifs fondamentaux qui doivent régir l'action de l'Organisation et la seconde indique quels sont les organes ou la structure institutionnelle qui permettront de mener cette action.

Les objectifs et les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies correspondent à la partie théorique des constitutions car ce sont là les droits fondamentaux en fonction desquels la communauté internationale s'est organisée.

C'est cette partie théorique qui non seulement a donné à la Charte son dynamisme mais aussi lui a permis d'être un instrument souple de changement et de développement progressif du droit international. C'est ce qui a permis à l'ONU d'adopter diverses déclarations solennelles comme la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies ou la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale.

Il est donc indubitable que depuis la création de l'ONU jusqu'à aujourd'hui, les objectifs et les principes actuellement énoncés dans la Charte ont conservé leur valeur sûre et la conserveront dans un avenir prévisible. Il est également vrai que, pour les mêmes raisons, absolument tous les Etats qui composent l'Organisation ont réaffirmé leur fidélité et leur soutien permanent aux objectifs et principes qui orientent ses activités. Il résulte également de cette attitude générale que les modifications qu'il a fallu apporter à la Charte ont été facilitées par un esprit de compréhension et ne se sont pas heurtées à des obstacles majeurs.

On ne peut malheureusement en dire autant de la partie organique de la Charte : les rares modifications qui y ont été introduites n'ont été obtenues qu'après une lutte longue et ardue.

Mais, en fait ou en droit, ces modifications ont eu lieu et c'est justement dans la partie organique de la Charte que figurent les seuls amendements qui aient modifié le texte original de San Francisco et nous savons tous que ceux qui les ont proposés ont dû surmonter de grandes difficultés et engager un long processus de négociation pour les faire accepter.

De toute façon, c'est le nouvel ordre des choses qui a été à l'origine des adaptations que la Charte subit depuis quelque temps, ce qui est naturel puisque c'est toujours le droit qui a dû s'adapter aux situations créées par la vie ou la société à une époque déterminée.

Si l'on admet que le monde d'aujourd'hui est différent de celui qui existait à l'époque où est née la Charte et que par conséquent des problèmes nouveaux se posent au sujet desquels il faut prendre des décisions nouvelles, et si l'on admet par ailleurs que l'ONU, qui est l'Organisation de la communauté internationale, doit adapter peu à peu ses structures en vue de renforcer, suivant des principes véritablement équitables, la paix et la sécurité internationales, et en même temps les droits économiques, politiques et sociaux fondamentaux de tous les Etats Membres, on devrait alors pouvoir entreprendre un examen sérieux et approfondi de la Charte.

Etant donné la nécessité d'adapter les structures de l'ONU aux problèmes complexes et urgents de l'époque contemporaine, parmi lesquels les questions économiques et sociales doivent recevoir au moins la même attention que les questions de caractère politique, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a désigné à cette fin un groupe d'experts, qui lui a déjà présenté un rapport contenant ses suggestions à ce sujet. De son côté, l'Assemblée générale, à sa vingt-neuvième session, a créé le Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies, dont la tâche principale consistera à déterminer, parmi les

propositions relatives à la révision de la Charte, celles qui impliquent le recours à un amendement et celles pour lesquelles ce n'est pas le cas.

Il est fort possible que bon nombre des suggestions faites par certains gouvernements n'entraînent pas une réforme de la Charte et le Comité devrait s'efforcer d'obtenir les meilleurs résultats possibles dans ce domaine.

Toutefois, il ne faut pas non plus en déduire que ce soit là la seule possibilité qui s'offre au Comité, car certains problèmes ne pourront être résolus sans que l'on recoure à des amendements précis.

La délégation équatorienne estime de toute façon que les travaux du Comité et de chacun de ses membres devraient consister à examiner de façon approfondie et constructive, en fonction de leurs mérites propres, les propositions qui ont été présentées ou renouvelées à cette occasion, pour pouvoir ultérieurement adopter celles qui ont reçu un appui général.

L'Equateur, qui croit aux bienfaits du dialogue et est convaincu de l'inutilité du monologue, exprime l'espoir que le Comité pourra obtenir des résultats positifs en exécution de la tâche qui lui a été confiée.

La délégation espagnole s'est toujours intéressée à la question de la révision de la Charte, non pas qu'un document de cette nature doive être systématiquement modifié, mais la Charte est l'oeuvre de personnes illustres mais néanmoins humaines qui ne pouvaient prévoir les situations qui se poseraient dans le futur, compte tenu surtout du fait que l'Organisation, qui comptait à l'origine 51 Membres en a aujourd'hui 138 et qu'à la prochaine session ce nombre augmentera encore.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'un tiers des membres de l'Assemblée n'ait pas pu prévoir quelles seraient les aspirations de plus de 90 nouveaux membres.

En outre, il faut reconnaître que la Charte même prévoit sa révision dans ses Articles 108 et 109. Il avait été prévu de tenir une conférence avant la dixième session de l'Assemblée générale, mais vingt autres sessions ont passé, la trentième va commencer et nous n'avons fait qu'apporter les modifications nécessaires à l'élargissement des organes principaux, malgré la résistance, il faut bien le dire, de certains Membres privilégiés.

Notre Organisation arrive progressivement à l'universalité et la majorité de ses Membres actuels - dont nous sommes - n'a aucunement participé à la rédaction de la Charte.

Nous croyons que la Charte est un document valable et que toutes ses dispositions n'ont pas encore été mises en pratique, mais il n'en est pas moins vrai que, comme cela a été affirmé solennellement à la Conférence de San Francisco : "Aucun projet n'est parfait et quel que soit celui qui sera adopté à San Francisco, il devra être remanié maintes et maintes fois au cours des années".

Quelles modifications seraient à conseiller? D'abord, il faudrait songer à rectifier ou remanier les articles que la pratique de l'Organisation des Nations Unies a fait tomber en désuétude, par exemple le paragraphe 3 de l'Article 27. Pourquoi maintenir un texte qui n'est pas appliqué : "Les décisions du Conseil de sécurité sur toutes autres questions /à l'exception des questions de procédures/ sont prises par un vote affirmatif de 9 de ses membres dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents...". Tout le monde sait que le veto doit s'exercer d'une manière active et non passive, par l'abstention d'un des membres permanents. Les résolutions du Conseil de sécurité adoptées malgré l'abstention de membres permanents sont nombreuses et même, depuis la modification de la structure du Conseil de sécurité, des décisions peuvent être adoptées sans un seul vote favorable d'un membre permanent.

Il est donc juste de reconnaître qu'il y a cinq vetos spécifiés dans la Charte, mais qu'il y en a un sixième qui est celui que peuvent utiliser un certain nombre de membres non permanents du Conseil de sécurité.

D'autres fois, ce sont les termes utilisés par la Charte qui choquent. Songeons que, 30 ans après la fin d'une des plus effroyables conflagrations qu'ait connue l'humanité, nous continuons à parler de pays amis et ennemis; alors qu'il vient de se tenir à Helsinki une conférence sur la coopération et la sécurité, le moment est certainement venu d'adapter les termes de la Charte à la réalité actuelle.

Cela n'est pas le seul exemple d'anachronisme. Dans la Charte des Nations Unies, et comme partie intégrante de celle-ci, apparaît le Statut de la Cour internationale de Justice où il est fait référence, à l'article 38, paragraphe I c., dans l'énumération des sources du droit international, aux "principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées". Est-ce que le monde aujourd'hui se divise en nations civilisées et nations non civilisées? Quelle est cette manière de parler?

Nous pensons que le Conseil de sécurité devrait être un organe qui puisse agir avec plus de souplesse et de rapidité et prendre des décisions plus conformes à sa finalité. Il ne faut pas oublier qu'il a été créé pour assurer une action rapide et efficace de l'Organisation des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité internationale et que l'opinion publique internationale juge l'Organisation sur les succès et les échecs qu'elle connaît dans l'accomplissement de cette responsabilité primordiale.

Le Conseil économique et social, qui a déjà été élargi à deux reprises, et qui a sans aucun doute aujourd'hui une plus grande représentativité, n'est pas, selon nous, le reflet de ce qu'il devrait être. Nous avons atteint le chiffre des 54 membres, et perdu par là même les avantages qu'avait le fait de pouvoir travailler dans un organe constitué de 18 membres seulement. Le Conseil fonctionne à travers une série de commissions techniques de composition très restreinte.

Que se passe-t-il dans ces cas-là? On ne donne jamais satisfaction à tous les pays qui souhaitent appartenir ou bien à ces commissions techniques ou bien à l'organe lui-même. Si le principe de la rotation était effectivement respecté, nous pourrions penser que viendrait tôt ou tard notre tour à chacun d'être membre des différents organes et commissions.

Mais pourquoi, si à un moment déterminé les intérêts d'un pays sont tels que celui-ci considère essentiel d'être membre du Conseil, ne peut-il l'être et doit-il se contenter de la condition hautement précaire d'observateur qui ne lui permet pas de participer aux discussions intérieures?

Si le Conseil économique et social était à nouveau élargi, on pourrait alors limiter le nombre des membres des commissions techniques, sauf pour celles qui, en raison d'un intérêt particulier, seraient composées de tous les pays souhaitant y participer, ce que l'on appelle en anglais un "open-ended committee".

Il y aurait un autre avantage à ce que le Conseil économique et social soit élargi et accueille un nombre plus important de membres : cela permettrait de supprimer toutes les commissions qui se sont créées et dont les compétences se superposent à celles du Conseil.

Le Conseil de tutelle également aurait besoin d'être considérablement remanié. Son activité a été réduite pratiquement au minimum et il conviendrait de le transformer lui aussi de manière à ne pas avoir un organe qui ne présente plus aucune utilité.

En résumé, la délégation espagnole estime que les buts et principes de la Charte des Nations Unies sont hautement louables et elle considère donc qu'ils doivent être immuables.

Nous croyons en l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies, nous croyons en la nécessité de son existence, mais nous estimons également qu'étant donné le temps qui s'est écoulé, il devient nécessaire d'en moderniser la Charte. Moderniser ne signifie en aucune manière que nous allons nous acheminer vers la suppression de l'Organisation des Nations Unies - nous tenons à le souligner - car il serait peu réaliste de croire possible, après 30 ans d'existence de l'Organisation, de supprimer le privilège des membres permanents. Par contre, nous demandons qu'on n'abuse pas de ce privilège et qu'on ne s'attribue aucun droit ni aucune raison particulière d'appartenir automatiquement à tel ou tel organe ou à telle ou telle commission si cela n'est pas mentionné dans la Charte. Ce qui est dit dans la Charte, oui, mais pas plus. Donnons plus de souplesse à l'action du Conseil de sécurité; élargissons le Conseil économique et social; remanions le Conseil de tutelle et modifions les termes de la Charte; ainsi nous donnerons une nouvelle vigueur à l'Organisation des Nations Unies, pour le bien de la communauté internationale.

A ce jour, 43 Etats ont fait connaître par écrit leur opinion sur la question de la révision de la Charte.

Si nous examinons attentivement ces réponses, nous remarquons que parmi ces 43 Etats, 31 se sont déclarés partisans de la révision, se prononçant soit en faveur d'une révision générale et signalant des aspects particuliers et des articles précis, soit en faveur d'un processus de propositions d'amendements particuliers qui devraient avoir l'appui général des Membres de l'Organisation. Dans les deux cas, il est clair que la grande majorité des Etats qui ont répondu à la demande du Secrétaire général se sont déclarés partisans de la réforme.

La délégation espagnole croit utile que l'enquête du Secrétaire général soit renouvelée à l'avenir et est convaincue qu'une fois que le Comité ad hoc aura commencé à analyser à fond la question, les Etats Membres de l'Organisation enverront leurs réponses au Secrétaire général plus rapidement.

D'autre part, il ne faut pas oublier que dans le cours du débat général, 10 délégations qui ne s'étaient pas prononcées jusqu'à présent sur le fond de la question actuellement examinée par le Comité se sont déclarées favorables à la révision de la Charte et ont fait des propositions concrètes sur les points précis qui, à leur avis, doivent être revus.

La délégation espagnole, qui s'est déjà prononcée en faveur d'une révision, souhaite maintenant exposer son point de vue sur l'avenir de nos travaux. En premier lieu, nous réaffirmons une fois de plus que les buts et principes de la Charte doivent être immuables. La situation privilégiée des membres permanents demeurera inchangée vu qu'ils ont comme garantie que toute modification est susceptible de veto, mais il ne faut pas abuser de ce veto ni envisager de situations privilégiées qui ne soient pas mentionnées spécifiquement dans la Charte. Nous considérons que le rapport du Comité doit porter sur le fond de la question, comme prévu dans le mandat qui lui a été conféré par l'Assemblée générale dans sa résolution 3349 (XXIX), dont l'alinéa d) du paragraphe I stipule qu'il devra "énumérer les propositions qui ont attiré particulièrement l'attention du Comité ad hoc". Ces propositions sont à notre avis celles qui ont trait à la révision des points suivants :



1. Dispositions anachroniques.
2. Conseil de tutelle.
3. Conseil économique et social.
4. Procédure de vote à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité.
5. Questions relatives au Statut de la Cour internationale de Justice et autres questions concernant les forces d'observation et de maintien de la paix.

La délégation espagnole souhaite proposer formellement que le texte de toutes les interventions qu'ont faites les différentes délégations au cours du débat général figure en annexe au rapport que doit préparer le Rapporteur. Nous faisons cette proposition pour atténuer l'inconvénient que représente pour le Comité le fait de travailler sans comptes rendus et aussi en raison de l'importance des interventions qui y ont été faites.

Le rapport du Comité devrait également comprendre un résumé des différentes positions de ses membres et une liste énumérant les points de la Charte à modifier.

Par ailleurs, pour la délégation espagnole, on ne peut douter du désir général des membres du Comité de le voir poursuivre ses travaux à une prochaine session, qui devrait être plus longue que la présente et où il devrait disposer de comptes rendus.

Si nous prenons la parole maintenant alors que nous aurions pu le faire plus tôt c'est parce que nous avons pensé que nous nous devions d'entendre les opinions de ceux qui ont préconisé la création de ce comité. C'est ce que nous avons fait avec intérêt.

Notre propre point de vue sur la question de la révision de la Charte n'est pas inconnu des membres de ce comité.

Si nous avons des doutes quant à l'utilité de nos efforts, ce n'est pas parce que nous considérons que la manière dont l'Organisation des Nations Unies fonctionne est parfaite, ou conforme à ce que l'on espérait en 1945. Loin de là. Bien qu'elle ait connu des succès considérables dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales et dans certains domaines économiques et sociaux, l'Organisation des Nations Unies peut et doit faire beaucoup mieux si elle veut répondre aux besoins urgents et immédiats du monde. Nous ne pensons pas cependant que les dispositions de la Charte soient responsables de quelque manière des obstacles qui s'opposent à une plus grande efficacité de l'Organisation.

Nos doutes ne sont pas non plus motivés par le désir de maintenir le statu quo de 1945, attitude depuis longtemps disparue, ni d'ailleurs le statu quo de 1975. Nous ne considérons pas la Charte comme un document rigide, immuable, qui ferait entrer de force les réalités du présent, du passé immédiat ou de l'avenir dans un moule qui ne convenait qu'au monde de 1945. Nous pensons au contraire que la Charte s'est continuellement adaptée aux événements, remplissant fidèlement sa fonction de texte organique. Les rédacteurs de la Charte, à la Conférence de San Francisco, étaient assez sages pour savoir que 1945 était qu'un moment de l'histoire - brillant, riche en occasions, certes, mais rien qu'un moment d'un drame humain toujours renouvelé. La Charte qu'ils ont rédigée devait résister au temps, grandir, se développer avec l'histoire et se plier à son évolution. La mesure dans laquelle elle l'a fait est un hommage à leur sagesse et à leur clairvoyance. Si l'on jette un regard, même superficiel, sur les 30 années d'existence de l'Organisation, on se rend clairement compte que la Charte s'est adaptée avec souplesse à l'évolution des besoins et des aspirations. Nous avons donné des exemples précis de cette adaptation dans la déclaration que nous avons faite à la 1517ème séance de la Sixième Commission et d'autres délégations en ont donné au cours du présent débat.

La délégation des Etats-Unis reste convaincue que les risque que comporte tout effort de révision complète de la Charte l'emportent de beaucoup sur les chances de succès. D'autres orateurs ont déjà mentionné les dangers d'une révision qui pourrait aggraver les désaccords et les affrontements - ce qui est bien la dernière chose dont l'Organisation ait besoin en ce moment et qui de plus, ferait obstacle à la continuité de son évolution. Selon nous, à essayer de transformer la structure constitutionnelle de l'institution, on court aussi le grand risque de détourner l'attention et les préoccupations des problèmes urgents auxquels peut et doit faire face l'Organisation. Dans les observations qu'ils ont adressées au Secrétaire général, les Etats-Unis ont déclaré qu'à leur avis le devoir primordial de l'Organisation des Nations Unies à l'heure actuelle est d'être un "centre où s'harmonisent les efforts des nations" comme la Charte elle-même le prévoit. Nous

ajoutons que c'est en se consacrant de nouveau à cet objectif et en prenant des mesures pratiques pour encourager le respect de toutes les opinions lors de la prise de décisions que l'on contribuerait le mieux à rapprocher l'Organisation des Nations Unies de l'idéal de la coopération internationale, idéal au service duquel la Charte a été conçue.

Dans ce contexte général, il y a les suggestions, ou leurs variantes, qui ont été faites en 1971 durant les discussions du Comité spécial pour la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale et qui méritent d'être étudiées plus avant. Il y a aussi les propositions et les suggestions, ne nécessitant pas de modification de la Charte, qui ont été faites quand l'Assemblée générale a demandé aux gouvernements leurs opinions sur le point de l'ordre du jour intitulé "Raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies" et qu'aucun groupe de travail de l'Organisation n'a encore soigneusement étudiées, comme l'a souligné le Gouvernement français. Tout récemment, il y a eu le rapport que le Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies a établi conformément à la résolution 3343 (XXIX) de l'Assemblée générale adoptée en décembre 1974, et qui sera présenté le mois prochain à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Que l'on soit ou non d'accord avec certaines des suggestions émises dans ce rapport, ou avec toutes, on ne peut méconnaître l'étendue et la portée des changements qui y sont proposés et qui, à une ou deux légères exceptions près, pourraient être réalisés sans qu'il y ait la moindre modification à apporter au texte de la Charte.

De l'avis de ma délégation, une évolution dans ce sens a beaucoup plus de chances d'amener un renforcement de l'Organisation des Nations Unies que toute tentative de révision complète de la Charte. Cela est d'autant plus vrai que nous n'avons relevé jusqu'ici aucun indice permettant d'escompter un accord général sur les objectifs d'une telle révision ou sur des amendements ou suggestions spécifiques susceptibles de rendre l'Organisation plus efficace.

Enfin, il ne faut pas oublier que les propositions de réforme des procédures et de la structure de l'Organisation des Nations Unies attendent d'être étudiées par les organes appropriés. Par exemple, le Conseil économique et social a recommandé, à sa dernière session, que la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui doit se tenir le mois prochain, crée un comité d'étude de la restructuration du système des Nations Unies en vue d'améliorer son fonctionnement dans les secteurs économique et social. Dans la résolution sur la rationalisation des procédures et de l'organisation de l'Assemblée générale qu'elle a adoptée à sa vingt-sixième session, l'Assemblée a décidé "d'examiner de temps à autre les progrès réalisés dans la rationalisation de ses travaux". Le raffermissement du rôle de l'Organisation des Nations Unies figurera de nouveau à l'ordre du jour de la trentième session de l'Assemblée qui doit s'ouvrir prochainement. Les Etats-Unis restent prêts à coopérer sans réserve à tous les efforts que l'Assemblée décidera de faire dans cette voie.

Nous allons maintenant revenir à la question des opinions des autres Etats.

Nous avons étudié les observations présentées par les gouvernements conformément aux résolutions 2697 (XXV), 2968 (XXVII) et 3349 (XXIX), et nous avons constaté que la majorité de ceux qui ont répondu n'étaient pas en faveur d'une révision de la Charte. Le fait qu'en cinq ans, 43 Etats Membres seulement, c'est-à-dire moins du tiers des Membres de l'Organisation, aient répondu est une nouvelle preuve que

l'entente sur ce point est loin d'être générale. A la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, un certain nombre de représentants se sont déclarés en faveur de la création d'un comité ad hoc dont la tâche principale serait, comme l'ont dit le représentant du Pakistan et d'autres représentants, de voir s'il était nécessaire d'entreprendre une telle révision. Dans l'accomplissement de notre mandat, nous devons tenir pleinement compte du fait que la plupart des Etats Membres n'ont pas répondu ou n'ont pas appuyé l'idée d'une révision de la Charte. De plus, les déclarations faites devant ce comité depuis qu'il a commencé ses travaux le 28 juillet dernier ne nous permettent absolument pas de conclure que la révision de la Charte provoque un vif enthousiasme.

Selon nous, il serait très risqué pour tous de presser cette affaire à un moment si évidemment mal choisi.

"La Charte des Nations Unies est défectueuse. Ceux qui l'ont conçue manquaient de sens historique et de clairvoyance... Quant à ceux qui donnèrent à la Charte sa forme en la rédigeant, ils manquaient de l'imagination, de l'esprit de synthèse, de la clarté et de la précision qui caractérisent les grands législateurs."

Ces propos dans la bouche du délégué de la France surprendront sans doute à juste titre. Mais il s'agit naturellement d'une citation et bien que ces paroles définitives aient été prononcées il y a une vingtaine d'années par un éminent professeur, qui au surplus a occupé des fonctions importantes au Secrétariat des Nations Unies, je me garderai bien de les reprendre aucunement à mon compte.

Mon propos, en plaçant cette citation en exergue de mon intervention, est simplement de montrer que les critiques qui ont été formulées ces dernières années à l'encontre de la Charte des Nations Unies ne sont pas nouvelles et ne doivent pas grand-chose, contrairement aux apparences, aux 30 années qui se sont écoulées depuis la Conférence de San Francisco.

Il ne s'agit donc pas, comme nombre d'interventions le donnent à entendre, d'une querelle des anciens et des modernes dans laquelle, bien entendu, le destin serait d'avance scellé.

En réalité, la tendance révisionniste est aussi ancienne que la Charte elle-même et il suffit de rappeler à cet égard que des propositions de révision générale ou substantielle ont été présentées dès les première et deuxième sessions de l'Assemblée, certaines de ces propositions ayant d'ailleurs été faites par des Etats représentés aujourd'hui à notre Comité.

Que se serait-il passé, si la communauté mondiale avait à l'époque acquiescé à leur demande pressante? Je suis persuadé pour ma part que, si les fondements réalistes de notre Charte avaient été remis en question, notamment en ce qui concerne la responsabilité du maintien de la paix, notre Organisation se serait, selon toute vraisemblance, acheminée vers le chaos et la désagrégation.

Aussi la délégation française croit-elle devoir faire part au Comité des très sérieuses préoccupations qu'éprouve le Gouvernement français devant les risques que pourraient faire courir aux Nations Unies des tendances qui se sont révélées au cours des débats des vingt-septième et vingt-neuvième sessions de l'Assemblée générale, dans les réponses données par certains gouvernements aux enquêtes du Secrétaire général et dans plusieurs interventions devant notre Comité, bien que nous soyons profondément convaincus du désir sincère d'améliorer le fonctionnement de l'Organisation qui inspirait les interventions et observations des uns et des autres.

Le Gouvernement français est naturellement lui aussi très désireux de voir renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies et l'efficacité de son action. Pour lui, la première et la plus impérieuse condition pour atteindre ce résultat est le ferme propos de tous les Etats qui la composent de respecter la Charte et les principes qu'elle pose. Une autre condition est également d'une importance

fondamentale, c'est le désir d'utiliser pleinement les organismes des Nations Unies et les possibilités qu'ils offrent, selon la Charte, pour une vie internationale harmonieuse et, tout d'abord, pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La Charte a fait ses preuves. C'est à partir de celle-ci que des textes d'une grande importance ont pu être adoptés. Je me réfère, par exemple, à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, ou à la Définition de l'agression. Ainsi a-t-on pu constater que de tels développements étaient possibles sans modification de la Charte. Je citerai aussi les conventions qui ont été préparées dans le cadre des Nations Unies ou qui sont en cours de préparation, et qui peuvent concourir à la réalisation de leurs buts. Outre certaines conventions entrant dans le cadre de la codification et du développement du droit international, je voudrais mentionner en particulier, dans le domaine des droits de l'homme, les deux pactes adoptés par l'Assemblée générale et qui paraissent répondre à des préoccupations légitimes qui ont été exprimées ici.

De même, les structures actuelles de l'Organisation permettent de débattre de tous les nouveaux problèmes qui intéressent les peuples, tant dans le domaine social que dans le domaine économique. L'Assemblée générale extraordinaire de l'an dernier, celle qui va s'ouvrir dans quelques jours, en sont la preuve.

Mais surtout la Charte permet, et c'est là sa fonction essentielle, sinon malheureusement de toujours éviter de douloureux conflits, tout au moins d'opposer aux affrontements internationaux le dispositif le plus réaliste et donc le plus efficace que l'état actuel des relations entre les Etats du monde permette de mettre au service de leur sécurité. C'est parce que la Charte a attribué les compétences de décision en matière de paix internationale à l'organisme obéissant au principe de l'unanimité des puissances qui assument les plus lourdes responsabilités dans ce domaine que ce résultat, si incomplet qu'il puisse encore paraître, a été obtenu.

Il convient également de veiller à ne pas apporter de modifications à l'équilibre des pouvoirs entre les divers organes des Nations Unies. De telles modifications ne pourraient que nuire à l'Organisation et instaureraient un système théorique, inadapté à l'état actuel des relations entre les Etats. Il en serait particulièrement ainsi si l'Assemblée s'efforçait, par des votes majoritaires, de faire violence à la souveraineté de ses Membres. Ses tentatives seraient vouées à l'échec et, par conséquent, son prestige atteint.

La seule solution véritable réside dans l'établissement d'une réelle coopération entre les nations, coopération qui bien sûr ne peut être que le résultat d'une volonté politique des Etats. Mais la Charte est un cadre approprié à une telle évolution des relations internationales. Elle n'est pas un corset de fer, mais un instrument vivant, riche de possibilités, qui a permis et permettra encore, en lui demeurant fidèle, d'assurer avec succès la coopération et la compréhension entre les nations.

S'agissant du Conseil de sécurité, celui-ci a déjà amélioré heureusement certaines de ses procédures, en particulier en matière de consultations, d'établissement de consensus et dans l'envoi de missions d'enquête sur place. Il conviendrait de poursuivre dans cette voie et de mener à bien, en particulier, l'effort entrepris de longue date pour déterminer les règles générales auxquelles doivent être soumises l'entreprise et la conduite des opérations de maintien de la paix.

En ce qui concerne l'Assemblée générale, l'efficacité de son action dépend de l'importance du soutien que peuvent recueillir ses résolutions. En fait, nous l'avons dit, plutôt que de tenter de contraindre les nations, il faut s'efforcer de les convaincre, de les rallier à une action commune librement consentie par elles.

Il serait donc bon de s'efforcer de procéder, comme l'habitude en a déjà été prise dans certains organes subordonnés, par consensus plutôt que par vote majoritaire. A cet effet, il importe évidemment que les projets de résolution reflètent, avec toutes les nuances nécessaires, les préoccupations fondamentales des Etats intéressés et que, par conséquent, ces textes soient élaborés dans un climat d'étroite coopération et au prix, si besoin est, de concessions mutuelles. C'est donc par des consultations plus systématiques, notamment entre les pays et les groupes de pays, que l'on doit pouvoir améliorer les méthodes de travail de l'Assemblée et, partant, la portée de ses prises de position.

Le consensus est l'expression certes la plus ambitieuse, mais aussi la plus élevée de la coopération internationale, à condition, bien entendu, qu'il recouvre un accord réel, tant sur l'orientation générale du texte que sur son contenu détaillé. Le problème n'est pas d'imaginer de nouveaux mécanismes de contrainte, mais bien plutôt, par une pratique raisonnable, d'établir et renforcer un dialogue et une concertation qui, seuls, peuvent permettre à une organisation d'Etats souverains de traduire dans les faits leur interdépendance croissante et leur nécessaire solidarité.

D'une manière plus générale, le Gouvernement français pense que l'on pourrait aboutir à un renforcement de l'Organisation des Nations Unies par une rationalisation des structures de chacun des organes principaux de l'Organisation et par des adaptations de leurs règlements intérieurs, puisque aussi bien la Charte leur laisse toute latitude en ce domaine. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une véritable "stratégie" d'application de la Charte.

Nous n'estimons pas, en revanche, que l'heure soit venue de procéder à une révision de celle-ci. L'heure paraît d'autant moins venue que, si nombre d'Etats se sont prononcés pour que l'on fasse le recensement des diverses propositions tendant soit à apporter des modifications à la Charte, soit à améliorer le fonctionnement de l'Organisation sans toucher à son texte constitutif, des observations reçues des gouvernements, de même que les interventions que nous avons entendues, ont fait apparaître que les Etats n'étaient d'accord ni sur la nécessité d'une révision de la Charte, ni sur les points qu'elle devrait toucher. Le risque existe donc, si l'on se livre à l'exercice préconisé par certains, soit que les critiques qui seront faites au système existant portent atteinte à l'autorité et au prestige de l'Organisation sans qu'aucune solution ne recueille le consensus nécessaire, soit d'aboutir à la destruction d'un instrument qui, comme nous l'avons dit, a fait ses preuves dans des circonstances difficiles.

En conclusion, la délégation française réaffirme qu'il convient non pas de réviser la Charte, mais d'en appliquer exactement les dispositions et d'utiliser pleinement les possibilités qu'elle offre.

L'observation stricte de ce texte est le plus sûr garant de l'accomplissement des buts et du respect des principes des Nations Unies auxquels tous les Etats sont fermement attachés.

A ce stade préliminaire des débats, la délégation grecque s'en tiendra uniquement à quelques remarques.

La délégation grecque considère que le mandat confié au Comité ad hoc est lourd de conséquences à plus d'un égard, étant donné qu'il concerne l'instrument international le plus important qui ait été signé après le désastre de la seconde guerre mondiale, à savoir la Charte des Nations Unies et, par voie de conséquence, l'Organisation des Nations Unies elle-même. La Grèce attache une grande importance à ce problème, d'autant plus qu'elle est au nombre des Etats qui ont participé à la rédaction de la Charte.

Il n'est donc pas nécessaire de donner de longues explications pour prouver qu'il faut agir avec la plus grande prudence. La délégation grecque participera sans préjugés aux débats et aux travaux du Comité ad hoc et s'emploiera, avec d'autres délégations, à découvrir quelles améliorations peuvent le cas échéant être apportées à la Charte ou à son fonctionnement, tout en préservant les dispositions essentielles qui ont servi utilement les idéaux élevés de l'Organisation des Nations Unies et ont résisté à l'épreuve du temps.

La délégation grecque attendra pour se prononcer d'avoir pris connaissance des vues des autres délégations ainsi que de l'analyse et du rapport qui seront rédigés à l'issue de cette première session du Comité.

Néanmoins, la délégation grecque souhaite appeler l'attention sur un point fondamental. Si des propositions concrètes concernant la révision ou l'amélioration de certaines parties de la Charte sont avancées, il y aura lieu d'étudier concrètement en quoi ces propositions, une fois acceptées, pourraient renforcer l'application des résolutions et des décisions adoptées par les organes des Nations Unies, en particulier par ceux qui sont chargés du maintien de la paix et de la sécurité. Il est triste de dire que c'est là le problème essentiel et la délégation grecque sera reconnaissante aux délégations qui feront des propositions constructives ou avanceront des idées positives à son sujet.

Nous nous réunissons à une époque où, dit-on, les peuples de la terre perdent foi en l'utilité de l'Organisation des Nations Unies. Nous qui sommes ici présents ne devons pas partager ce pessimisme, mais nous pouvons néanmoins le comprendre. Pourtant, le simple fait que ce comité se réunisse devrait largement suffire à prouver à ces peuples que leurs gouvernements se préoccupent de l'avenir de l'Organisation et de sa charte, cette charte qu'ils sont prêts ensemble à étudier, à disséquer si nécessaire, à examiner dans ses moindres



détails pour en retirer les parties mortes ou malades, conserver celles qui sont saines et, je l'espère, insuffler une vie nouvelle au corps tout entier. Nous qui avons le privilège d'être membres de ce comité pouvons faire renaître la confiance du monde dans l'Organisation des Nations Unies, dans son utilité, voire sa nécessité. Et je suis certain qu'il n'y a de par le monde aucun gouvernement qui ne soit d'avis que si l'ONU n'existait pas, il faudrait l'inventer - elle, ou une organisation qui lui ressemble.

Dans un discours prononcé devant l'Assemblée générale il y a cinq ans, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique, M. Gromyko, a déclaré qu'à son avis il ne suffisait pas d'éteindre les incendies qui ravageaient la scène internationale et qu'il était plus important de prendre des mesures efficaces sur le plan général pour protéger le monde de tels fléaux, et de prévenir à temps les conflits ou empêcher leur aggravation. C'est là une opinion à laquelle mon gouvernement souscrit entièrement. La Guyane étant elle-même un petit pays, nous sommes convaincus que les opérations préventives de maintien de la paix sont celles qui revêtent le plus d'importance aux yeux des petites nations. Par opérations "préventives" nous entendons les mesures qui doivent être prises suffisamment tôt pour éviter un conflit. C'est pourquoi nous établissons une distinction très nette entre les opérations préventives de maintien de la paix et le type d'action coercitive dont il est question au Chapitre VII de la Charte. A notre avis, la Charte présente une lacune en ce qui concerne le maintien de la paix : elle ne prévoit en effet aucun mécanisme que les Etats pourraient mettre en mouvement préalablement à un conflit lorsqu'il y a menace d'agression. Ma délégation soutiendra toutes les propositions utiles et raisonnables qui seront présentées au Comité en vue de combler cette lacune. Sans vouloir trop entrer dans les détails à ce stade de nos travaux et puisqu'il ne s'agit pour l'instant que d'exprimer des opinions d'ordre général, je voudrais dire que ma délégation appuie la création d'un organisme international pour l'observation de la paix qui établirait la présence des Nations Unies partout où la paix pourrait être menacée dans le monde. Comme l'a déclaré en 1970 le Ministre des affaires étrangères de mon pays, "nous croyons qu'un système qui prévoirait l'envoi d'observateurs des Nations Unies, sous l'autorité du Secrétaire général, dans une région quelconque ressortissant de la juridiction d'un Etat, à la demande de cet Etat, et dans n'importe quelle région sur décision du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, contribuerait considérablement à prévenir la rupture de la paix internationale". Le Conseil de sécurité est au demeurant l'organe responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pourquoi ne prendrait-il pas les premières mesures lorsque plane une menace de conflit?

Dans le cadre de la révision de la Charte, les mesures préventives de maintien de la paix sont l'une des deux préoccupations majeures de ma délégation, l'autre étant l'exercice de la démocratie dans le processus de prise de décision de l'Organisation.

Selon l'expression d'un ancien Ministre brésilien des affaires étrangères, M. Gibson, nous nous acheminons aujourd'hui vers un "nouveau directoire mondial". M. Gibson a décrit avec éloquence la tendance de l'Organisation des Nations Unies

à traiter de certaines questions au sein de groupes de plus en plus restreints : des 138 Membres de l'Assemblée générale, on passe aux 15 membres du Conseil de sécurité, puis aux 5 membres permanents, enfin aux 2 superpuissances. (A ce propos je tiens à assurer à mes collègues que je n'utilise pas le terme superpuissances dans un sens péjoratif mais au sens propre.)

Ainsi, à l'ONU, la démocratie traverse aujourd'hui une crise. C'est pourquoi ma délégation s'opposera à toute proposition tendant à renforcer l'oligarchie des puissants - par exemple, grâce à un système de vote pondéré. L'Organisation des Nations Unies repose sur le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats Membres. Aux termes de la Charte, tous les Etats Membres sont égaux, rigoureusement égaux. Et pourtant, la Charte est ainsi faite que le veto de l'un quelconque des cinq membres permanents peut paralyser les efforts du Conseil de sécurité et, partant, de l'Organisation tout entière. Nous en avons eu des exemples au cours des vingt-cinq dernières années, à propos du maintien de la paix et de l'admission de nouveaux Etats Membres. Et tout récemment encore, sur des questions de suspension et même d'expulsion, alors que les conditions juridiques stipulées dans la Charte se trouvaient réunies.

Mais il nous faut être réalistes. Le droit de veto existe, et il ne disparaîtra pas par l'effet de nos vœux, ni même de nos arguments. Nous devons nous rendre à l'évidence : il subsistera longtemps, très longtemps. A San Francisco, en 1945, les quatre grandes puissances - "les quatre cavaliers" comme les appelait le président Roosevelt : la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'URSS - se sont efforcées de mettre au point un système de sécurité sur le modèle du "concert" des puissances du siècle dernier. C'est ainsi qu'elles ont créé le Conseil de sécurité et qu'elles se sont chacune attribué le droit de veto. Pour ma part je ne suis pas naïf au point de les croire aujourd'hui disposées à renoncer à cette prérogative. Lorsqu'à San Francisco les petits Etats exprimèrent leur mécontentement, le sénateur américain Tom Connally leur déclara : "Vous pouvez rentrer chez vous ... et dire que vous avez rejeté le droit de veto. Mais vous pourrez tout aussi bien dire : 'Nous avons déchiré la Charte'." Je n'ai pas de raison de croire qu'aucun des cinq membres permanents se réjouirait aujourd'hui si le droit de veto était rejeté; de même, je ne pense pas qu'aucun des autres Etats Membres de l'Organisation souhaite voir la Charte "déchirée".

Cependant, le droit de veto étant admis comme un fait, par quel biais les autres Membres de l'Organisation des Nations Unies peuvent-ils espérer introduire un peu plus de démocratie dans le processus de prise de décision? La délégation guyanaise n'est pas certaine que l'on résoudra ce problème en donnant le droit de veto à un plus grand nombre d'Etats. Nous risquerions tout simplement de voir davantage de pays exercer ce droit. Mais l'on pourrait sans doute envisager de modifier le fonctionnement du Conseil de sécurité de sorte que le droit de veto de ses cinq membres permanents ne compromette pas les efforts du Conseil et, partant, de l'Organisation tout entière.

En 1970, le Ministre guyanais des affaires étrangères a posé le problème en ces termes : "Si nous voulons édifier la société internationale organisée qui était l'idéal visé à San Francisco, ... il faut que les grandes puissances admettent que le règne du droit dans les affaires internationales est un bien plus précieux que les prérogatives éphémères du pouvoir à n'importe quel moment de l'histoire."

Il ne nous est certainement pas interdit d'explorer les possibilités de limiter l'exercice du droit de veto. Ce droit se justifie-t-il encore lorsque l'on traite de questions comme l'admission de nouveaux Membres, la suspension ou l'expulsion d'Etats Membres? Au cours de ces dernières années, nous avons pu voir quelles dissensions engendrait l'exercice du droit de veto dans ces domaines - domaines qui n'ont en fait rien à voir avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Essayons de voir ensemble comment modifier le droit de veto de manière à éviter les affrontements inutiles. Ouvrons de concert pour rendre plus démocratique le processus de prise de décision, même au Conseil de sécurité.

Certaines délégations nous ont prévenus qu'il serait "extrêmement grave" d'essayer de transformer les rapports entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. Mais l'utilisation excessive et injuste du droit de veto a déjà modifié ces rapports et semble bien devoir les modifier encore. Nous avons déjà la résolution sur l'union pour le maintien de la paix qui est un exemple d'amen- dement de fait à la Charte. En outre, nous commençons à percevoir que les compétences respectives du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en ce qui concerne le maintien de la paix, la suspension et même peut-être les admissions n'ont pas toujours un contour bien défini. La notion même de paix a changé depuis l'époque où la Charte a été élaborée, en 1945. Il nous faut étudier, à la lumière des événements survenus au cours des trente dernières années, la manière dont cette notion est exprimée dans la Charte.

J'ai parlé de la sécurité internationale et de ce que j'ai appelé la crise de la démocratie, en m'arrêtant tout particulièrement sur la question du droit de veto. Mais ce ne sont pas là les seuls points qui préoccupent ma délégation. Je n'entrerais cependant pas dans les détails à ce stade de nos discussions préliminaires. Qu'il me suffisse de déclarer que ma délégation s'intéresse aux propositions visant à mettre en place, aux termes d'une Charte révisée, des mécanismes propres à assurer la dignité humaine dans le monde entier ainsi que la justice économique. Nous sommes tout disposés à étudier ces propositions. Je pense en particulier à celles qui visent à transformer le Conseil de tutelle en un conseil des droits de l'homme; à donner, dans la Charte, une place plus grande aux principes gouvernant le nouvel ordre économique mondial; et à faire davantage profiter les pays en développement des bienfaits de la science et de la technique qui sont le fruit des admirables compétences des pays développés. La délégation guyanaise est prête à étudier les propositions visant à rendre la Cour inter- nationale de Justice mieux à même de faire appliquer le droit international ou de régler des conflits internationaux.

Enfin nous nous unissons aux délégations qui ont demandé aux Etats Membres de l'Organisation de conformer leur conduite aux principes de la Charte, de respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et de remplir leurs obligations fondamentales en tant que Membres.

A la dernière session de l'Assemblée générale, le 5 décembre 1974, j'ai exposé, dans ma déclaration à la Sixième Commission, la position d'ensemble de la délégation indienne sur la révision de la Charte des Nations Unies. Il est clair que la majorité des Membres de l'Organisation souhaitent une révision de la Charte parce qu'ils pensent que plusieurs de ses dispositions ne sont pas adaptées aux circonstances actuelles. Nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'une procédure de révision soit engagée. En effet, une discussion générale des problèmes évoqués et des propositions faites ne pourrait que nous conduire à mieux apprécier les réalités d'aujourd'hui, l'importance pratique relative des dispositions de la Charte qui semblent contestables et la nécessité d'une modification des dispositions qui seraient périmées.

En disant cela, la délégation indienne est consciente des limites du mandat qui a été conféré à notre Comité et qui consiste à examiner les observations et les propositions faites par les Etats Membres et à présenter un rapport à l'Assemblée générale à sa trentième session. Il est tout à fait possible que cet examen n'ait pas été mené jusqu'au bout; dans ce cas, l'Assemblée générale décidera sans aucun doute, à sa prochaine session, ou bien de prolonger la durée et le mandat du Comité ad hoc ou bien d'adopter une autre méthode pour poursuivre cette tâche importante. Notre position, que nous avons déjà exposée précédemment, est que chaque Etat Membre a les mêmes obligations et le même intérêt en ce qui concerne la question de la révision de la Charte et qu'il devrait avoir la même possibilité d'apporter sa contribution et de participer aux débats.

Notre manière d'envisager la question est déterminée par nos objectifs, qui, pour reprendre les termes de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, sont d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans la réalisation de ses objectifs et la mise en application de ses principes, lesquels demeurent valables et ont reçu un soutien réitéré. Il y a évidemment plusieurs parties possibles. On peut considérer que les parties de la Charte qui sont caduques, qui n'ont jamais été utilisées ou qui, au contraire se trouvent réalisées, doivent être supprimées, remaniées ou modifiées selon le cas. On peut également estimer que la présence de ces dispositions ne nuit pas à la Charte et que dans tout processus naturel d'évolution des institutions humaines certaines de la structure originale peuvent dépérir et devenir du bois mort. On ne renforcera pas nécessairement l'Organisation en coupant le bois mort, bien que cela puisse évidemment satisfaire un souci d'ordre. Nous n'avons pas d'opinions arrêtées sur cet aspect de la révision de la Charte.

Par contre, il y a deux autres aspects qui prêtent davantage à controverse. Je fais allusion aux suggestions concernant la mise à jour, sur le plan structurel ou autre, de la Charte, de manière à la rendre plus conforme aux aspirations de la majorité des Etats Membres. Ces suggestions tendent par exemple, à restructurer ou à élargir certains organes, à créer de nouveaux organismes, à assurer une meilleure représentation de ce qu'il est convenu d'appeler le tiers monde ou à introduire de nouvelles procédures pour traiter

de situations particulières. Sans aucun doute, de telles suggestions sont importantes et méritent un examen attentif et complet. Mais je ne suis pas sûr que le Comité ad hoc soit qualifié pour engager les discussions à ce sujet. Il me semble que les suggestions de réforme devraient être faites d'abord devant les organes qui ont besoin d'une réforme et qu'elles pourraient peut-être ensuite être examinées par notre Comité sous l'angle de la révision de la Charte.

De toutes façons, la Charte ne s'oppose pas aux changements envisagés. Il n'est pas nécessaire de la modifier pour créer un mécanisme qui réponde à ses principes et à ses buts. Plusieurs aspects de la Charte des Nations Unies ont été approfondis et complétés par des instruments juridiques tels que pactes, déclarations, définitions et traités. Il existe également au sein de l'Organisation des Nations Unies de nombreux Comités, commissions et autres organes qui examinent actuellement le fonctionnement de différentes dispositions de la Charte et qui les utilisent pour résoudre des problèmes nouveaux que les rédacteurs de la Charte n'avaient pas envisagés. Je pense aux questions concernant l'environnement, l'espace extra-atmosphérique et le droit de la mer ainsi qu'à diverses questions relatives à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. Mais ce sont là des problèmes concrets que l'on ne saurait aborder sous l'angle d'éventuelles modifications de la Charte. Il est plus important de trouver des solutions pratiques aux problèmes auxquels nous sommes confrontés que de réviser la Charte, laquelle n'est pas une fin en soi. Dans la pratique, la Charte nous laisse toute latitude pour innover et rechercher des solutions, et c'est précisément par la pratique que nous pouvons enrichir le contenu de la Charte.

Le second aspect qui prête à controverse est la situation privilégiée qui est faite à un petit nombre de membres. Certains critiquent le droit de veto, d'autres l'abus qui en est fait. Il y a aussi ceux qui sont partisans d'étendre ce droit à un plus grand nombre de membres. Mais certains voudraient que le veto soit aboli ou modifié ou que son usage soit limité à certaines questions expressément prévues. De toute évidence, le système du veto est discriminatoire mais c'est le prix qu'il a fallu payer pour créer l'Organisation des Nations Unies. Il conditionne l'appartenance des grandes puissances à l'Organisation et leur coopération. Sans le veto, l'Organisation des Nations Unies n'aurait jamais vu le jour car elle a été conçue par les grandes puissances comme étant principalement une organisation ayant pour but de maintenir la paix et la sécurité internationales. Loin de me faire l'avocat du système du veto, je me borne à souligner l'importance fondamentale qu'il revêt pour ceux qui ont le droit d'en user. Il est significatif qu'aucun d'entre eux n'ait proposé d'abandonner ce droit.

Il semble que l'Organisation soit ainsi affligée d'un vice qui comporte des vertus. En certaines occasions, le système du veto a empêché le Conseil de sécurité de prendre des décisions erronées sur des questions touchant la paix internationale ou l'autodétermination. En d'autres occasions, le veto a été utilisé pour empêcher le Conseil de sécurité d'admettre de nouveaux membres et de prendre des mesures contre des Etats qui avaient continuellement violé la Charte. Dans l'ensemble cependant, l'existence du veto et la menace de son exercice ont écarté le danger d'une guerre mondiale et ont conduit à rechercher des solutions réalistes aux problèmes concernant des ruptures de la paix internationale. Malheureusement, parmi les résolutions qui ont été adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité, il en est qui ne sont toujours

pas appliquées, comme dans le cas du Moyen-Orient et de Chypre. La question est donc de savoir ce qui est préférable : le principe de l'unanimité absolue ou le principe de la prise des décisions à la majorité avec existence d'un droit de veto.

Une chose cependant est claire à nos yeux, c'est que si le droit de veto devait être aboli, il n'est pas sûr que le monde connaîtrait pour autant un sort meilleur ou plus heureux. De même, l'extension du droit de veto à d'autres membres n'entraînerait pas non plus nécessairement une amélioration de la situation internationale. Ce ne sont pas les procédures de vote qui redressent une situation, mais la volonté de respecter scrupuleusement les dispositions, les principes et les buts de la Charte. Ce sont les violations de la Charte qui créent des difficultés et cependant nous ne nous sommes pas encore accordés sur le moyen d'empêcher ces violations. Nous n'avons pas encore exploité pleinement toutes les possibilités de la Charte. Par exemple, le paragraphe 4 de l'Article premier conçoit l'Organisation des Nations Unies comme un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers leurs fins communes. Or, ce que nous voyons aujourd'hui, trente ans après la création de l'Organisation, ce n'est pas un tout harmonieux mais une arène où les nations croient devoir constituer des coalitions et s'affronter pour défendre des intérêts de groupe au lieu de chercher à atteindre les buts communs de la Charte.

Ma délégation souhaite réaffirmer son acceptation et son respect des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils sont énoncés dans les Articles 1 et 2 de la Charte. Nous sommes profondément convaincus que les buts et principes ainsi proclamés ne devraient subir aucun changement et devraient continuer à recevoir l'adhésion des Membres.

Le Gouvernement indonésien a toujours considéré que notre Organisation a beaucoup contribué à la réalisation de ces buts et principes dans les domaines suivants : le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le développement entre les nations de relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, la réalisation de la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel et humanitaire et le développement progressif du droit international et sa codification. Mais nous estimons également qu'en certaines occasions notre Organisation n'a pas atteint ses buts ni appliqué ses principes et qu'elle n'a pas résolu de manière constructive les problèmes qui se posent à elle. Ma délégation croit fermement que, même si certains de ces échecs peuvent être imputables à un manque de volonté politique de la part de certains des Etats Membres, il n'en est pas moins vrai qu'ils peuvent aussi être dus à des imperfections structurelles de la Charte.

La Charte a été rédigée il y a 30 ans pour répondre aux besoins de la communauté internationale après la deuxième guerre mondiale, tels que les concevaient les Membres de l'Organisation de l'époque. Depuis, des changements radicaux et des événements importants se sont produits sur la scène internationale, qui ont eu une profonde influence sur le fonctionnement de l'Organisation. Il est évident que la Charte doit permettre de faire face à ces changements et à ces événements et de répondre de manière satisfaisante à des situations et à des problèmes nouveaux de portée mondiale. Pour que l'Organisation reste un instrument d'action et de progrès, il faut entreprendre une révision de la Charte et chercher à remédier à ses insuffisances. Cette révision impliquerait un échange de vues et une évaluation minutieuse des propositions faites au cours de cet échange de vues, qui pourront ou non donner lieu à une révision. Il est possible que des mesures n'impliquant pas une révision ou une modification de la Charte puissent suffire. Un grand nombre d'Etats Membres partagent cette façon de voir, comme l'ont montré les débats que l'Assemblée générale consacre à cette question depuis plusieurs années. De l'avis de la délégation indonésienne, la décision que l'Assemblée générale a prise l'an dernier de créer un comité ad hoc de la Charte des Nations Unies exprime le désir des Etats Membres de corriger les imperfections de la Charte d'une manière plus concrète et plus systématique.

La délégation indonésienne n'a nullement l'intention de réexprimer une fois de plus sa position. Nous sommes ici pour nous acquitter intégralement de l'important mandat dont l'Assemblée générale a chargé le Comité ad hoc qui a été clairement défini dans sa résolution 3349 (XXIX). Nous sommes saisis d'une analyse établie par le Secrétaire général, qui contient les observations reçues des gouvernements et également les vues exprimées aux vingt-septième et vingt-neuvième sessions de l'Assemblée générale. En outre, le Secrétaire général

nous a fait part de ses vues, fondées sur l'expérience acquise dans l'application des dispositions de la Charte en ce qui concerne le Secrétariat.

Il importe de noter que ces documents contiennent des observations constructives et des propositions concrètes sur différents aspects de la Charte et que, de l'avis de la délégation indonésienne, ils méritent une étude plus approfondie. L'un des problèmes concerne la procédure de la prise des décisions du Conseil de sécurité, prévue au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte. Nous avons parfaitement conscience du fait que le principe de l'unanimité des membres permanents énoncé dans cet article a été adopté sur la base de la structure des rapports de force internationaux qui existait immédiatement après la guerre. Nous reconnaissons également que, dans certains cas, ce principe a, en fait, contribué au maintien de la paix et de la sécurité mondiales. Toutefois, l'histoire a plus fréquemment montré que certains membres permanents usaient et abusaient du principe de l'unanimité pour protéger leurs intérêts nationaux, sans tenir compte de ses répercussions sur la paix et la sécurité internationales. Des membres permanents ont abusé de leur droit de veto pour s'opposer à l'admission d'Etats juridiquement aptes à devenir membres de l'Organisation ou pour faire obstruction à la volonté de la majorité des Etats Membres d'appliquer certains principes ou de poursuivre certains objectifs de l'Organisation des Nations Unies, y compris ceux qui sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.

De l'avis de la délégation indonésienne il faut mettre un terme à cet usage abusif du principe de l'unanimité de façon que le bon fonctionnement du Conseil - qui est responsable au premier chef du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde - n'en soit plus entravé. Le Comité ad hoc devrait envisager la possibilité de trouver un moyen de limiter l'exercice du veto, ou tout au moins il devrait s'efforcer de parvenir à un accord sur une interprétation de l'exercice du veto par les membres permanents. Un système ou une interprétation restrictifs de ce type pourrait prévoir une formule fondée sur une règle spéciale de la majorité - selon laquelle l'unanimité de tous les membres permanents ne serait pas nécessaire - pour les décisions portant sur des questions autres que les mesures coercitives visées aux Articles 42 à 54 de la Charte. Naturellement, le Comité ad hoc doit décider quelles seront "les questions" qui ne seront pas soumises au veto.

La délégation indonésienne estime que le Comité devrait également tenir compte de la pratique actuelle du Conseil de sécurité qui a, en fait, modifié le principe de l'unanimité. Elle se demande si le paragraphe 3 de l'Article 27 devrait être modifié compte tenu de la pratique selon laquelle l'abstention ou la "non-participation" d'un membre permanent est considérée comme un vote affirmatif.

En ce qui concerne la composition du Conseil de sécurité, la délégation indonésienne incline à penser que la structure actuelle de la composition du Conseil devrait être maintenue. Néanmoins, elle serait prête à se laisser convaincre par des arguments prouvant qu'un changement de structure permettrait au Conseil de fonctionner de manière plus efficace.

Toujours dans le domaine du Conseil de sécurité, ma délégation aimerait aborder brièvement le problème du maintien de la paix. On peut affirmer, sans trop s'avancer, que l'une des fonctions du Conseil de sécurité où ses efforts pour maintenir la paix et la sécurité se sont révélés efficaces concerne les activités de maintien de la paix. Je ne veux pas parler des opérations de maintien



de la paix dans le cadre des mesures coercitives prévues aux articles 42 à 54 mais plutôt du maintien de la paix internationale par une interposition visant à empêcher l'aggravation d'un conflit. Cette forme de maintien de la paix a été développée dans la pratique et s'est révélée être un moyen efficace et utile pour créer un climat favorable à un règlement pacifique d'un conflit. Ayant participé à de semblables opérations de maintien de la paix dans le passé et faisant actuellement partie de la Force d'urgence des Nations Unies au Moyen-Orient, l'Indonésie est convaincue que, de plus en plus, les opérations de maintien de la paix deviendront un moyen indispensable de contribuer au règlement des conflits internationaux. Les opérations de maintien de la paix par interposition devraient, selon nous, être institutionnalisées dans la Charte en tant que moyen supplémentaire à la disposition du Conseil de sécurité.

D'autres aspects de la Charte intéressent également ma délégation. Les dispositions relatives au règlement pacifique des différends qui forment le Chapitre VI constituent un aspect important du rôle de maintien de la paix de l'Organisation.

L'Article 33 offre aux Membres un choix de procédures pour le règlement pacifique des différends, allant des procédures non obligatoires aux procédures obligatoires, et il oblige les Membres à rechercher la solution de leurs différends, avant tout, par la voie de ces procédures. Selon la délégation indonésienne, le vaste choix ainsi offert semble être conforme à la réalité politique, tous les Etats n'étant pas prêts - dans le système international actuel - à accepter une procédure obligatoire pour le règlement de leurs différends. On peut évidemment objecter qu'une telle disposition favorise la sous-utilisation de ces procédures.

Pour remédier à cet inconvénient, des solutions de remplacement peuvent être envisagées. L'une d'elles, qui, de l'avis de la délégation indonésienne, pourrait renforcer le rôle de maintien de la paix de l'Organisation, est l'établissement d'une commission permanente qui offrirait aux membres un plus grand choix de procédures pour régler leurs différends. La fonction essentielle de cette commission serait d'agir en tant que tiers dans un différend, et les procédures à utiliser mettraient l'accent sur la médiation, la conciliation, l'enquête et l'établissement des faits. L'arbitrage n'interviendrait que dans les cas où les parties auraient donné leur accord préalable. L'absence de rigidité en ce qui concerne les procédures appliquées serait la principale caractéristique de cette commission.

Depuis quelques années, les événements survenus dans le domaine de l'économie mondiale ont mis en évidence la contradiction existant entre la tendance au nationalisme économique, d'une part, et la tendance à la mondialisation des approches et des solutions, d'autre part. L'échec du système monétaire international, la pénurie croissante des ressources, en particulier énergétiques et alimentaires, la crise du pétrole, la nouvelle prise de conscience des limites de la capacité du système écologique du globe, de l'océan et de l'air en ce qui concerne les polluants industriels ont suscité une action à l'échelle mondiale et ont, dans le même temps, provoqué une tendance au nationalisme économique. Cette contradiction doit être résolue, si l'on veut pouvoir régler efficacement ces problèmes.

Pour traiter de problèmes de cet ordre, nous devons unir et organiser nos efforts sur le plan international. L'Organisation des Nations Unies étant l'instance la plus qualifiée pour traiter de ces problèmes, a pris des mesures concrètes pour leur trouver des solutions, en convoquant des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale sur les questions économiques, dont la deuxième se tiendra le mois prochain. Nous sommes aussi conscients de la précieuse contribution d'un groupe d'experts nommés par le Secrétaire général qui a entrepris une étude générale sur la restructuration des secteurs économiques et sociaux du système des Nations Unies, ce qui sera l'un des points examinés à la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au développement et à la coopération internationale. Nous espérons que, lors de la session extraordinaire, les délibérations sur ce problème si vital pour l'Organisation seront couronnées de succès. Dans cet esprit, ma délégation souscrit aux propositions faites par les gouvernements tendant à renforcer le Conseil économique et social, dans le cadre des efforts déployés pour établir un nouvel ordre économique international. L'issue des délibérations entraînera peut-être des changements dans les dispositions pertinentes de la Charte.

Enfin, permettez-moi d'aborder maintenant le problème de l'organisation de nos travaux. Le Comité ad hoc est chargé d'un vaste mandat. Pour nous acquitter efficacement de ce mandat, il est absolument nécessaire que nous ayons une méthode de travail clairement établie qui nous aidera à progresser. Nous procédons actuellement à un échange de vues de caractère général, première étape importante de nos travaux, afin que le Comité sache dans quelle direction ses membres aimeraient le voir s'orienter. De l'avis de ma délégation, cet échange de vues de caractère général pourrait être suivi d'une identification des problèmes, conformément aux opinions et observations formulées par les gouvernements dans nos documents et devant le Comité lui-même et également conformément aux vues du Secrétaire général. Cette identification des problèmes devrait être intimement liée à un ordre de priorité sur la base duquel chacun des problèmes serait examiné. Il serait peut-être également utile de regrouper ces problèmes en deux catégories, à savoir ceux qui, selon les opinions et les propositions formulées, impliqueraient une modification de la Charte et ceux qui ne l'impliqueraient pas. Toutefois, il faut souligner que cette identification ne doit pas être considérée comme un procédé permettant au Comité ad hoc de négliger certaines idées ou positions. Ce n'est qu'une méthode destinée à faciliter nos travaux. A cet égard, il pourrait être également possible de commencer par examiner les problèmes les moins controversés. L'étape suivante consisterait à déterminer si, pour préparer le processus d'accord, il sera nécessaire de mettre en place un ou plusieurs groupes de travail chargés d'étudier un ou plusieurs problèmes. La délégation indonésienne estime que la création d'un ou de plusieurs groupes de travail est absolument essentielle. Toutefois, en ce qui concerne la nature du mandat, des dates de réunion et le nombre de ces groupes de travail, la délégation indonésienne n'a pas d'idées préconçues.

L'Assemblée générale a confié au Comité une tâche extrêmement importante et complexe qui peut modifier l'aspect institutionnel de notre Organisation. Il est donc évident que tous les Etats Membres tiennent à être au courant de nos activités. C'est pourquoi ma délégation estime que le rapport du Comité ad hoc devrait refléter les principales tendances qui se seront dégagées au cours de la session, ce qui permettrait également aux membres du Comité de mieux se préparer aux travaux de la prochaine session. Ce rapport devrait également contenir une recommandation tendant à ce que l'Assemblée générale prolonge les travaux du Comité ad hoc; il devrait prévoir une méthode de travail pour la prochaine session et demander au Secrétariat d'établir

un index des opinions et observations formulées par les gouvernements dans les documents dont nous sommes saisis et devant le Comité lui-même, demande qui a été fortement appuyée au cours de la première étape de nos délibérations. Enfin, il faudrait recommander à l'Assemblée générale que les séances de la prochaine session fassent l'objet de comptes rendus analytiques.

En terminant, la délégation indonésienne exprime le voeu sincère que le Comité ad hoc s'acquittera de son mandat de manière constructive et dans un esprit de coopération.

En tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, l'Iran a tout avantage à accroître l'efficacité de l'Organisation et à renforcer son aptitude à faire face aux problèmes internationaux. Nos efforts dans ce sens ont toujours été guidés par la conviction que la Charte est un instrument juridique valable et pratique qui a amplement démontré sa capacité de s'adapter aux circonstances. Mais la Charte n'a pas d'elle-même force de loi. Son application dépend avant tout de la résolution des Etats Membres à travailler dans le cadre de l'Organisation et à respecter ses décisions. Cela, cependant, ne veut pas dire que la Charte est un document immuable auquel il n'est possible d'apporter aucune modification. Juridiquement, les auteurs de la Charte ont envisagé cette possibilité. La Charte contient des dispositions spéciales prévoyant son amendement et, il faut le noter, sa révision par une conférence générale. Nous y avons déjà apporté plusieurs modifications afin d'adapter la structure de divers organes à l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Il est indéniable que depuis la date de l'adoption de la Charte, la pratique internationale a ouvert aux relations internationales de nouveaux domaines que la Charte ne pouvait envisager, ce qui fait que dans certains de ces domaines, son adaptation aux exigences de la communauté internationale a été difficile, sinon impossible. En conséquence, dans certains cas, le recours à l'interprétation de la disposition de la Charte se rapportant au sujet considéré ne donne pas la réponse nécessaire et une révision en bonne et due forme semble indispensable.

Ayant ces principes présents à l'esprit, la délégation iranienne a appuyé la création du Comité et a voté pour la résolution 3349 (XXIX) à la dernière session de l'Assemblée générale. Nous sommes, bien sûr, prêts à examiner sérieusement toutes les propositions visant à améliorer la Charte ou à rendre son utilisation plus efficace. Il est évidemment indispensable d'étudier à fond les modifications proposées et d'examiner en détail leurs incidences sur le plan des procédures ainsi que dans les domaines administratif, financier et, bien entendu, politique. Ceci nous conduit logiquement au point central de nos délibérations, à savoir, comment procéder la plus rationnellement et le plus efficacement à un examen complet de la Charte? Aurons-nous une révision d'ensemble de la Charte, comme certains l'ont suggéré, ou procéderons-nous par l'amendement d'articles déterminés, comme d'autres l'ont conseillé?

Sans vouloir discuter de l'évidence d'une des solutions proposées ou du réalisme de l'autre, la délégation iranienne considère que la première phase de l'étude de cette question doit être une évaluation générale de l'ordre de priorité des sujets, selon leur importance et aussi leur degré d'urgence.

Selon nous, la source même des problèmes internationaux est la persistance de la disparité économique entre les nantis et les pauvres et la nature anachronique de l'ordre économique international.

La communauté internationale est toujours aux prises avec les graves problèmes de la pauvreté, de l'alimentation, de la population, de l'énergie, des ressources naturelles, de l'industrialisation, de l'environnement, de la mise en place d'un système commercial et monétaire. L'Organisation des Nations Unies a naturellement

grandement aidé à identifier ces problèmes fondamentaux, à faire reconnaître leur importance par le monde entier et à tenter de lancer contre eux un assaut général.

Bien sûr, l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international et aussi celle de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats sont des mesures positives dans cette voie. Ces tentatives sont fort intéressantes, mais elles ne sont pas nécessairement suffisantes. Selon nous, ce processus doit être complété par l'étude approfondie des chapitres IX et X de la Charte et la restructuration de l'organisation qui en émane.

Le Conseil économique et social, d'après son mandat actuel, tel qu'il est délimité par la Charte, n'a ni le pouvoir ni l'autorité qui lui seraient nécessaires dans les domaines relevant de sa compétence. C'est pour cela qu'est apparu un système d'institutions de fortune destiné à essayer de résoudre les questions qui auraient dû être du ressort du Conseil. Chevauchement de mandats mal définis, heurts entre les organes de l'ONU et les services du Secrétariat, manque d'une orientation politique claire et d'une coordination et d'une direction fermes, telles ont été les conséquences de cette situation.

Il est urgent de procéder à une réforme substantielle du Conseil économique et social et de prévoir pour celui-ci un nouveau mandat qui le dotera d'une autorité suffisante. Nous notons avec satisfaction que le Secrétaire général, dans l'Introduction à son rapport annuel, a nettement insisté sur la nécessité d'une telle réforme : "Sur le plan économique et social, il est incontestable qu'une certaine restructuration du système est indispensable si nous voulons nous attaquer avec succès aux grands problèmes que l'interdépendance pose depuis peu à la communauté internationale" (A/10001/Add.1, p. 18).

Nous avons lu avec grand intérêt le rapport du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies, intitulé Nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale (E/AC.62/9). Ce rapport fournira certainement une base utile pour déterminer quels changements sont nécessaires et il aidera aussi les gouvernements à décider de la direction dans laquelle ils souhaitent voir le système évoluer : ce sera là aussi un aspect important des travaux de la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Nous devrions décider aussi vite que possible si nous souhaitons procéder à une réforme du Conseil économique et social et lui donner les moyens nécessaires de remplir efficacement la mission qui lui a été confiée, ou créer quelque nouvelle institution ayant des pouvoirs moins adaptés à l'accomplissement de cette tâche. S'il est décidé de renforcer le statut du Conseil et de lui donner les moyens de devenir maître dans sa propre maison, les amendements qu'il sera vraiment nécessaire d'apporter à la Charte seront peut-être minimes, d'autres aspects du changement nécessitant beaucoup plus d'efforts et d'organisation.

En résumé, nous sommes toujours convaincus qu'à la source même des crises internationales se trouve l'inadaptation structurale du système économique international. C'est pourquoi les tâches les plus importantes et les plus urgentes que nous avons à accomplir sont la révision complète de l'ordre actuel et l'établissement d'un nouvel ensemble de relations économiques internationales fondé sur l'égalité et l'intérêt commun de toutes les nations. A ce propos, une analyse détaillée des Chapitres IX et X de la Charte en vue d'y incorporer les nouveaux principes économiques de base et d'apporter des modifications appropriées à la structure du Conseil économique et social afin de l'adapter à son nouveau mandat et à ses nouvelles responsabilités est une mesure positive qui devrait en fait être étudiée en priorité.

S'agissant des travaux du Comité ad hoc, la délégation iranienne considère que le rapport du Comité devrait refléter, de manière objective et judicieuse, les grandes tendances exprimées durant la session. Il devrait aussi contenir des recommandations à l'Assemblée générale en vue d'une continuation des travaux du Comité ad hoc, et présenter une méthode de travail pour la session prochaine.

Pour ce qui est de la création d'un groupe de travail, la délégation iranienne y est en principe favorable, mais quant à la nature de son mandat particulier, à son calendrier et au nombre de ses membres, nous pensons que la question doit être discutée et étudiée plus avant.

Au nom de la délégation italienne je voudrais exposer quelques réflexions de caractère général concernant les tâches que notre Comité est appelé à accomplir.

Nous sommes ici en vertu de la résolution 3349 (XXIX) que l'Assemblée générale a adoptée l'année dernière par un vote majoritaire - nettement majoritaire - après un débat d'un an dont l'objet était de déterminer s'il fallait entreprendre une révision d'ensemble du fonctionnement de l'ONU et du statut actuel de la Charte.

Un certain mécontentement portant sur de nombreux aspects du fonctionnement de l'ONU, ainsi que la nécessité d'adapter certaines dispositions de la Charte à des situations nouvelles, après tant d'années d'expérience - positive ou ... moins positive - se manifestent depuis longtemps.

Déjà, dans leurs réponses au Secrétariat au sujet de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Organisation, certains Etats, dont l'Italie, ont soulevé la question. Le nombre des partisans d'une réflexion générale sur la situation actuelle de l'ONU a par la suite augmenté tous les ans. Par ailleurs, des activités limitées à certains domaines sont en cours : celles notamment du Comité spécial des opérations de maintien de la paix, ou encore les travaux tout à fait utiles et intéressants d'un groupe d'experts créé en vertu d'une résolution de l'Assemblée générale pour étudier une nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale. Les suggestions de ce groupe seront examinées lors de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale. Elles impliquent des changements dans le fonctionnement de l'Organisation qui pourraient entraîner une modification de la Charte, notamment en ce qui concerne le Conseil économique et social.

On peut aussi signaler le long débat, qui a pris fin l'année dernière, sur l'étude de moyens permettant d'accroître le rôle de la Cour internationale de Justice. Les suggestions et les renseignements rassemblés à cette occasion constituent également un apport intéressant pour l'étude de questions qui se rattachent aux fondements mêmes du système des Nations Unies.

Finalement, il faut souligner qu'au cours des ans, un grand nombre de documents tout en n'entraînant aucune modification de la Charte ont néanmoins influencé la pratique de l'Organisation à tous les niveaux. Cela est vrai des nombreuses déclarations relatives à la décolonisation, à commencer par la célèbre résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, de la Déclaration relative aux relations amicales, ou de la Définition de l'agression. Il est certain qu'une haute valeur morale est attachée à ces déclarations adoptées à l'unanimité par les Etats Membres de l'Organisation; elles peuvent, de ce fait, influencer de facto la pratique au niveau de l'interprétation et de l'application des règles de la Charte.

Ces remarques simples suffisent à justifier un travail de révision générale qui consisterait à organiser rationnellement les suggestions auxquelles des expériences si nombreuses et si diverses ont donné lieu.

La Charte a trente ans, trente ans pendant lesquels son dynamisme puissant s'est manifesté dans les relations internationales, où les crises, dont certaines déterminantes, n'ont pas manqué. Mais aucune de ces crises n'a entraîné de rupture telle dans les relations internationales que l'on puisse en inférer un échec spectaculaire de la Charte dans la réalisation de ses objectifs fondamentaux. De ce point de vue, nous pouvons dire qu'en dépit des faiblesses du système des Nations Unies, nonobstant les défauts dont tous les Etats Membres se sont plaints à un moment ou à un autre, et malgré la possibilité de commettre des abus dans l'application de ses règles, la Charte, tout bien considéré, s'est révélée être le rempart de la paix. Il faut sans aucun doute y voir un signe de la sagesse de ses auteurs et de la force de ses principes fondamentaux. C'est pour cela même que ces principes doivent être strictement préservés, sans être aucunement modifiés, car leur portée en serait diminuée et les fondations du système ébranlées.

Lorsque je parle de principes fondamentaux, je ne fais pas uniquement allusion aux règles générales de conduite exprimées à l'Article 2, je pense également aux règles de base concernant la structure de l'Organisation. En fait, il pourrait être extrêmement dangereux d'essayer de transformer les relations qui existent entre les principaux organes de l'ONU, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, de modifier leurs domaines de compétence respectifs, de changer leurs structures fondamentales. Notamment, nous croyons que même aujourd'hui, la défense de la paix et de la sécurité internationales exige absolument que toute action décisive dans ce domaine soit prise avec le consentement des cinq grandes puissances auxquelles la Charte confère une position particulière en matière de vote au Conseil. L'unanimité des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, c'est-à-dire la nécessité pour ce groupe d'Etats de réaliser un consensus et de trouver un moyen de coopération pacifique est, de l'avis de la délégation italienne, un principe fondamental qu'il faut résolument conserver à l'époque actuelle, car il se fonde sur d'importants facteurs historiques, politiques et idéologiques. Toute tentative visant à modifier ce principe, toute décision ayant pour objet de limiter le droit de veto des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, rendrait une réforme du système à la fois utopique et extrêmement dangereuse.

Mais si cela est vrai, il est également vrai que plusieurs règles qui figurent dans la Charte ne correspondent plus à la pratique de l'Organisation. Il ne s'agit pas seulement des règles dictées par la situation de l'après-guerre, lorsque s'opposaient vainqueurs et vaincus, mais également d'autres règles. Ainsi, pour ne citer qu'un seul exemple, que dire de cette allusion timide, à l'Article 73, à l'obligation de communiquer des "renseignements" sur les territoires non autonomes?

Je me demande qui, à l'ONU aujourd'hui, serait prêt à soutenir que la seule obligation qui incombe aux Etats qui exercent encore une domination coloniale consiste à communiquer des renseignements sur les territoires non autonomes?

D'autre part, il existe des domaines dont la Charte tient déjà compte, mais qui se sont développés de façon extraordinaire, peut-être même en raison de la solidité de la structure générale du système des Nations Unies. Dans ces domaines, se font sentir des besoins nouveaux et mieux définis auxquels les règles de la Charte ne répondent qu'insuffisamment. Je pense notamment à la coopération économique et sociale, ainsi qu'à la protection internationale des droits de la personne humaine. Etant donné l'élargissement progressif de ces domaines, il est utile de vérifier si la formule actuelle, qui les confie au Conseil économique et social, est toujours valable, ou si au contraire, il ne vaudrait pas mieux que les problèmes relatifs aux droits de l'homme soient dissociés des problèmes du développement économique mondial dans le cadre de la Charte.



Mais le système présente d'autres inconvénients réels. Tous ceux qui observent comment les choses se passent à l'ONU ont eu l'occasion, ces dernières années, de voir que le système actuel de maintien de la paix réagit trop lentement et est soumis à trop de contraintes même dans le cas de crises mineures et localisées. Les procédures de conciliation ne fonctionnent pas toujours comme il le faudrait, si bien qu'il est extrêmement difficile d'essayer de rapprocher les points de vue et de rechercher une solution acceptable pour toutes les parties. Il est même souvent impossible à l'Organisation de s'interposer entre des Etats qu'un différend oppose et il arrive très fréquemment qu'elle n'ait plus la possibilité de préciser les problèmes qui sont réellement en cause, échouant ainsi dans une tâche qui doit précéder la recherche de toute solution. De ce point de vue, l'amélioration des moyens permettant un règlement pacifique des différends, l'élargissement, si je puis dire, des idées incarnées dans le Chapitre VI de la Charte, semblent nécessaires. Il n'est en aucune façon indispensable de modifier pour cela les principes fondamentaux ou les compétences des organes de l'ONU.

Dans le même ordre d'idées, il importe sans aucun doute de reconsidérer une fois de plus le rôle que l'on peut assigner dans le cadre des activités de l'Organisation, à une institution qui, d'après ses règles, est indépendante des parties qu'un différend oppose : la Cour internationale de Justice. La nécessité d'accroître le rôle de la Cour est l'un des leitmotivs de ma délégation; elle a en effet toujours été d'avis que le système des Nations Unies n'utilise pas suffisamment les possibilités qu'offre la Cour. En particulier, nous estimons qu'il y a beaucoup à faire au niveau de ses activités consultatives. Il va sans dire que nous devrions étudier avec énormément de soin les procédures qui permettraient de tenir compte au mieux des intérêts légitimes de tous les groupes d'Etats, si différents en matière d'opinions politiques, de traditions historiques, de situation géographique, etc.

Ces dernières remarques sont liées, encore une fois, à la question du système de maintien de la paix et de l'amélioration de ses procédures, sous les auspices évidemment du Conseil de sécurité.

Je pourrais citer d'autres exemples. Mais ceux-ci justifient amplement la nécessité de procéder à une étude et à une nouvelle réflexion sur la Charte, tâche dont notre Comité est chargé. En d'autres termes, il s'agit de faire le bilan des trente années d'existence de l'Organisation.

En ce qui concerne nombre des défauts que l'on reconnaît communément, il n'est pas nécessairement vrai que le seul remède possible consiste à modifier les règles énoncées dans la Charte.

En fait, il y a beaucoup à gagner de l'amélioration du règlement intérieur des divers organes, ou de façon générale, d'une nouvelle définition de la pratique suivie par l'Organisation. Assurément, il ne s'agit pas d'un hasard si l'Assemblée générale a demandé au Secrétariat d'établir un document où sont décrits les différents aspects de cette pratique. Ce document, ainsi que le résumé des positions des Etats Membres en ce qui concerne la révision de la Charte des Nations Unies, doivent être étudiés avec beaucoup de soin et une objectivité totale, car ils forment le point de départ des travaux de notre Comité.

Modifier, le cas échéant, le règlement intérieur des divers organes et la pratique de l'Organisation est, également, une suggestion précise que l'on trouve

au paragraphe 1 c) de la résolution 3349 (XXIX), dans laquelle le mandat du Comité est indiqué. Certes, il est évident que si nous pouvons obtenir des résultats satisfaisants sans qu'il soit nécessaire de modifier la Charte, nous devons choisir cette méthode. Elle produit rapidement des résultats et permet d'éviter d'avoir recours au processus des ratifications, qui est long et incertain. D'autre part, elle apparaît comme étant plus souple, puisque les solutions proposées peuvent être adaptées en fonction des événements et éventuellement réévaluées d'après l'expérience pratique.

C'est une vaste révision qui doit s'effectuer de ce point de vue. De l'avis de la délégation italienne, elle doit porter particulièrement sur le règlement intérieur de l'Assemblée générale, où la situation est loin d'être satisfaisante. Avec la pratique actuelle, trop de résolutions sont adoptées grâce aux votes concurrents d'un trop petit groupe d'Etats, étant donné que de nombreux membres s'abstiennent lors du vote ou n'y participent pas. Et cette situation jette le plus grand discrédit sur l'Assemblée générale. Certes, les résolutions de celle-ci n'ont pas force légale dans les Etats Membres de l'Organisation, mais il n'en est pas moins vrai que des efforts plus attentifs et plus patients visant à réaliser un consensus au niveau de l'Assemblée, et qu'une sympathie plus grande pour les exigences légitimes de la minorité permettraient d'adopter des résolutions, peut-être en moins grand nombre et moins longues, plus faciles à appliquer sur le plan politique.

La délégation italienne n'estime pas utile au stade préliminaire de nos travaux d'examiner dans le détail telle ou telle proposition. D'ailleurs, le Gouvernement italien a souvent eu l'occasion d'exprimer ses idées au sujet des changements qu'il conviendrait d'apporter au système des Nations Unies. Et je dois ajouter à ce sujet que, conformément au dispositif du paragraphe 2 de la résolution 3349 (XXIX), nous avons remis aujourd'hui même au Secrétariat de l'ONU une nouvelle déclaration sur notre position officielle. De toute façon, nous aurons encore l'occasion d'exprimer notre point de vue au cours des travaux de notre comité. Et nous nous réservons donc le droit de présenter en temps opportun des propositions précises, ou d'appuyer des propositions faites par d'autres délégations. L'important, à ce stade de nos réunions, est de déterminer très précisément notre méthode de travail.

Tout d'abord, à notre avis, le Comité ne devrait pas considérer les questions à la hâte. Des solutions examinées et acceptées trop rapidement peuvent produire plus de mal que de bien. En outre, elles peuvent difficilement faire l'objet d'un accord général, alors que l'ONU, dont la philosophie est avant tout la recherche de l'unité, est censée encourager cette formule. L'expérience d'autres comités, celui chargé de la définition de l'agression par exemple, doit nous guider et nous montrer qu'il nous est possible, avec de la patience et de la bonne volonté, de parvenir à des solutions acceptables par tous, même dans le cas de problèmes où les positions semblaient au départ tout à fait inconciliables.

Cela, pour la délégation italienne, signifie que cette première session du Comité ad hoc devrait être essentiellement consacrée à l'élaboration de principes généraux concernant les travaux des futures sessions.

En nous fondant sur les documents très utiles que le Secrétariat a établis, nous devons procéder à une sorte d'inventaire des problèmes qui méritent notre attention. Et nous devons classer les différentes questions dans un ordre qui

assure la cohérence de nos travaux, mais qui nous permette également d'examiner d'abord les réformes qui sont le plus susceptible de faire l'objet d'un accord général. Par ailleurs, nous devons déterminer, comme je l'ai déjà souligné, si nous pouvons obtenir les résultats uniquement en apportant des changements au règlement intérieur des divers organes et/ou à la pratique de l'Organisation, sans qu'il soit nécessaire de modifier la Charte.

C'est seulement lorsque ces travaux préliminaires auront pris fin que l'examen de propositions précises de changements pourra commencer avec de réelles chances de succès.

L'objet de cette déclaration n'est pas de prolonger indûment les travaux de notre Comité, mais bien d'éviter à la fois le risque de nous trouver devant des positions inconciliables et celui de transformer nos débats en un exercice théorique dépourvu d'utilité.

Il est notoire que le Gouvernement japonais insiste depuis longtemps sur la nécessité de réviser la Charte des Nations Unies. Ma délégation est l'un des auteurs de la résolution portant création du Comité, qui a été adoptée par l'Assemblée générale l'année dernière et a recueilli les suffrages d'une écrasante majorité d'Etats Membres de l'Organisation. La thèse défendue par le Gouvernement japonais et certaines propositions précises présentées par lui à propos de la révision de la Charte sont formulées dans les observations qu'il a adressées au Secrétaire général en 1972, et qui ont été publiées dans le document A/8746. Je considère toutefois qu'il est approprié à cette étape des travaux du Comité ad hoc, de définir le position de principe de ma délégation quant à la tâche qui est aujourd'hui la nôtre, à savoir la révision de la Charte des Nations Unies.

Nous sommes partisans de réviser la Charte, car l'interdépendance actuelle des nations, et la menace que représentent pour l'humanité les armes de destruction massive, sont pour nous autant de raisons de renforcer l'Organisation des Nations Unies. Si nous nous prononçons en faveur de la révision de la Charte et, avec elle, du fonctionnement de l'Organisation, c'est bien parce que nous nous sommes engagés à servir les buts et les principes de la Charte, chers au peuple japonais qui se refuse, du plus profond de lui-même, à être de nouveau témoin de la tragédie qu'il a vécue et a explicitement rejeté, dans sa constitution, tout recours à la force pour la solution des différends internationaux. Je voudrais, de prime abord, préciser que nous ne réclamons aucune modification des buts et principes de la Charte; mais nous insistons sur la nécessité de raffermir l'Organisation afin qu'elle puisse donner une réalité à ces mêmes buts et principes.

Trente ans se sont écoulés depuis la signature de la Charte. Au cours de ces trente années, tant l'Organisation des Nations Unies que le monde dont elle est le reflet, et dans lequel elle fonctionne, ont subi de grands changements.

Tout d'abord, le nombre des Etats Membres de l'ONU est passé de 51 à 138, ce qui a considérablement modifié le caractère de l'Organisation. Les nouveaux Etats Membres, c'est-à-dire ceux qui ont été admis à l'Organisation après 1945, se rangent dans deux grandes catégories : celle des territoires coloniaux libérés et celle des Etats "ennemis" de la deuxième guerre mondiale. L'admission de ces deux catégories d'Etats a fait de l'ONU une organisation universelle et non pas principalement enracinée en Europe et dans le monde occidental. Son caractère d'alliance dirigée contre certains membres de la communauté internationale n'est plus d'actualité.

Enfin, les rapports d'interdépendance se sont considérablement développés dans ce monde dont l'Organisation des Nations Unies est le reflet et dans lequel elle fonctionne. Si la paix et la sécurité sont aujourd'hui indissociables, les problèmes du développement économique, de l'inflation, de l'environnement et des ressources sont également devenus des questions d'intérêt général et appellent des solutions d'ensemble dans le cadre de l'Organisation. Du fait de cette interdépendance l'importance du rôle que l'Organisation peut jouer dans la solution des problèmes mondiaux, loin de diminuer, ne fait que s'accroître. Ces deux facteurs, à savoir l'universalisation de l'ONU et l'importance du rôle qu'elle peut jouer dans la solution des problèmes mondiaux, requièrent son adaptation à cette situation nouvelle et mettent en évidence la nécessité de la renforcer sous peine de la condamner à l'échec.

Nous célébrons cette année le trentième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, et il convient, à cette occasion, de méditer sur les réalisations de l'Organisation et sur les raisons de ses faiblesses. Le Gouvernement japonais ne méconnaît pas l'oeuvre que l'Organisation a accomplie en dépit des limites qui lui sont fatalement imposées par le fait qu'elle est seulement une organisation dans un monde composé d'Etats-nations, et non un gouvernement mondial.

Mon gouvernement se voit pourtant contraint de reconnaître que l'Organisation des Nations Unies n'a pas entièrement répondu aux espoirs que l'humanité avait placés en elle. Bien que l'évolution récente de la situation accroisse l'importance du rôle que peut jouer l'Organisation, elle n'a pas toujours fonctionné, au cours de ces trente dernières années, comme elle l'aurait dû. Chaque fois que l'Organisation n'a pas été fidèle à elle-même, il y a eu des circonstances spéciales, toujours différentes, que des Etats Membres ne se soient pas conformés aux prescriptions de la Charte, ou que certains se soient abstenus d'avoir recours à l'Organisation alors même qu'ils auraient pu passer par son intermédiaire pour résoudre leurs problèmes de manière efficace.

De l'avis de ma délégation, il existe une corrélation entre le comportement des Etats Membres et l'efficacité de l'Organisation elle-même, corrélation qui risque de se transformer en un cercle vicieux et d'affaiblir l'Organisation. En effet, le mauvais fonctionnement et le manque d'efficacité de l'Organisation ne pourraient que dissuader les Etats d'avoir recours à elle pour la solution de leurs problèmes, ce qui ne ferait que l'affaiblir et lui ôter de son crédit. Afin d'éviter cela, il est nécessaire, de l'avis de ma délégation de renforcer l'Organisation et d'en faire un instrument efficace au service de la paix, de la justice et du progrès.

Ceux qui sont opposés à une révision de la Charte ont affirmé que l'Organisation obtiendrait bien plus de résultats si les Etats Membres appliquaient strictement les dispositions de la Charte et que cette dernière n'était donc pas en cause. Ma délégation ne partage pas ces vues limitées. Elle reconnaît la nécessité de prier instamment les Etats Membres de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte, mais elle est convaincue que la Charte est beaucoup plus qu'un simple traité-contrat; c'est aussi l'acte constitutif de l'organisation connue sous le nom d'Organisation des Nations Unies.

Cette ambivalence de la Charte, qui d'une part fixe les obligations contractuelles des Etats Membres et d'autre part détermine l'organisation et la structure du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et d'autres organes, devrait être prise en considération lors de l'examen de la nécessité de sa révision.

En ce qui concerne les dispositions fixant les obligations des Etats Membres, il serait utile et opportun d'insister sur le fait qu'il est nécessaire que les Etats Membres s'y conforment. Par contre, demander que les dispositions relatives à l'organisation et à la structure de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et d'autres organes de l'ONU soient respectées, équivaldrait tout simplement à figer des structures datant de 30 ans. Ma délégation n'est pas en faveur d'un bouleversement des structures actuelles des divers organes de l'ONU ou des rapports de ces organes entre eux; elle est cependant convaincue qu'il est nécessaire que les Etats Membres les révisent afin d'accroître l'efficacité de l'Organisation et de s'assurer qu'elle est bien adaptée aux nécessités actuelles.

Ayant défini la position fondamentale de mon gouvernement, je voudrais en revenir à certains problèmes plus concrets qui se posent au Comité ad hoc au cours de sa présente session. Ce Comité a été créé en application de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, qui a défini son mandat en termes très généraux. Le Comité doit remplir une vaste et importante mission. La délégation italienne a bien défini notre tâche en disant qu'il s'agissait de dresser "le bilan des 30 années d'existence de l'Organisation des Nations Unies". Si nous voulons nous acquitter de cette vaste et importante mission, il nous faut bien organiser nos travaux.

De l'avis de ma délégation, le Comité ad hoc pourrait consacrer sa première session à l'organisation de ses travaux, ce qui n'est pas, en soi, chose facile. A cette fin, ma délégation estime qu'il convient tout d'abord d'identifier les domaines d'activité dans lesquels, de l'avis des Etats Membres, l'Organisation a failli à sa tâche. Ma délégation juge que l'on pourrait y inclure le règlement pacifique des différends, y compris le rôle de la Cour internationale de Justice, les opérations de maintien de la paix, la prise de décisions à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité et le fonctionnement de l'Organisation dans les domaines économique et social. Sauf dans le cas de certaines clauses caduques de la Charte, nous ne pouvons savoir, au premier abord, s'il faudra ou non proposer un amendement à la Charte pour remédier aux carences observées. Aussi ma délégation est-elle convaincue que la méthode la plus efficace consisterait à identifier les points faibles au préalable pour les soumettre ensuite un par un, ou les uns en relation avec les autres, à un examen approfondi et arrêter la manière la plus appropriée d'y remédier, qu'il faille pour cela réviser la Charte ou non.

De l'avis de ma délégation, la lenteur du rythme de travail du Comité est due non pas à l'apathie de telle ou telle délégation, mais à l'étendue et l'importance de notre tâche et à l'absence d'une bonne méthode de travail.

Enfin, ma délégation souhaiterait que le Comité travaille dans un climat non pas d'affrontement, mais de conciliation. Les Etats Membres de l'Organisation devraient accorder un grand intérêt aux travaux du Comité, qui est chargé d'examiner le fonctionnement de l'ONU en général en vue de modifier, si la chose est nécessaire, l'acte constitutif même de l'Organisation, et qui, à ce titre, a de grandes possibilités. Ces possibilités devraient être mises à profit pour le bien de l'Organisation, afin de promouvoir la paix, la justice et le progrès dans le monde. Nous y parviendrons si nous procédons avec prudence et dans un esprit de concorde.

Ma délégation saisit l'occasion de réaffirmer sa foi dans les buts et principes de la Charte et aussi d'exposer à nouveau sa position en ce qui concerne la révision proposée de la Charte. A son avis, cette révision est absolument nécessaire, la situation internationale ayant évolué depuis que la Charte est entrée en vigueur, le 24 octobre 1945.

Il est parfaitement évident que la majorité des Etats sont en faveur d'une révision de la Charte. Les raisons en sont très simples : depuis que la Charte est entrée en vigueur, la communauté internationale elle-même s'est profondément transformée dans ses attitudes et dans sa composition, de sorte qu'il faut réexaminer la manière dont les Etats appliquent, dans la pratique, les principes énoncés dans la Charte. Il convient de noter que vis-à-vis de la Charte l'attitude fondamentale des Etats demeure celle qui a été adoptée au moment où la Charte a été rédigée, à savoir la résolution des Etats intéressés de préserver l'humanité du fléau de la guerre, de proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme et de maintenir la paix et la sécurité internationales dans la justice.

L'intérêt de la révision proposée de la Charte serait de donner à la communauté internationale l'occasion de réexaminer les dispositions de cet instrument afin de déterminer si certaines d'entre elles demeurent ou non valables, ou si elles appellent des modifications. Ce faisant, la même bonne foi que celle qui prévaut depuis l'adoption de la Charte, il y a une trentaine d'années, présiderait à ce réexamen. S'il existait, à l'origine, dans la Charte, un équilibre délicat, il faudrait également le prendre en considération et l'adapter aux circonstances actuelles. La révision proposée de la Charte est donc une question qui doit faire l'objet de discussions, de négociations et d'accord. Les auteurs de la résolution n'ont pas l'intention d'imposer leur volonté aux autres, mais ils souhaitent qu'avec de la bonne volonté et de la compréhension cette révision soit entreprise sans trop de difficultés.

C'est dans cet esprit que ma délégation, ainsi que d'autres délégations, a présenté certaines suggestions pour examen en liaison avec la révision de la Charte. Déjà certaines dispositions de la Charte ont été modifiées, essentiellement pour tenir compte de l'évolution de la situation internationale depuis son entrée en vigueur. C'est précisément pour les mêmes raisons que celles qui ont motivé ces modifications qu'il est instamment demandé de réviser la Charte en vue de la moderniser. A cet égard, certaines propositions ont donc été formulées pour examen, et en conséquence, le mandat du Comité ad hoc devrait être prolongé pour faciliter l'examen de ces propositions.

La délégation mexicaine souhaiterait faire ici quelques observations préliminaires au sujet des importants travaux du Comité. Pour notre part, nous ne pouvons nier - et je saisis cette occasion pour le rappeler - que le problème fondamental qui se pose à cette Organisation est celui de réduire l'écart qui existe entre la Charte et la volonté politique des Etats d'en respecter les principes et d'en atteindre les buts fondamentaux.

Le mandat que l'Assemblée générale a confié au Comité dans sa résolution 3349 (XXIX) présente, de l'avis de ma délégation, toute l'ampleur que l'on était en droit d'attendre, puisque le Comité pourra non seulement examiner les propositions relatives à la révision de la Charte des Nations Unies mais également, comme il est expressément stipulé à l'alinéa b) du premier paragraphe du dispositif, examiner toute autre proposition concrète que les gouvernements pourront faire en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans la réalisation de ses objectifs. Un examen attentif des observations contenues dans les documents distribués par le Secrétariat a permis à ma délégation de dégager les conclusions générales suivantes.

Aucun pays, parmi ceux dont les observations figurent dans ces documents, ne souhaite apparaître comme antiréformiste, très peu nombreux sont ceux qui considèrent qu'une révision générale de la Charte des Nations Unies serait faisable dans la conjoncture actuelle. Si l'on s'en tient aux observations concrètes qui ont été formulées, peu d'Etats, en dehors des Philippines, de la Colombie et de la Zambie, ont formulé des suggestions concrètes visant à modifier notre Charte constitutive.

Il ne faut pas oublier que si la Charte des Nations Unies a pu être adoptée en 1945 - et ce fut là un phénomène historique - c'est que la communauté internationale était encore sous le choc de la seconde guerre mondiale. Si nous acceptons la révision de la Charte des Nations Unies - et j'attribue au mot "révision" un sens particulier - comme une tâche nécessaire et urgente, nous devons tenir compte d'un certain nombre de dangers :

En premier lieu, en essayant de modifier la Charte, on ne pourrait qu'accentuer les différences qui existent en pratique entre les Etats Membres et l'on voit difficilement comment, bien qu'on parle de détente, on pourrait aujourd'hui parvenir à un accord significatif sur certains des articles clefs de la Charte. En second lieu il apparaît clairement pour le Mexique que ce qui nous sépare est dû aux différences dans les politiques d'Etats souverains et non aux déficiences de notre Organisation. En troisième lieu, la Charte des Nations Unies est un document dynamique qui a conservé son actualité grâce à un important processus d'interprétation dont le rôle apparaît clairement. En quatrième lieu, je souhaite ajouter une considération de caractère historique : il faut tenir compte du fait que c'est l'introduction du droit de veto au Conseil de sécurité et la concentration des pouvoirs au sein de cet organe qui furent à l'origine de l'insistance avec laquelle les petits pays ont demandé, à San Francisco, que soit introduite une clause prévoyant la possibilité d'une révision de la Charte des Nations Unies. Il faut avouer que, n'étaient ces



deux éléments et le fait que la situation mondiale a changé depuis, la révision de la Charte n'apparaîtrait pas aujourd'hui comme une nécessité aussi impérieuse.

Il faut reconnaître par ailleurs que notre Charte constitutive contient quelques articles qu'il est nécessaire, dans certains cas, de supprimer complètement et, dans d'autres, de mettre à jour. Permettez-moi de me référer d'abord aux changements de structure qui n'exigent aucun amendement à la Charte des Nations Unies. Toutefois, avant même d'aborder cette question et d'examiner concrètement les changements ou les idées qui pourraient être évoqués à cet égard, je tiens à rappeler que, depuis 1945, divers procédés ont été employés pour préserver le caractère dynamique de la Charte. Il y a en premier lieu celui qui consiste à ne pas appliquer certains de ses articles, comme par exemple l'Article 43, l'Article 106 et l'Article 23 (1). Dans l'Article 23 (1), comme l'a déjà relevé, je crois, un orateur, deux critères sont établis pour l'élection des membres du Conseil de sécurité. Or, en pratique, on n'en a jamais appliqué qu'un seul : celui de la "répartition géographique équitable", l'élément "contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales" n'étant jamais entré en ligne de compte lors de l'élection de membres du Conseil de sécurité. Un autre moyen auquel on a eu recours est celui de "l'interprétation" de la Charte ou plutôt de tel ou tel de ses articles, comme cela apparaît clairement dans le cas du Chapitre XII. Je dirais volontiers que s'il y a un chapitre que nous devons modifier en priorité, c'est bien celui-ci. Il me semble également que le chapitre relatif à la coopération économique et sociale pourrait être mis à jour moyennant l'introduction d'une série d'éléments approuvés par la communauté internationale. Le facteur "interprétation" a joué non seulement pour ce qui est de la structure de la Charte mais aussi en ce qui concerne les principes mêmes qui régissent notre Organisation, comme le prouve l'adoption de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies. En 1964, quand a été amorcé le processus qui devait aboutir à l'adoption de cette Déclaration, le Comité spécial s'est réuni à Mexico. L'une des deux superpuissances - qui est représentée à ce comité - niait alors l'existence du principe de la non-ingérence d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat, ne retenant que le principe de la non-ingérence de l'Organisation dans les affaires des Etats et refusant d'admettre que l'on interdît à un Etat de s'ingérer dans les affaires d'un autre Etat. Sans vouloir exagérer la portée de la Déclaration susmentionnée, nous pouvons affirmer maintenant, au terme de cet important processus, qu'il n'y a aucun Etat, pas même cette grande puissance, qui ne reconnaisse l'interdiction faite expressément dans la Charte à un Etat de s'ingérer dans les affaires d'un autre Etat. Ce sont là quelques-uns seulement des exemples qui permettent d'illustrer le rôle joué par ce processus d'interprétation.

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a publié sous le titre "Une nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale" un intéressant rapport, établi par un groupe d'experts, et qui sera examiné à la septième session extraordinaire. Ce rapport donne matière à de nombreuses observations - voire même à des objections de la part de mon pays. Toutefois, si l'on s'en tient aux propositions qui n'impliquent aucun amendement à la Charte des Nations Unies, je crois qu'il nous donne une idée du type de modifications qui pourraient être envisagées.

Par ailleurs, il y a, dans la Charte des Nations Unies, des articles qui doivent être modifiés. Mon pays s'est exprimé de façon très claire à ce sujet et a formulé des propositions concrètes. Je me réfère ici au document publié

sous la cote A/9143, qui contient quelques suggestions précises formulées par le Mexique sur la composition du Conseil de sécurité et les pouvoirs de ses membres. Dès la 2050ème séance plénière de l'Assemblée générale, le 3 octobre 1972, le Ministre des affaires étrangères du Mexique, qui prenait part à la discussion générale, s'est déclaré convaincu que la participation du tiers monde au système de sécurité collective des Nations Unies devait être améliorée et institutionnalisée, et il a proposé à cette fin d'accorder au tiers monde une représentation permanente au Conseil de sécurité, avec les mêmes pouvoirs que les cinq membres permanents siégeant actuellement au Conseil.

Cette proposition, que le Mexique maintient, entre, il me semble, dans le cadre de nos débats et certaines délégations les ont déjà commentées. Le Mexique n'a pas d'idée bien arrêtée sur le genre de procédure qu'exigerait sa réalisation. L'important, à mon avis, est que cette proposition soit examinée conjointement avec d'autres suggestions d'un haut intérêt qui ont été faites jusqu'à présent, lorsque le moment sera venu d'examiner les modifications possibles de la Charte des Nations Unies.

Quels résultats le Comité peut-il escompter de cette première session? En premier lieu, tous les participants doivent reconnaître qu'il est essentiel que le Comité se réunisse de nouveau l'année prochaine. Ma délégation rejettera toute déclaration tendant à affirmer que le Comité a rempli son mandat du fait qu'il a dressé une liste des propositions qui ont été soumises. Tel n'est pas, loin de là, l'objet du mandat qui lui a été assigné par l'Assemblée. Tout au moins n'est-ce pas ainsi que la délégation mexicaine concevait ce mandat lorsqu'elle a voté en faveur de la création du Comité.

En second lieu, il serait important que nous établissions certaines priorités touchant les travaux futurs du Comité. Je dois avouer que n'ayant pu consulter à ce sujet un grand nombre de délégations, j'ignore dans quelle mesure il y a unanimité sur la nécessité de confier cette tâche au Comité; en fait, cela importe peu; l'Assemblée générale pourrait le faire lorsqu'elle examinera le rapport qui lui sera présenté par son organe subsidiaire. Toutefois, peut-être conviendrait-il d'orienter le jugement de l'Assemblée en ce qui concerne le type de priorités à envisager. Ce faisant, il doit être bien entendu, aux yeux de ma délégation, que si nous devons tenir compte, dans une certaine mesure, du point de vue de ceux qui veulent moderniser notre Organisation sans modifier sa Charte constitutive, en revanche nous ne pouvons en aucun cas accepter qu'il soit implicitement ou explicitement considéré que la Charte est un instrument "sacré"; la Charte doit être mise à jour, mais de façon progressive et avec beaucoup de prudence afin de ne pas aggraver les conflits qui existent déjà et dans le cadre de négociations que le Président de ce comité et un groupe de représentants pourraient très bien diriger. Je crois, par exemple, qu'il y a certaines clauses de la Charte des Nations Unies qui, sincèrement, doivent être éliminées. Le Mexique a toujours été contre les pertes de temps dans les organes de l'ONU et là-dessus, je crois que tout le monde partage le même avis. Nous estimons donc que le Comité pourrait non seulement suggérer certaines priorités à l'Assemblée générale mais aussi présenter une proposition concrète concernant l'élimination d'une ou deux clauses que tous ici, ou tout au moins la grande majorité d'entre nous, considérons comme périmées. J'ai été très surpris de constater qu'il n'y avait pas unanimité au sujet de l'élimination de la clause relative aux Etats "ennemis", surtout après l'adoption de l'importante Déclaration d'Helsinki, qui constitue une étape fondamentale dans la consolidation par le fait de la coexistence pacifique. La suggestion du Mexique consiste - et ici s'achèvent les observations préliminaires de ma délégation en ce qui concerne

les travaux du Comité - à établir certaines priorités que ce comité recommanderait à l'Assemblée générale. Par ailleurs, le Mexique demande que la possibilité ne soit pas exclue de recommander dès maintenant à l'Assemblée générale l'élimination d'une ou deux clauses de la Charte qui sont totalement périmées. Ce serait là une manière de confirmer certaines thèses fondamentales qui sont les suivantes :

a) Il est nécessaire de modifier la Charte, comme les pays dans leur grande majorité l'ont reconnu à la dernière session de l'Assemblée;

b) S'il est vrai que la Charte doit être modifiée, il faudra consacrer à cette modification tout le temps voulu et procéder avec prudence afin de ne pas créer d'affrontement inutile, quand précisément ce que nous essayons de faire est de jeter les bases de relations nouvelles entre les Etats;

c) Apporter des amendements à la Charte n'est pas le seul problème de structure auquel nous sommes confrontés. Les travaux de l'Organisation peuvent faire l'objet d'un nombre considérable de changements qui n'impliquent pas nécessairement des modifications de la Charte.

A cet égard, il convient sans doute d'accorder une attention spéciale à l'étude intitulée "Une nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale". Ce qui se dégage avant tout de cette étude, que nous avons examinée attentivement, est le fait que le Conseil économique et social doit de nouveau jouer le rôle d'organe de coordination que lui confère la Charte des Nations Unies. Or, il n'y a pas lieu pour cela de modifier la Charte.

Je crois que c'est par là que nous pourrions commencer. Maintenant, la question qui se pose est la suivante : comment pourrions-nous mener à bien ces deux tâches très précises auxquelles le Comité doit faire face? Selon ma délégation, on pourrait créer deux sous-comités. Il serait question, d'après les opinions qui ont été exprimées, que nous procédions, à l'issue du débat général, à l'élaboration du rapport destiné à l'Assemblée générale. Si je n'étais pas si pessimiste, je dirais que l'on pourrait tenter de créer deux sous-comités, dont l'un s'occuperait des changements de structure qui n'impliquent aucun amendement à la Charte, et l'autre analyserait, à titre préliminaire, certains amendements concrets à la Charte suggérés dans les interventions faites ici ainsi que dans les observations contenues dans les documents qui nous ont été distribués. C'est seulement de cette manière, c'est-à-dire grâce à une analyse minutieuse, détaillée menée par un petit groupe d'une manière plus ou moins officieuse que nous pourrions savoir dans quelle mesure nos idées ont des chances d'aboutir. Sur la base de cette analyse, on pourrait déjà établir les priorités à recommander à l'Assemblée générale. Je ne suis pas très convaincu - je le répète - que le Comité soit tenu de suggérer des priorités à l'Assemblée générale en ce qui concerne ses travaux de l'année prochaine. Par contre, j'estime fondamental que toutes les délégations soient d'accord pour reconnaître que ce comité n'a pas encore terminé ses travaux, qu'il ne fait que commencer sa tâche, une tâche qui peut avoir une très grande portée si elle est exécutée avec tout le sens des responsabilités et tout le soin qu'elle mérite.

/Original : anglais/

Ma délégation a pris connaissance avec un très grand intérêt des vues exprimées par certains gouvernements et reproduites dans le document A/AC.175/L.2 (première et deuxième parties) ainsi que des vues du Secrétaire général sur l'expérience acquise dans l'application des dispositions de la Charte en ce qui concerne le Secrétariat (document A/AC.175/L.3, Corr.1 et Add.1). Après avoir pris connaissance des différentes vues exprimées par les divers gouvernements sur les chapitres et articles de la Charte des Nations Unies, il faudrait être bien naïf pour croire que la tâche devant laquelle est placé le Comité de 42 Etats Membres est facile. Ma délégation estime que la responsabilité de ce comité n'est pas moins lourde que celle qui pesait sur les épaules des fondateurs de cette Organisation lorsqu'ils se sont réunis à San Francisco il y a 30 ans pour signer la Charte des Nations Unies et la faire entrer ainsi en vigueur. La mission du Comité, telle qu'elle est énoncée au paragraphe 1 de la résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale, n'est pas moins importante. L'Assemblée générale a, de bonne foi, confié à ce comité la tâche malaisée d'examiner les suggestions déjà présentées et celles qui le seront au cours des séances que nous tenons actuellement, au sujet de la révision de la Charte des Nations Unies. Pour mener à bien une tâche aussi ardue, chaque membre du Comité devra oublier ses intérêts nationaux étroits et considérer les questions et les suggestions dont nous avons à débattre sous l'angle de l'intérêt de l'Organisation en particulier et des relations internationales en général. Nous devrions nous efforcer de nous entendre sur les points pour lesquels il semble qu'il y a désaccord. Il faut que s'instaure un climat de bonne volonté, de confiance mutuelle et de concessions réciproques, sans lequel nos efforts seront vains et nous décevrons l'Organisation qui nous a confié cette tâche difficile mais importante.

Ma délégation a pris note avec préoccupation de la position extrême prise par certains Membres de l'Organisation qui estiment que la Charte des Nations Unies est parfaite et n'a donc pas besoin d'être révisée. Cette position est contraire à l'esprit et à la lettre des paragraphes 1 et 2 de l'Article 109 de la Charte, dans lesquels les fondateurs de l'Organisation avaient, dans leur sagesse, prévu la révision et la modification de la Charte. En prenant une disposition aussi importante, les fondateurs de l'Organisation ont fait preuve d'une prévoyance remarquable. Cette disposition démontre également leur intention de ne pas considérer la Charte de l'Organisation comme sacro-sainte, et le fait qu'ils se rendaient compte que la situation mondiale continuerait à changer à mesure que le monde mûrirait.

Il y a maintenant 30 ans que la Charte des Nations Unies est entrée en vigueur. La situation mondiale a changé et continue à changer. Le nombre d'Etats Membres de l'Organisation a plus que doublé et continue à augmenter. D'anciens territoires coloniaux sont devenus des Etats Membres indépendants de l'Organisation. Des intérêts idéologiques et économiques communs les ont amenés à constituer une force unie du tiers monde travaillant avec les Etats plus anciens de l'Europe de l'Est et de l'Europe de l'Ouest à interpréter les grands systèmes politiques qui ont dominé la vie internationale depuis que l'Organisation existe. L'objectif est resté le même - la recherche d'un ordre mondial et de la paix et de la sécurité internationales dans le contexte des buts et principes de la Charte qui nous ont rendu de grands services.

La répartition des forces dans le monde n'est plus la même. Aujourd'hui, une puissance énorme est détenue par deux Etats Membres de l'Organisation. Certains Etats Membres qui étaient considérés comme des puissances mondiales il y a 30 ans ont perdu une partie de leur importance au point que certains leur contestent aujourd'hui ce titre. D'autres pays au contraire, qui étaient des entités inconnues il y a 30 ans, ont maintenant pris une certaine importance au point qu'on peut les considérer légitimement comme des puissances mondiales.

Voilà quelques exemples de changements importants que le monde et notre Organisation ont connus au cours de ces 30 années. Ma délégation estime que la Charte de l'Organisation devrait tenir compte de ces changements. Cette opinion est fondée sur notre conviction que, dans le contexte actuel, les fondateurs de l'ONU auraient conçu une charte différente.

Nous sommes d'accord avec ceux qui estiment que les buts et principes de l'Organisation sont tout aussi valides aujourd'hui qu'ils l'étaient il y a 30 ans. Nous sommes aussi d'accord avec ceux qui demandent la révision de certaines dispositions de la Charte, soit parce qu'elles sont dépassées, soit parce qu'elles ne répondent plus à la situation mondiale actuelle.

Nous avons entendu certains déclarer que les erreurs et les faiblesses de l'Organisation sont imputables à l'Organisation elle-même et non pas à la Charte. La logique de cette affirmation nous échappe. Pour nous, il est difficile de dissocier l'Organisation de la Charte qui définit ses fonctions. Nous pensons qu'avec toute la bonne volonté du monde, l'Organisation ne peut bien fonctionner si sa constitution est défectueuse et peu réaliste. A notre avis, la Charte ne reflète pas l'ordre mondial actuel et, dans ces circonstances, aucune manipulation de la part de l'Organisation ne peut la faire fonctionner efficacement.

Pour ce qui est de propositions précises, ma délégation aimerait rappeler certaines des positions exprimées précédemment par mon gouvernement au sujet du principe de l'unanimité, des membres permanents et du nombre de membres du Conseil de sécurité.

a) Abolition du veto. Mon gouvernement pense qu'il faut envisager de modifier le paragraphe 3 de l'Article 27, de façon à supprimer le droit de veto qui constitue un obstacle majeur à l'action et à l'efficacité du Conseil de sécurité. Nous n'ignorons cependant pas les dispositions de l'Article 108 de la Charte aux termes desquelles l'approbation des membres qui détiennent le droit de veto au Conseil de sécurité est nécessaire pour apporter des modifications quelconques à la Charte.

La délégation nigériane a pris note à cet égard de la proposition de notre distingué collègue du Sierra Leone qui a proposé que les cinq droits de veto soient exercés sur une base régionale, conformément aux principes de la répartition géographique équitable appliquée depuis longtemps dans cette Organisation. L'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est et l'Asie continueraient à disposer d'un droit de veto chacun. Les groupes régionaux de l'Afrique et de l'Amérique latine qui, jusqu'à présent, ont été privés de l'exercice de ce privilège disposeraient désormais aussi chacun d'un droit de veto. Nous appuyons en principe cette sage proposition. Cependant, pour tenir compte de l'incidence de l'Article 108 sur une telle proposition, nous proposons que, si l'institution du veto ne peut pas être abolie, ce privilège devrait être accordé également aux deux groupes régionaux

de l'Afrique et de l'Amérique latine. Cette proposition constituerait, à notre avis, une solution équitable et sage au problème du veto.

b) Abolition du principe des membres permanents du Conseil de sécurité.  
Le paragraphe 1 de l'Article 23 de la Charte instituait le principe de membres permanents du Conseil de sécurité, qui s'appliquait à cinq Etats membres qui ont continué depuis cette date à jouir également du privilège du droit de veto au titre du paragraphe 3 de l'Article 27. Comme nous l'avons noté précédemment, on ne peut plus dire que les conditions qui régnaient au moment de la désignation des cinq membres permanents du Conseil de sécurité se retrouvent aujourd'hui. De plus, la démocratisation de l'Organisation dans son ensemble devrait également s'appliquer au Conseil de sécurité. Nous ne voyons pas pourquoi, dans les circonstances actuelles, un Etat Membre quelconque devrait jouir de privilèges particuliers : aucun membre du Conseil de sécurité ne devrait y siéger à titre permanent.

Il s'agit là d'un autre problème sur lequel nous avons des vues différentes de ceux qui préconisent le maintien du principe des membres permanents du Conseil de sécurité.

Nous pouvons admettre le maintien du principe des membres permanents du Conseil à condition que toutes les régions soient représentées parmi les membres permanents. Nous estimons que la région de l'Afrique et celle de l'Amérique latine devraient aussi exercer ce privilège dont elles ont été privées jusqu'ici.

c) Augmentation du nombre des membres du Conseil de sécurité. Compte tenu de l'augmentation régulière du nombre des membres de l'Assemblée générale, mon gouvernement pense qu'un modeste accroissement du nombre des membres du Conseil de sécurité est nécessaire, afin d'assurer une plus juste représentation des régions géographiques.

Telles sont les trois principales questions sur lesquelles mon gouvernement a fait des observations, se réservant le droit de faire, en temps voulu, d'autres observations sur des points particuliers.

Nous avons pris note des propositions d'autres gouvernements relatives à des questions telles que le statut, le Conseil de tutelle, l'Assemblée générale et la Cour internationale de Justice. Nous étudions ces diverses observations en vue d'en rapprocher nos positions et nos vues dans l'esprit de conciliation qui est nécessaire à l'accomplissement de notre tâche difficile au sein de ce comité. Nous nous réservons le droit de faire connaître nos vues et positions sur ces problèmes au stade approprié des délibérations du Comité.

En ce qui concerne la délicate question du programme de travail à adopter, ma délégation voudrait proposer au Comité qu'eu égard au peu de temps qui nous reste dans la présente session, nous nous efforcions de déterminer les points sur lesquels nous sommes d'accord, c'est-à-dire les dispositions de la Charte au sujet desquelles nous pensons tous qu'aucune révision n'est nécessaire, et à partir de là d'identifier les dispositions qui posent des problèmes, en allant de celles sur lesquelles l'unanimité peut se faire à celles sur lesquelles la controverse sera la plus vive. Par exemple, tout le monde est sans doute d'accord sur le Chapitre premier consacré aux buts et principes de l'Organisation. Il semble à ma délégation que personne n'a rien à y redire. Nous proposons cette méthode

parce que nous pensons qu'il est nécessaire que les partisans et les opposants de la révision sachent que leurs vues sont correctement représentées. Il faut que nous fassions preuve de confiance mutuelle et de bonne volonté et si nous ne commençons pas par les problèmes prêtant le moins à controverse, l'esprit de conciliation dont nous avons tellement besoin pour le succès de notre entreprise peut disparaître.

Pour conclure, nous voudrions nous associer aux autres délégations qui ont fait des observations pertinentes sur la lenteur de nos travaux. La délégation nigériane estime cependant que, compte tenu de l'importance de la tâche que nous avons à accomplir et étant donné le désir de chaque délégation de faire de son mieux, il est compréhensible que les travaux du Comité aient démarré lentement. Nous ne pensons pas que cette lenteur soit due à un manque d'enthousiasme de la part des Membres de cette Organisation pour la révision des dispositions de la Charte que tout le monde estime dépassées ou sans rapport avec la situation actuelle de l'Organisation. Nous, membres de la délégation nigériane, sommes déterminés à nous laisser guider par l'esprit de conciliation nécessaire et par ce que nous pensons être l'intérêt de l'Organisation, pour permettre à ce comité d'accomplir avec succès la tâche difficile qui lui a été confiée. Nous n'en attendons pas moins de la part des autres délégations.

En se prononçant en faveur de la création du Comité de révision de la Charte, le Gouvernement néo-zélandais a reconnu le fait indubitable qu'un nombre important de Membres des Nations Unies estime que le moment est venu de procéder à une révision de la Charte.

La Charte existe depuis trente ans. Les Etats fondateurs de l'Organisation des Nations Unies étaient au nombre de 51. Or, l'Organisation compte maintenant 138 Membres et en comptera probablement 145 avant la fin de l'année. Ainsi, seulement un peu plus du tiers des Membres actuels a contribué à l'élaboration de la constitution de l'organisation internationale la plus importante à laquelle un pays puisse appartenir.

Voilà qui nous semble être, en soi, une raison suffisante d'appuyer le projet de révision de la Charte, que souhaite manifestement la majorité des Membres des Nations Unies. Il ne faudrait pas croire qu'en adoptant cette position, la Nouvelle-Zélande pense qu'il soit nécessaire de bouleverser la Charte de fond en comble, mais nous ne pensons pas non plus qu'il faille la traiter comme un instrument sacro-saint. La Charte contient des dispositions précises concernant les amendements qui pourraient y être apportés et concernant sa révision par une Conférence générale. Plusieurs amendements utiles et nécessaires ont déjà été adoptés. La Nouvelle-Zélande a dès le départ fortement critiqué certaines dispositions de la Charte, relatives notamment au principe d'unanimité et à la portée excessive de son application. Mais, hormis ce vice fondamental, qui a été introduit dans la Charte en raison du postulat erroné que les membres permanents du Conseil de sécurité maintiendraient leur alliance conclue pendant la guerre dans un effort commun pour préserver la paix, nous estimons que la Charte a étonnamment bien supporté l'épreuve du temps.

Il est certainement vrai que par suite du vice fondamental entachant la procédure de vote du Conseil de sécurité, auquel j'ai fait allusion, et par suite de la rivalité des grandes puissances qui a déclenché la guerre froide, le dispositif de coercition prévu au Chapitre VII n'a jamais été mis sur pied. Le Comité d'état-major se réunit régulièrement, secrètement, et il y a lieu de croire que ses débats se déroulent dans l'harmonie (il s'agit sûrement de l'organisation militaire la moins employée de tous les temps), mais aucune force n'a été mise à sa disposition. Cependant, on lui a substitué un dispositif de maintien de la paix, dont sont exclues les forces armées des membres permanents et qui, dans un certain nombre de situations et dans certaines limites, s'est avéré être un moyen très efficace pour affaiblir les tensions et réduire les chances de déclenchement ou de reprise des hostilités.

Un amendement à la Charte permettrait-il utilement de régulariser l'organisation et le financement des forces de maintien de la paix? Des suggestions intéressantes ont été faites, entre autres, par les Gouvernements colombien et italien. L'idée d'une force permanente de maintien de la paix, ou du moins d'un personnel permanent chargé de la planification et de la direction des opérations du maintien de la paix, avec peut-être le noyau d'une force permanente sur le terrain, mérite d'être approfondie. Des dispositions garantissant une répartition



plus équitable de la charge que représente la fourniture d'effectifs pour le maintien de la paix, qui atténueraient autant que possible le caractère national des contingents de maintien de la paix, pourraient également éliminer les obstacles qui empêchent actuellement d'améliorer l'efficacité des opérations de maintien de la paix.

Le Gouvernement néo-zélandais ne pense pas toutefois qu'il soit essentiel de chercher à modifier la Charte là où il est possible d'apporter des réformes ou des innovations tout aussi efficaces en recourant à des moyens moins compliqués. Des décisions du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale pourraient suffire à améliorer sensiblement le système actuellement pratiqué pour la fourniture de forces de maintien de la paix. Cette remarque s'applique non seulement à la question du maintien de la paix, mais également à d'autres questions que je mentionnerai plus loin. Toutefois, seul un examen approfondi du type de celui que nous avons entrepris permettra de déterminer si une amélioration ou un changement particulier suppose un amendement de la Charte ou en fait s'il semble intéresser un nombre suffisant de gouvernements pour mériter d'être tenté.

L'opinion semble être largement favorable à la révision de la disposition actuelle concernant l'admission de nouveaux Membres. Nous pensons que la plupart des Membres approuve le principe d'universalité. Le fait d'exiger d'un Etat qu'il soit "pacifique" pour être admis est une condition hautement subjective et le caractère "pacifique" ou non de certains Etats demandant à être admis à l'Organisation - ou, en l'occurrence, de certains Etats déjà Membres de l'ONU - peut donner lieu à des divergences de vues considérables.

De l'avis du Gouvernement néo-zélandais, l'appartenance à l'Organisation des Nations Unies devrait avant tout être considérée comme un devoir. Le statut de membre ne devrait être accordé que selon les critères généralement admis en droit international pour la reconnaissance de la qualité d'Etat.

Alors qu'il a pu paraître souhaitable à un stade antérieur de limiter le nombre des Membres des Nations Unies ou éventuellement d'instituer un statut de Membre associé pour les micro-Etats, il ne semble pas possible d'introduire maintenant des règles restrictives, alors qu'un certain nombre de très petits Etats ont déjà été admis à l'Organisation des Nations Unies et dans les organismes apparentés.

Si le critère d'admission était un critère simple et objectif reposant sur le fait d'être un Etat indépendant, il y aurait apparemment peu de raisons pour que l'on conserve l'actuelle procédure de vote pour admettre de nouveaux Membres. La procédure actuelle, qui permet à un membre permanent du Conseil de sécurité d'opposer son veto à une demande d'admission pour n'importe quelle raison, a donné lieu à de nombreux abus. Par le passé, un certain nombre d'Etats parfaitement qualifiés, y compris des membres actuels du Comité, se sont vu refuser l'admission pendant de nombreuses années. Le Gouvernement néo-zélandais souhaiterait donc que l'on modifie le paragraphe 2 de l'Article 4 de la Charte de telle sorte qu'un vote à la majorité des deux tiers au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale suffise pour qu'un nouveau Membre soit admis.

De l'avis du Gouvernement néo-zélandais, le principe d'universalité va à l'encontre de la tendance qui s'est fait jour récemment à invoquer la disposition d'exclusion de l'Article 6 de la Charte. Comme je l'ai indiqué, le Gouvernement néo-zélandais attache une importance primordiale aux obligations juridiques et morales qui sont celles d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies. L'exclusion prive un Etat des droits qui lui appartiennent en tant que Membre de l'Organisation mais le dégage également des obligations qui lui incombent à ce titre.

De l'avis du Gouvernement néo-zélandais, la Charte pêche actuellement en ceci qu'elle dispose qu'un Membre ne peut être suspendu de l'exercice des droits et privilèges inhérents à sa qualité de Membre que lorsqu'une action préventive ou coercitive a été entreprise contre lui par le Conseil de sécurité, et que la seule sanction prévue en cas de violation de la Charte est l'exclusion. Il nous paraîtrait plus logique et mieux approprié de prévoir un ensemble de sanctions diverses à appliquer en cas de violation de la Charte par un Membre, allant jusqu'à la suspension de l'exercice de certains ou de tous les droits et privilèges inhérents à la qualité de Membre, sans le dégager toutefois des obligations que celle-ci implique. Comme nous estimons qu'un Membre ayant commis une infraction ne doit pas être dégagé des obligations inhérentes à la qualité de Membre, nous considérerions l'exclusion comme une mesure répressive à laquelle, en principe, il ne faudrait jamais recourir. Pour autant que d'autres sanctions soient prévues en cas de violation de la Charte, y compris la suspension de l'exercice des droits et privilèges inhérents à la qualité de Membre, nous considérerions en fait qu'il serait inutile de prévoir la possibilité d'une exclusion.

Je voudrais souligner que cette remarque ne s'applique pas à la Charte telle qu'elle est, mais telle que nous voudrions qu'elle soit. Nous ne sous-estimons pas les difficultés qu'implique une réforme, en particulier dans un domaine comme celui-ci, dans lequel la procédure de vote utilisée pour décider de l'application de mesures répressives est une question particulièrement difficile et importante. Encore une fois, comme dans le cas de l'admission de nouveaux Membres, nous estimons que la règle d'un vote unanime ne devrait pas s'appliquer aux cas pour lesquels des mesures allant jusqu'à la suspension des droits et privilèges peuvent être prises. Nous pensons qu'il est effectivement nécessaire de prévoir une majorité suffisante pour éviter la prise de mesures hâtives envers un Membre impopulaire; peut-être pourrions-nous retenir la même majorité que celle que nous avons proposée pour les admissions, c'est-à-dire la majorité des deux tiers au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale.

Je suis conscient du fait qu'en signalant ces cas particuliers pour lesquels, à notre avis, il serait souhaitable de modifier la procédure de vote actuelle, nous avons touché au point le plus sensible du projet de révision de la Charte, point qui a suscité le plus d'opposition à tout projet de révision par l'Assemblée : c'est-à-dire la position privilégiée des membres permanents du Conseil de sécurité dans les votes et le rôle qui leur a été attribué par les auteurs de la Charte.

La délégation néo-zélandaise ne manquerait pas de réalisme au point de suggérer d'abolir la règle du vote à l'unanimité et nous reconnaissons bien volontiers qu'elle peut ne pas être sans valeur pour éviter que des décisions

hâtives ne soient prises par une majorité qui n'a pas nécessairement toujours le sens des responsabilités. Les privilèges et pouvoirs des membres permanents ne risquent pas d'être réduits contre leur volonté, étant donné que la règle du vote à l'unanimité s'applique également au processus d'amendement lui-même. Nous espérons que les membres permanents reconnaîtront d'eux-mêmes que dans certains cas, tels que ceux que j'ai déjà mentionnés, l'application de la règle du vote à l'unanimité ne se justifie guère et que cette règle a été introduite dans le but évident d'éviter que les décisions prises au sujet de certaines questions d'importance majeure ne mettent en danger la paix et la sécurité internationales. S'il paraît trop ambitieux de modifier certains de ces points de la Charte, il y a toujours la possibilité pour les membres permanents de convenir entre eux de ne pas invoquer la règle de l'unanimité sur certaines questions. Il est admis depuis des années, en vertu d'une convention de valeur inestimable, que l'abstention d'un membre permanent ne peut annuler une décision de fond du Conseil de sécurité, bien qu'une interprétation stricte du paragraphe 3 de l'Article 27 puisse donner à penser le contraire. On pourrait établir des conventions semblables dans d'autres domaines. Actuellement, nous n'avons pas grand espoir que les membres permanents acceptent à bref délai de renoncer à certaines de leurs prérogatives comme nous l'avons suggéré. Mais si, comme nous le croyons, le mécontentement qu'inspire l'état actuel des choses croît et si le mouvement en faveur d'une révision de l'ensemble de la Charte s'intensifie, les membres permanents pourront peut-être examiner sérieusement cette suggestion qui, de leur point de vue, devrait être préférable à un amendement proprement dit de la Charte.

La question se pose également de savoir s'il ne conviendrait pas de modifier la taille et la composition du Conseil de sécurité. On peut certainement arguer du fait qu'un certain nombre d'Etats Membres ont une superficie, une population, une puissance économique et des capacités générales comparables à celles de certains des membres permanents actuels du Conseil de sécurité, qu'ils sont tout aussi disposés à jouer un rôle prépondérant au sein de l'Organisation des Nations Unies et que ces pays ont des raisons valables de plaider en faveur de l'extension à un plus grand nombre des privilèges dont bénéficient les cinq membres permanents actuels. Les membres permanents actuels sont certes les seuls Etats que l'on sait avoir une force nucléaire, mais ceci ne nous semble pas justifier l'attribution d'un statut spécial. Toutefois, étant donné notre politique générale qui consiste à chercher à restreindre le plus possible le champ d'application de la règle d'unanimité, nous ne souhaiterions pas l'extension à un plus grand nombre d'Etats des privilèges dont jouissent les cinq membres permanents actuels. Nous ne serions pas non plus favorables à l'idée de créer une catégorie de membres semi-permanents, car ceci constituerait une nouvelle atteinte au principe d'égalité qui doit demeurer la pierre angulaire de la Charte. On pourrait plaider en faveur d'une augmentation du nombre des membres du Conseil, mais, pour le moment, nous ne pensons pas que cela soit indispensable.

Un certain nombre de dispositions de la Charte sont maintenant dépassées, superflues, ou ont perdu de leur valeur en raison de l'évolution de l'attitude de la communauté internationale face aux problèmes qu'elle traite.

Trente ans après la fin de la seconde guerre mondiale, il ne nous paraît plus de mise de qualifier d'Etats ennemis, des Etats qui sont maintenant des Membres respectés de l'Organisation des Nations Unies et qui, dans certains cas, jouent même un rôle prépondérant. Nous approuverions toute proposition tendant à supprimer les références qui sont faites aux Etats ennemis à l'Article 53 et le Chapitre XVII, intitulé "Dispositions transitoires de sécurité".

Les objectifs du système de tutelle ont été très largement atteints. On devrait pouvoir prochainement supprimer le Conseil de tutelle, une fois sa tâche achevée. Il a été suggéré de le transformer en un Conseil des droits de l'homme, mais la création d'un nouveau dispositif dans le domaine des droits de l'homme nous semble devoir être une question à part. Nous demeurons convaincus de la nécessité de revoir le statut actuel de la Commission des droits de l'homme, en particulier si, comme l'a recommandé le Groupe d'experts créé conformément à la résolution 3343 (XXIX) de l'Assemblée, elle devient directement responsable devant l'Assemblée générale.

Les dispositions du Chapitre XI de la Charte ne correspondent certainement plus à ce que la communauté internationale attend des Membres qui administrent des territoires non autonomes. Ce qu'elle en attend a été clairement exposé dans la Déclaration sur la décolonisation adoptée en 1960. Toutefois, les choses ont évolué si rapidement dans ce domaine qu'il est permis de douter de la nécessité d'envisager maintenant une révision fondamentale du Chapitre XI. Nous sommes toutefois prêts à examiner soigneusement toute proposition qui pourrait être faite à ce sujet.

Il y a certainement lieu d'entreprendre de vastes réformes de structure dans le domaine de la coopération économique et sociale, peut-être plus que dans tout autre domaine d'action de l'ONU. Mais paradoxalement, la nécessité d'entreprendre des réformes ne signifie pas, à notre avis, qu'il faille nécessairement apporter à la Charte des modifications importantes. Loin de nous l'idée de vouloir préjuger de l'examen par l'Assemblée générale du rapport du Groupe d'experts concernant une nouvelle structure des Nations Unies pour la coopération économique internationale, mais, comme on le sait, le Groupe d'experts a décidé qu'il était possible de recommander une série de réformes importantes qui ne nécessiterait pas que l'on modifie la Charte. Ces réformes comprennent la création d'un poste de Directeur général pour le développement et la coopération économique internationale qui, hiérarchiquement, se placerait directement au-dessous du Secrétaire général, la création d'un office des Nations Unies pour le développement qui regrouperait toutes les activités d'assistance technique et de préinvestissements, la réorganisation des activités du Conseil économique et social pour accentuer son rôle central en matière de formulation et d'application des politiques générales, la suppression d'un certain nombre d'organes subsidiaires et un certain nombre de changements connexes.

Le Gouvernement néo-zélandais est en train d'étudier attentivement ces idées importantes et considère qu'il serait prématuré d'envisager des propositions de modification importante des Chapitres IX et X de la Charte avant d'avoir déterminé dans quelle mesure les propositions relatives aux changements qui pourraient être faits dans le cadre du texte actuel seraient recevables et applicables. Nous attachons autant d'importance à l'alinéa c) du premier paragraphe du dispositif de la résolution 3349 (XXIX) dans lequel se trouve défini le mandat de notre comité, qu'aux autres alinéas. Il nous paraît d'autant plus important que le Comité veille à ne pas négliger cet aspect de ses travaux qu'un certain réalisme nous incite à penser que c'est dans ce domaine plus que dans tout autre qu'un progrès est susceptible d'être accompli prochainement. L'attitude des membres permanents du Conseil de sécurité, face à la possibilité d'amendement de la Charte, ne changera vraisemblablement pas d'un jour à l'autre. Comme c'est souvent le cas, il faudra du temps et de la patience pour qu'un consensus se dégage parmi les autres Membres de l'Organisation quant aux réformes qu'ils jugeraient essentielles et pour que ce consensus ait l'effet voulu sur l'attitude des membres permanents qui, actuellement, sont opposés à tout changement.

Les attitudes et la position du Gouvernement philippin sur la nécessité d'examiner les suggestions concernant une révision de la Charte des Nations Unies sont connues. Le Secrétaire aux affaires étrangères des Philippines s'était rallié avec enthousiasme à l'idée d'une révision de la Charte des Nations Unies dès le vingt-cinquième anniversaire de notre Organisation mondiale. Les propositions précises du Gouvernement philippin touchant la Charte sont contenues dans les documents pertinents de l'Organisation des Nations Unies. Je serai donc très bref dans ma déclaration et je traiterai principalement de ce que je crois être les considérations fondamentales de la position des Philippines. Nous restons attachés à la conviction que l'Organisation des Nations Unies doit occuper une position centrale dans les affaires mondiales et qu'il est nécessaire de garantir que l'Organisation s'adapte au rôle qu'on attend et que souvent on exige d'elle. L'ONU est un fruit du changement et il est à la fois logique et nécessaire qu'une organisation qui fonctionne activement suive le rythme du changement. Il y a eu d'extraordinaires changements dans presque tous les domaines de l'activité humaine, qui ont déplacé et élargi les domaines auxquels l'Organisation des Nations Unies accorde une importance particulière dans ses travaux depuis que la Charte a été élaborée il y a trente ans à San Francisco.

Ces changements, parmi lesquels l'apparition rapide d'un grand nombre de nouvelles nations indépendantes, l'impact des armes nucléaires, les changements technologiques immenses qui se produisent continuellement, les liens étroits entre les problèmes économiques et sociaux, de par le monde, pour n'en citer que quelques-uns, nécessitent un examen du point de savoir si l'Organisation des Nations Unies répond aux exigences du monde d'aujourd'hui. Ces problèmes ne seront pas réglés par des solutions fragmentaires, nationales ou même régionales. Nous envisageons donc le Comité *ad hoc* comme une instance qualifiée pour examiner les idées et les propositions destinées à faire face à ces changements et à ces problèmes dans le cadre d'un renforcement de l'Organisation des Nations Unies, seul organisme capable d'appliquer des solutions mondiales à des problèmes mondiaux.

Nous demeurons convaincus que les buts et principes des Nations Unies tels qu'ils sont énoncés dans les Articles 1 et 2 sont valables et pertinents. Nous avons utilisé ces articles comme critères en présentant nos suggestions en vue d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et entendons utiliser les mêmes lignes directrices pour déterminer notre position à l'égard d'autres suggestions.

La résolution 3349 (XXIX) énumère au paragraphe 1 les attributions du Comité. Nous notons que l'étendue de ces attributions appelle une étude complète de toutes les idées et propositions présentées par les gouvernements sur la Charte des Nations Unies; qu'ils demandent ou non des amendements à la Charte. Divers gouvernements font, et continueront de faire, leurs propres propositions sur différents aspects de la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement philippin, par exemple, a présenté des suggestions particulières sur les aspects de la Charte traitant de la fonction primordiale de l'Organisation des Nations Unies, c'est-à-dire "le maintien de la paix et de la sécurité internationales". Eu égard

au danger extrêmement grave que font courir les différends non résolus dans le monde moderne, nous avons proposé une commission permanente de conciliation et d'arbitrage. Nous avons également proposé que le processus de maintien de la paix par des moyens d'observation et d'interposition soit exposé en termes généraux et trouve place dans la Charte des Nations Unies. En ce qui concerne le Conseil de sécurité, nous avons fait des propositions à la fois sur sa composition et sur sa procédure, y compris sur l'aspect mettant en jeu le principe d'unanimité.

Nous avons également préconisé, sous la forme de quelques suggestions précises, le renforcement de la Cour internationale de Justice et du Conseil économique et social. Et nous avons proposé la création d'un conseil des droits de l'homme.

Nous ne nous attendons pas à ce que tous les gouvernements soient d'accord avec nos diverses propositions. Nous nous attendons cependant à ce que les gouvernements les discutent et les étudient comme nous le ferons pour leurs propres opinions et suggestions. Dans un monde en évolution rapide, il ne serait pas réaliste d'attendre qu'une organisation créée en 1945 soit à même de faire face à toutes les difficultés qui se présenteront d'ici la fin du siècle. L'Organisation des Nations Unies doit continuer à se développer si elle veut tenir dûment compte de la volonté des peuples du monde dans des secteurs critiques trop vastes et trop complexes pour qu'une solution efficace soit trouvée par une action nationale ou régionale. Ma délégation est convaincue que beaucoup des changements proposés faciliteront une réponse plus complète de l'Organisation des Nations Unies aux nombreux problèmes devant lesquels elle se trouve déjà placée ainsi qu'aux nouvelles tâches que lui confient ses Membres.

Les Philippines ont toujours préconisé que cette question de la plus haute importance soit abordée de manière réfléchie et progressive devant une instance qualifiée. Cette instance, c'est précisément ce comité, et nous faisons le premier pas dans ce qui, nous l'espérons, sera une entreprise productive. Pour cette première session du Comité, ma délégation donnera toute la priorité à l'identification des secteurs dans lesquels l'Organisation des Nations Unies manifeste des insuffisances évidentes. Nous appuierons la création, maintenant ou à un stade ultérieur, de groupes de travail ou d'étude sur chacun des domaines de la Charte que les Membres des Nations Unies jugent nécessaires de renforcer. A notre avis, la tâche immédiate du Comité est d'adopter une méthode de travail systématique, un plan d'action qui fournira l'occasion d'accorder à toutes les idées et propositions l'attention et l'examen qu'elles méritent. Cela préviendrait les décisions hâtives et devrait apaiser les craintes, aussi injustifiées soient-elles, selon lesquelles ces idées et ces propositions risquent d'ouvrir la voie à la destruction de l'Organisation des Nations Unies.

Nous n'aspirons pas à une Organisation des Nations Unies parfaite, mais simplement réaliste et efficace. Les leçons du passé, les réalités présentes et les besoins du futur influenceront sans nul doute nos délibérations. Nous aurons besoin de bonne foi, de beaucoup de compréhension, de tolérance et de coopération au moment d'aborder le problème qui nous est posé. Si nous pouvons établir une confiance et une compréhension réciproques et si nous pouvons tenir compte de l'intérêt supérieur de l'Organisation dans nos délibérations, les problèmes auxquels nous avons à faire face ne seront pas nécessairement insolubles. Nous avons l'intention de participer aux travaux du Comité avec ces considérations présentes à l'esprit.

La délégation polonaise a examiné de près tous les documents dont le Comité est saisi. Elle a également suivi attentivement la discussion générale à laquelle elle prend part maintenant, consciente de la responsabilité qui lui incombe et guidée par la profonde conviction que ce n'est pas en examinant ni en révisant la Charte des Nations Unies que l'on pourra rendre l'Organisation plus efficace.

Je mentionne ces deux termes - réexamen et révision - car je constate une incompatibilité flagrante entre, d'une part, certaines déclarations qui ont été faites devant le Comité et qui ont semblé mettre l'accent sur le réexamen et la révision de la Charte, et, d'autre part, le rôle que joue actuellement la Charte des Nations Unies, instrument international de grande valeur, qui a non seulement surmonté l'épreuve du temps au cours de ces trente dernières années mais a également contribué à enrichir la vie de la communauté internationale. D'un côté, nous avons fièrement célébré il y a moins de deux mois le trentième anniversaire de la signature de la Charte. Le mois dernier encore, les chefs d'Etat et de gouvernement et les ministres des affaires étrangères des Etats européens, ainsi que des Etats-Unis et du Canada, ont signé, à Helsinki, l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération, si justement qualifié de Grande Charte de la paix européenne, qui réaffirme les buts et principes de la Charte des Nations Unies sur lesquels elle est fondée. En outre, nous venons de recevoir l'Introduction au Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, dans laquelle le Secrétaire général indique à nouveau sans équivoque que l'Organisation des Nations Unies a fait preuve d'une aptitude remarquable à entreprendre de nouvelles tâches, à s'adapter à un monde en évolution et à faire face à des situations nouvelles et imprévues dans le cadre conceptuel et structurel établi par la Charte. On pourrait citer de nombreux autres exemples en ce sens. D'un autre côté, comme il ressort jusqu'à présent de la discussion - notamment des tentatives faites pour changer le mandat de notre Comité - d'aucuns préconisent une "révision" de la Charte qui, loin de la renforcer, ne pourrait qu'affaiblir l'Organisation des Nations Unies.

De l'avis de ma délégation, ces deux tendances sont certainement incompatibles. Heureusement, la première de ces tendances, appuyée sans réserve par la grande majorité de l'opinion publique mondiale, reste la caractéristique prédominante des relations internationales actuelles.

A l'appui de la position de la Pologne à l'égard de la Charte des Nations Unies, je voudrais, à ce stade de nos délibérations, invoquer les arguments suivants à l'encontre d'une révision de la Charte.

La première considération est d'ordre historique.

Avec tout le respect que je dois aux éminents délégués qui se trouvent dans cette salle, je me permettrai de dire que nul d'entre nous ne saurait oublier ni faire oublier que notre Organisation a été créée au lendemain d'un conflit mondial qui avait fait 60 millions de morts. Le peuple polonais a perdu à lui seul plus de 6 millions de personnes, victimes innocentes d'actes criminels nazis, dont le

crime le plus atroce de génocide. Ce n'est pas seulement pour les 51 Membres fondateurs de l'Organisation des Nations Unies ou pour la génération de 1945 que la victoire a été payée si cher. Dans l'histoire et la pratique des relations internationales, la première phase de la Charte - "Nous, peuples des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances" - gardera éternellement sa valeur.

La deuxième considération est d'ordre politique.

La Charte des Nations Unies n'a pas été élaborée à seule fin de résoudre les problèmes résultant de la deuxième guerre mondiale. Elle a toujours eu pour objet d'établir pour l'avenir les principes d'un nouveau système de relations internationales, fondé sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le progrès de la liberté et de l'égalité et la réalisation d'une vaste coopération en vue de résoudre les problèmes économiques et sociaux internationaux. Elle ne s'est jamais limitée à un nombre restreint de Membres de l'Organisation des Nations Unies. Bien au contraire, dès le début, la Charte était conçue de façon à anticiper, à encourager et à mettre à profit l'accroissement du nombre des Membres de l'Organisation. En fait, c'est grâce aux dispositions de la Charte qu'à l'heure actuelle l'Organisation a une composition presque universelle.

Les deux tiers des Membres actuels de l'Organisation des Nations Unies ont accédé à l'indépendance après l'entrée en vigueur de la Charte, dans la plupart des cas par l'effet direct ou indirect des dispositions novatrices de la Charte, dont découle, pour ne mentionner qu'un exemple, la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

Il est vrai qu'en raison de nombreux changements révolutionnaires survenus dans le monde, de l'accroissement sans précédent du nombre des Membres de l'Organisation et de l'intensification du processus de détente internationale, l'Organisation des Nations Unies n'est plus, à l'heure actuelle, ce qu'elle était en 1945, mais cette évolution est due précisément à la justesse des fondements politiques de la Charte et elle est la réalisation même de ses principes et objectifs, dont le principe extrêmement important de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité.

Le rôle fondamental que joue la Charte des Nations Unies dans l'élaboration des règles d'amitié entre les nations n'a donc rien perdu de son actualité et il n'a certes pas déchu du fait de l'augmentation considérable du nombre des Membres de l'Organisation. Qui plus est, chaque nouvel Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies donne son appui total à toutes les dispositions de la Charte et s'engage à les respecter strictement. Il serait donc difficile de justifier que l'on entreprenne une révision de ses dispositions, d'autant plus qu'elles protègent efficacement les intérêts de tous les Etats du globe; les dispositions de la Charte ont été réaffirmées ainsi que développées, et de ce fait renforcées, par un grand nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux internationaux, ainsi que par d'autres instruments internationaux, qui témoignent amplement de la valeur durable de ces dispositions.



Compte tenu de ce qui précède, en tant que Membre originaire de l'Organisation des Nations Unies aux termes de l'Article 3 de la Charte, mais n'ayant toutefois pas eu la possibilité de participer à la Conférence des Nations Unies pour l'Organisation internationale à San Francisco, la Pologne partage et appuie les vues déjà exprimées par de nombreux représentants devant le Comité, selon lesquelles il n'y a pas lieu de donner suite aux suggestions tendant à une révision de la Charte.

La troisième considération est d'ordre juridique et pratique.

La Charte des Nations Unies est un instrument juridique qui forme un tout. Toutes ses dispositions, qu'elles soient ou non de fond, sont étroitement liées et interdépendantes. Dans une organisation qui compte près de 140 membres, toute proposition d'amendement, même mineur, déclenchera immédiatement - comme cela s'est d'ailleurs produit - toute une série de nouvelles propositions, qui saperont à la base les principes et les objectifs mêmes de l'Organisation. Car il ne faut pas croire que si l'on s'abstient de toucher au Chapitre I, il est possible de modifier la Charte sans y porter sérieusement atteinte.

En fait, toute tentative de révision de la Charte ne ferait que détourner l'Organisation des Nations Unies de sa tâche sur des questions internationales très urgentes. Engager des travaux en ce sens et présenter certaines propositions abstraites, au mépris des réalités de la situation internationale, ne peut que réduire la confiance et la compréhension mutuelles, ce qui gênera considérablement l'Organisation des Nations Unies dans le rôle qu'elle joue sur le plan du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, du désarmement, de la coopération et du développement économique et social.

Après tout, l'efficacité réelle de l'Organisation des Nations Unies ne repose pas sur le seul libellé des dispositions de la Charte. Elle dépend avant tout de la mesure dans laquelle les Etats Membres observent ces dispositions. De l'avis du Gouvernement polonais, le strict respect par tous les Etats des principes et objectifs de la Charte est le meilleur moyen de renforcer l'Organisation, d'accroître son rôle et d'en faire un instrument meilleur et plus efficace de coopération entre les Etats, indépendamment de leur dimension, de leur niveau de développement et de leur système politique, économique et social. Avec plus de bonne volonté et de compréhension, cet objectif peut être atteint dans le cadre actuel de la Charte. Toutes les dispositions de la Charte se prêtent fort bien à une coopération constructive et bénéfique entre les Etats dans tous les domaines.

Le coeur du problème n'est pas la nécessité de réviser la Charte. Ce qu'il faut c'est respecter fidèlement et inconditionnellement toutes ses dispositions. Sinon, comme le Secrétaire général l'a déclaré dans son Introduction au dernier rapport sur l'activité de l'Organisation "à mesure que l'Organisation des Nations Unies prend de l'âge en conservant d'année en année à son ordre du jour dans tous les domaines nombre de problèmes à long terme qu'elle n'a pas pu résoudre, les frustrations et les déceptions produisent inévitablement une tendance dangereuse et de plus en plus marquée à prendre des mesures draconiennes à court terme sans égard aux conséquences qu'elles peuvent avoir à longue échéance".

Il serait très dangereux, en effet, que les tendances qui se manifestent en faveur d'une révision de la Charte se transforment en des mesures de ce genre, lourdes de conséquences fâcheuses et de portée incalculable.

Nous proposons donc que, conformément au mandat que l'Assemblée générale lui a fixé, le Comité achève ses travaux par un rapport succinct sur ses délibérations et s'acquitte ainsi de la tâche qui lui incombe en vertu de la résolution 3349 (XXIX). Etant donné que la plupart des membres du Comité qui ont pris la parole dans le débat ont souligné l'importance des principes fondamentaux de la Charte et se sont accordés à penser que ce qui importe réellement c'est que ces principes soient fidèlement appliqués, c'est là la seule façon régulière de procéder si nous ne voulons aller à l'encontre ni des instructions de l'Assemblée ni de l'opinion de la majorité.

Le Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies a été chargé par la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale d'une tâche fort délicate et compliquée. Nous avons écouté avec intérêt les points de vue que les représentants de différents Etats ont présentés au Comité; nous avons étudié les documents dont nous sommes saisis, et nous sommes arrivés à la conclusion que tous les membres du Comité accordent la plus haute importance à leur tâche, car nous avons affaire au document fondamental de l'ONU, laquelle ne doit pas être considérée simplement comme une organisation internationale, mais comme un instrument international de coopération pacifique, mondiale et égalitaire, né des amères et sanglantes épreuves d'un monde en lutte contre les régimes réactionnaires et inhumains du fascisme et du militarisme, et qui a permis de trancher les liens de nombreux peuples victimes de l'oppression colonialiste et impérialiste.

Il importe donc au premier chef, pour ma délégation, que le Comité applique à la lettre le mandat dont l'a investi l'Assemblée générale et que, comme par le passé, toutes les décisions soient l'émanation d'un accord général. Nous croyons que seule une telle attitude garantira l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

Mon gouvernement a exposé son opinion dans le rapport du 26 juin 1975 (A/10113/Add.1). Permettez-moi de revenir sur un certain nombre de points.

Nous pensons, comme la très grande majorité des Etats Membres, que la Charte des Nations Unies a fait ses preuves au cours des 30 dernières années. Si des difficultés ou des problèmes ont surgi, la responsabilité n'en est pas imputable à la Charte, mais au manque de volonté politique de certains Membres de l'Organisation. Le seul véritable moyen d'accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies est donc d'appliquer strictement les dispositions de la Charte.

Nous estimons que toute modification de la Charte des Nations Unies risque d'éroder des principes éprouvés, d'engendrer de nouveaux conflits au sens le plus large et de créer de nouveaux obstacles à la coopération croissante entre les Etats.

Le droit international en vigueur se fonde sur la Charte des Nations Unies. Des traités bilatéraux et multilatéraux s'y réfèrent. Ainsi, la Charte est à la base d'un vaste système contractuel qui sert les intérêts de tous les Etats, petits et grands, ou dotés d'ordres sociaux différents. Aussi préconisons-nous que la Charte des Nations Unies soit maintenue dans sa présente forme et substance, ce qui est conforme au souhait de la majorité des Etats.

Le Gouvernement de la République démocratique allemande a déclaré dans son exposé sur la résolution 3349 (XXIX) :

"... que grâce au climat de détente internationale et à l'application des principes de coexistence pacifique, l'Organisation des Nations Unies peut plus facilement aider à surmonter les difficultés que posent les conflits internationaux et jouer un rôle plus important dans le règlement des problèmes internationaux, la consolidation de la paix et le développement de la coopération pacifique entre tous les peuples. Elle le fait sur la base de la stricte observation des principes de la Charte des Nations Unies, et cela prouve une fois de plus que, loin de diminuer, la viabilité de la Charte ne fait qu'augmenter.

...

De l'avis du Gouvernement de la République démocratique allemande, les principes inscrits dans la Charte sont des principes politiques et juridiques, dont le respect et l'application universels sont la condition préalable de la préservation d'une paix durable, du renforcement de la sécurité internationale et du développement de la coopération pacifique entre les peuples et les Etats sur la base de l'égalité des droits. Ces principes et leur respect sont à l'origine de l'évolution constructive qui a caractérisé les relations internationales depuis l'adoption de la Charte."

A cet égard, ma délégation signale que l'Acte final d'une conférence d'importance historique, l'une des plus récentes qui aient eu lieu sur le renforcement et le maintien de la paix en Europe, à savoir la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, a souligné la validité et l'actualité de la Charte des Nations Unies. Cet acte final, signé par les Etats participants, stipule qu'en cas de conflit entre les obligations des Etats Membres des Nations Unies découlant de la Charte et leurs obligations nées de tout autre traité ou accord international, ce sont les premières qui l'emportent.

Les principes fondamentaux de la Charte, comme l'égalité souveraine des Etats, la non-ingérence dans les affaires intérieures et le respect du droit des peuples à l'autodétermination, ont fait leurs preuves au cours des 30 années d'existence des Nations Unies et ils sont universellement admis. Nous voulons aussi souligner à nouveau que les règles régissant le fonctionnement des Nations Unies, fondées sur ces principes, ont résisté à l'épreuve du temps. A maintes reprises des voix se sont élevées parmi nous pour dire que la Charte devrait être adaptée aux réalités. Mais le principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité ne traduit-il pas la prise en considération de l'équilibre des forces dans le monde et des réalités existantes?

Le principe de l'unanimité s'est révélé un instrument efficace en faveur de la coexistence pacifique. Il peut, dans un climat de détente, promouvoir la collaboration, nécessaire à la sécurité internationale et au désarmement, entre les Membres permanents du Conseil de sécurité, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la France et la Chine, qui sont les Etats militairement les plus importants.

A ce sujet, il nous paraît très remarquable que le Secrétaire général, dans son introduction au rapport annuel de cette année, souligne que les Nations Unies et leur Charte ont fait leurs preuves au cours des 30 dernières années. Le rapport met en relief et apprécie à sa juste valeur le rôle du Conseil de sécurité, qui, conformément à la Charte, a la responsabilité principale du maintien de la paix. Ma délégation estime que les constatations bien fondées du Secrétaire général devraient être prises en considération.

Au cours des trente années d'existence de notre Organisation, de nombreux Etats ont été admis à l'ONU. La grande majorité de ces Etats ont acquis l'indépendance essentiellement dans le cadre des principes de la Charte et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, fondée sur la Charte. Ils participent tous aujourd'hui activement et directement à la rédaction, à l'adoption et à l'application de toutes les résolutions des Nations Unies.

A cet égard, une grande attention est accordée à l'aide fournie aux pays en développement pour édifier et développer leurs économies nationales et à l'établissement de relations économiques équitables entre tous les pays.

La partie de la Charte qui traite de ces questions offre un large éventail de possibilités pour sauvegarder les intérêts des pays en développement; à notre sens, elles sont loin d'avoir été épuisées.

La Charte contient bon nombre de possibilités et de dispositions inexploitées que l'on pourrait utiliser pour élargir et rendre plus efficace le système des Nations Unies. Il est impératif d'en tirer parti à fond.

Ma délégation estime qu'il n'y a aucun dogmatisme à prôner le maintien de la Charte des Nations Unies dans sa forme et substance actuelles. La répétition de phrases trop rabâchées concernant la prétendue mainmise des superpuissances sur l'ONU ne nous aide pas à remplir le mandat donné au Comité ad hoc.

Au nom de ma délégation, je réaffirme donc que pour le Gouvernement de la République démocratique allemande, le seul moyen d'accroître réellement l'efficacité des Nations Unies, dans l'esprit de ses buts et principes, est d'appliquer et de suivre rigoureusement les dispositions de la Charte, de contrer avec détermination toute violation ou inobservation de la Charte et d'éliminer sans tarder toutes les séquelles des infractions à la Charte.

/Original : anglais/

Il est possible qu'il existe un rapport entre la position d'un Etat au sujet de la révision de la Charte et le régime constitutionnel de cet Etat.

Mon pays n'a pas de constitution écrite. Les rapports entre les différentes institutions sont régis en partie par la loi et en partie par des arrangements politiques. La transformation des organes gouvernementaux s'opère par la même voie, et surtout par l'exercice d'une aptitude politique à discerner à tout moment ce qui est nécessaire et ce qui est possible, à déterminer si les changements doivent être apportés par des mesures formelles, ou par la voie de nouveaux arrangements politiques, et à établir enfin s'il est nécessaire de définir de façon formelle le type de rapports particulier et sans doute temporaire existant entre les institutions. Nous ne nous soucions pas non plus beaucoup d'identifier les dispositions devenues caduques ou en voie de le devenir et d'y mettre bon ordre; le fait même qu'elles tombent en désuétude y pourvoit.

Il y a évidemment des différences manifestes entre les constitutions des Etats et les actes constitutifs des organisations internationales. Mais, comme cela ressort des observations écrites que nous avons présentées sur cette question, notre expérience en matière constitutionnelle influe certainement sur la manière dont nous considérons la question de la révision de la Charte.

De toute évidence, la Charte n'est pas un document parfait. Personne, que je sache, n'en doute. Mais est-ce là la question? La question est de savoir si la Charte remplit son rôle et si le processus de révision ou de modification ne risque pas de porter atteinte à la structure et au dispositif prévus par la Charte. On a souvent répété que la Charte était le produit de la seconde guerre mondiale et qu'elle reflétait les préoccupations du monde d'il y a trente ans. Sommes-nous tant soit peu moins préoccupés aujourd'hui par les problèmes de la paix et de la sécurité internationales, le développement de relations amicales entre Etats et de la coopération internationale en vue de résoudre les problèmes internationaux d'ordre par exemple économique? Le cadre existe; les objectifs ont été définis et ils ne sont pas contestés. Personne ne propose d'amendement à l'Article premier. L'année 1945 ne doit pas évoquer pour nous une époque révolue mais des circonstances uniques d'où a jailli une volonté d'union sur une base précise : celle sur laquelle l'Organisation fonctionne depuis.

En réponse à l'invitation formulée par le Secrétaire général dans la résolution 2697 (XXV), mon gouvernement a fait connaître son opinion qui est qu'une révision générale de la Charte n'est pas dans l'intérêt de l'Organisation des Nations Unies, qu'il n'existe pas de terrain d'entente suffisamment large et que l'amorce du processus de révision risquerait de provoquer un affaiblissement plutôt qu'un renforcement de l'Organisation. Mon gouvernement s'est toutefois déclaré disposé à examiner tout amendement précis qui serait dûment motivé et bénéficierait d'un large appui auprès de tous les groupes de Membres de l'ONU.

Mon gouvernement a aussi présenté des observations écrites en réponse à l'invitation faite par le Secrétaire général en application de la résolution 3349 (XXIX). Il y a exposé la position du Royaume-Uni, qui est que la Charte continue à fournir un cadre rationnel et un dispositif efficace pour les activités de l'Organisation des Nations Unies et qu'il n'est pas nécessaire d'apporter des amendements à la Charte pour rendre l'Organisation plus apte à réaliser ses objectifs.

Quant aux amendements particuliers qui peuvent être proposés, nous suggérons un certain nombre de critères qui permettraient de tester leurs chances de succès dans la pratique. Ces critères sont, brièvement, d'une part l'existence d'un besoin précis de changement dans un domaine particulier qui nécessite obligatoirement une modification de la Charte, et d'autre part la quasi-certitude que la proposition disposera de l'appui exigé par l'Article 108.

Nous avons aussi fait observer qu'il était possible de prendre des mesures pour améliorer le fonctionnement des organes de l'ONU sans devoir pour cela modifier la Charte, et nous avons énuméré quelques-unes de ces mesures. Mon gouvernement est d'avis que c'est dans ce domaine que l'on a le plus de chances de parvenir à adopter une approche constructive.

Tel est le point de vue de mon gouvernement sur la question. J'en viens maintenant aux positions adoptées par les autres gouvernements sur les questions que ce comité a été chargé d'étudier. Il n'appartient pas au Comité de réviser la Charte ni même - malgré l'impression contraire que pourraient produire certaines déclarations - d'entamer le processus de révision. Les auteurs du projet qui devait devenir la résolution 3349 (XXIX) ont pris soin d'énoncer le mandat du Comité. Comme l'éminent représentant de la Sierra Leone le déclarait devant la Sixième Commission :

"Le projet de résolution est clair et le mandat du Comité ad hoc se limite à l'étude de l'éventualité d'une révision de la Charte, sans que soient précisées quelles parties de la Charte devraient faire l'objet d'un examen particulier. En d'autres termes, le projet de résolution ne traite que de questions de procédure, et observe une prudente réserve."

Examinons donc les observations que les gouvernements ont formulées par écrit ou oralement au sujet de la proposition préconisant la révision de la Charte. Les déclarations faites devant le Comité et les observations écrites des gouvernements qui ont répondu à la demande du Secrétaire général en 1972, 1974 et 1975, de même que les déclarations faites devant la Sixième Commission sur le projet qui devait devenir la résolution 3349 (XXIX) révèlent, cela va sans dire, des attitudes extrêmement variées. Nous avons eu de nombreuses occasions au cours des premières séances de nous remémorer ces déclarations et ces observations antérieures et d'apprécier ainsi les différences ou les nuances qui les séparent. On ne pourrait sans faire preuve d'injustice dire, d'aucun de ces commentaires, qu'ils révèlent une certaine indifférence à cette question; pourtant, certaines déclarations laissent apparaître un moindre intérêt pour la question de la révision de la Charte que pour d'autres problèmes, plus pressants, de l'Organisation. Et comme l'éminent représentant de l'Inde l'a fait observer hier, il y a moyen de réaliser des changements structurels et techniques sans modifier la Charte.

Le nombre de réponses écrites qu'a reçues le Secrétaire général semblerait indiquer que la communauté internationale en général, loin de vouloir entreprendre une action décisive, ne semble même pas apporter un intérêt particulier à la révision de la Charte. Au cours des débats qui se sont déroulés à la Sixième Commission, sur les diverses résolutions, on a pu remarquer que moins de 40 Etats avaient soumis des observations écrites. Un examen de ces observations montre que quelques Etats sont pour la révision, d'autres contre. Certains voudraient que l'on modifie telle ou telle disposition, d'autres, bien qu'ils soient favorables à la modification d'une disposition particulière, ne sont pas certains que la révision de la Charte soit nécessaire ou désirable. Je n'ai nul besoin de rappeler au Comité la différence fondamentale qui existe entre une approche pas à pas et une approche consistant à faire un pas à la fois.

Parmi les Etats qui ont présenté des observations écrites, ceux qui étaient résolument favorables à une révision de la Charte étaient moins nombreux que ceux qui y étaient tout à fait opposés ou qui (quel que soit leur point de vue sur des points précis) n'étaient pas certains que cette révision soit nécessaire ou désirable. Nous reconnaissons la force et la sincérité des opinions de ceux qui sont favorables à la révision. J'espère qu'eux aussi, reconnaîtront la force et la sincérité d'opinion de ceux qui y sont opposés ou pour qui la révision ne semble pas être le moyen d'apporter des changements.

On a dit à la Sixième Commission, qu'attirer l'attention sur le fait que 38 Etats seulement avaient répondu au questionnaire du Secrétaire général, c'était faire preuve "d'une attitude formaliste" et qu'il n'existait pratiquement aucun Etat Membre qui n'ait pas à un moment ou à un autre exprimé son opinion quant au fonctionnement de la Charte. C'est peut-être vrai; il n'empêche que dans la résolution par laquelle elle a créé le Comité, l'Assemblée générale a aussi invité les gouvernements à soumettre ou à mettre à jour leurs observations, de façon à ce que le Comité puisse les examiner.

On pouvait s'attendre que les pays qui s'intéressaient à la question, qui désiraient manifester leur intérêt, jugeraient opportun d'exprimer leur point de vue - surtout s'ils ne devaient pas siéger au Comité - d'autant que la composition probable du Comité a été connue suffisamment tôt pour que les pays non membres puissent soumettre leurs observations par écrit.

En l'occurrence, 20 nouvelles communications ont été reçues (11 provenant de membres du Comité, 9 d'Etats non membres du Comité) mais 5 seulement émanaient de gouvernements qui n'avaient pas fait connaître antérieurement leurs observations, dont 3 seulement de gouvernements non représentés au Comité. Ces 20 nouvelles communications se décomposaient de la même façon que les observations écrites reçues antérieurement. Celles qui traduisaient une attitude résolument favorable à la révision de la Charte étaient moins nombreuses que celles qui manifestaient une nette opposition à la révision ou qui doutaient de sa nécessité ou de son opportunité. Il y a donc seulement en tout 43 Membres de l'Organisation, moins d'un tiers, qui soient suffisamment intéressés par cette question pour soumettre des observations écrites.

Je regrette beaucoup de ne pas avoir pu entendre la déclaration que l'éminent représentant de la Colombie a faite voilà deux semaines devant le Comité. Je l'ai cependant étudiée attentivement et je crois comprendre que M. Caicedo a fait observer, avant d'exposer avec sérieux et modération les arguments en faveur de la révision, que le silence de nombreux pays ne devait pas être interprété comme un signe d'indifférence ou de neutralité en la matière.

Il est souvent difficile d'interpréter les paroles de quelqu'un - ou pour être plus précis, de déterminer le sens et le but d'une déclaration qui a été rédigée avec soin et exprimée avec prudence. Mais l'interprétation du silence présente encore plus de difficultés.

Vingt-deux des Etats représentés au Comité ont soumis des observations écrites. Nous connaissons leur position - encore avons-nous dû réviser l'idée que nous nous faisons de celle de l'un de ces Etats, après avoir entendu la déclaration prononcée par son représentant devant le Comité. Certains pays membres du Comité, dont les gouvernements n'avaient pas présenté d'observations écrites, ont rompu leur silence ici. A l'heure actuelle nous connaissons précisément la position d'une douzaine d'autres membres du Comité.



Après celle des membres du Comité, après celle des 21 Etats non membres qui ont soumis des observations écrites, examinons la position des 38 autres Etats dont les représentants ont fait des déclarations devant la Sixième Commission au sujet de la révision de la Charte.

De nombreux Etats se sont prononcés pour la mise en place du Comité. Mais ils ont voté pour la création d'un organe qui serait chargé d'envisager la possibilité de réviser la Charte, d'étudier les points de vue des gouvernements. Voter pour la création du Comité n'était pas automatiquement voter pour la révision de la Charte. Dans un certain nombre de cas, les représentants des Etats qui ont émis un vote favorable ont déclaré de façon explicite - dans des termes qui ne laissent place à aucun doute - qu'ils ne prenaient ce faisant aucun engagement quant à la révision de la Charte. L'analyse des déclarations faites par les représentants de ces 38 autres Etats ne fait donc nullement apparaître l'expression générale et irrésistible d'une réelle volonté de réviser la Charte, ou d'une conviction quant à la nécessité de cette révision.

Compte tenu de la diversité des opinions qui ont été formulées par écrit ou oralement sur le problème de la révision de la Charte et compte tenu aussi des conditions dont certains des Etats qui ont voté pour la création de ce comité ont assorti leur vote, je me permets de douter qu'il soit possible de tirer une conclusion quelconque du silence des autres; rien ne nous prouve, comme on l'a prétendu, qu'une majorité d'Etats est favorable à la révision générale de la Charte.

Ce qui est certain, c'est qu'il existe un fort courant en faveur de cette révision; qu'il existe aussi une forte opposition; qu'il y a enfin un groupe intermédiaire d'Etats qui, tout en s'intéressant à telle ou telle question particulière, sont opposés, ou ne sont pas favorables, à une révision générale de la Charte. Dans ces conditions, ma délégation ne voit pas que la nécessité et la possibilité d'une révision de la Charte soient établies.

La délégation rwandaise a eu l'occasion d'exprimer sa position sur la question relative à la révision de la Charte, que ce soit en Sixième Commission ou dans l'Assemblée générale.

Pour reprendre les termes clairs dans lesquels s'est exprimé au nom du Rwanda mon Ministre des affaires étrangères lorsqu'il s'est adressé à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la dernière session, je cite : "Nous avons le devoir chacun à la mesure de sa puissance et de sa responsabilité concrète de travailler à l'édification de la paix et de la sécurité internationale".

Faisant partie de ce corps sans cesse croissant qu'est l'Organisation des Nations Unies, mon pays est grandement intéressé par son évolution qu'il veut la plus harmonieuse possible et ne souhaiterait donc pas voir ce corps s'affaiblir à cause des situations incompatibles à ses principes fondamentaux, situations que ses Membres sont pourtant à même d'élucider.

Pour cela mon pays, qui a toujours réservé depuis son entrée à l'Organisation son soutien indéfectible aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, voudrait une fois de plus clarifier sa position qui, nous le souhaitons, contribuera à aider ce Comité à mieux s'acquitter de son mandat.

Le Rwanda se soucie d'affirmer et de faire reconnaître par tous les Membres de notre Organisation le droit du tiers monde à la participation effective dans l'élaboration et la prise de décisions importantes de notre Organisation.

Le tiers monde est en droit de se demander où en est l'Organisation dans l'observation des principes d'égalité souveraine des Etats et de leur respect mutuel.

L'expérience nous a suffisamment montré que le privilège d'user du droit de veto dont disposent quelques pays Membres a souvent conduit à des abus regrettables, notamment en tenant les pays de ce tiers monde à l'écart des grandes décisions, lors même qu'ils seraient les plus concernés.

Ma délégation voudrait rappeler à cet égard l'esprit de l'Article 2 de la Charte, notamment en ses paragraphes pertinents 1, 2 et 5.

Force est de constater qu'à quelques jours du trentième anniversaire de l'Organisation, l'usage du droit de veto a souvent relégué au dernier rang ou totalement ignoré les principes de notre communauté, repris ci-dessus.

Les échecs des Nations Unies contre le système politique sud-africain et la rébellion rhodésienne constituent un exemple incontestable de l'obstruction que l'usage de ce droit de veto a toujours opposé à la conduite morale et aux préoccupations humanitaires de notre Organisation.

De par ailleurs, si, dans une atmosphère d'épouvante encore glacée par la vision du spectre de la guerre fasciste, le sentiment d'insécurité a favorisé la concession du droit de veto en quelque sorte comme trophée de guerre, il est indéniable que la procédure de vote au Conseil de sécurité telle qu'elle apparaît dans la Charte ne tient pas compte des intérêts de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies ni du rôle que chacun est appelé à jouer pour le maintien de la paix.

Il ne faut pas perdre de vue que depuis 1945, une centaine d'Etats absents à San Francisco, pour des raisons de domination étrangère ou autres, sont venus élargir la communauté internationale animés d'une foi profonde dans les droits fondamentaux de l'homme, dans l'égalité des droits des nations, grandes ou petites.

Le Rwanda pense donc que l'adoption du statut juridique de notre Organisation est non seulement opportune mais encore nécessaire, les données d'après-guerre étant aujourd'hui dépassées.

En considérant la question de plus près, nous devons remarquer que le fait d'avoir cédé la tutelle de l'Organisation à quelques pays Membres au lendemain d'une guerre meurtrière et dévastatrice qu'ils venaient de gagner et dont la hantise n'avait pas encore disparu pouvait se justifier jusqu'à une certaine époque. Car, comme tout enfant qui doit être gardé et éduqué par ses parents ou quelqu'un d'autre jusqu'à l'âge de la maturité, l'Organisation avait à ses débuts peut-être elle aussi besoin de ce parrainage.

Toutefois, le caractère universel de l'Organisation, qui a permis à une centaine de pays non-fondateurs animés de sentiments pacifiques d'en devenir Membres, ne doit pas permettre à une telle situation de perdurer.

Ma délégation pense bien que l'Organisation des Nations Unies, qui a 30 ans d'existence, est assez mûre pour se passer de cette tutelle et se consolider sur des bases nouvelles qui répondent à la situation internationale du moment.

Nous n'insistons pas pour savoir pourquoi cette maturité ne lui a pas été reconnue plus tôt, à 18 ans par exemple, âge où tout enfant (dans mon pays du moins) acquiert le droit de s'émanciper et de s'acquitter de ses droits et devoirs civiques.

Mais nous savons qu'il y a certains enfants qui sont précoces et d'autres qui restent sous la tutelle de leurs parents même au-delà de 18 ans. Faut-il donc appliquer ce dernier cas à notre Organisation qui à 30 ans reste sous le parrainage de quelques Membres alors que les circonstances de ce parrainage ne sont plus les mêmes?

Ma délégation reste fermement convaincue de la nécessité de corriger une telle situation qui ne favorise guère les pays du tiers monde. Cette situation qui continue à marquer et à caractériser l'Organisation des Nations Unies est à changer de façon à permettre à ces pays du nouveau monde de faire valoir leur point de vue au même titre que les pays du vieux monde sans être pour autant contraints à la censure qu'ils ont connue jusqu'à présent.

On nous a toujours enseigné que le droit doit être souple et ma délégation pense que la Charte des Nations Unies, principale source du droit international, dont les buts et principes restent le point de mire de la vie internationale, ne devrait pas faire exception à cette règle.

Alors, si la Charte n'était pas rigide, si elle était souple, pourquoi aurions-nous des difficultés à la modifier? Que faut-il faire pour y arriver? Procéder à des pétitions? Qui ferait ces pétitions et auprès de qui?

Ces questions sont simples en soi, mais si simples soient-elles, elles résument pourtant tout le travail de notre Comité et plus tard celui de l'Assemblée générale qui devra se prononcer en définitive sur nos recommandations.

Pour quiconque voudra répondre objectivement à ces questions, il trouvera que la situation actuelle de notre Organisation n'est pas aussi normale que certains nous le laissent entendre.

Et nous exprimons l'espoir que la force des choses et le cours de l'histoire mêlé à la volonté responsable des Etats Membres nous conduira vers une solution juste et acceptable pour tous sans que la force ait à primer le droit, mauvaise habitude déjà en plein essor dans ce dernier quart du XXe siècle.

C'est dans le sens de construire un monde plus pacifique et plus réaliste que le Rwanda entend la révision de la Charte de l'Organisation des Nations Unies.

En tant que coauteur du projet de résolution A/C.6/L.1002, présenté oralement par la délégation philippine à la Sixième Commission de l'Assemblée générale, à la vingt-neuvième session, ma délégation a fait une déclaration en faveur de la révision de la Charte. Des extraits de cette déclaration sont reproduits dans la deuxième partie du document A/AC.175/L.1, aux pages 137 et 138.

Auparavant, le Gouvernement de la Sierra Leone avait indiqué très clairement sa position sur la question par l'intermédiaire du Ministre des affaires étrangères, qui, à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale, s'était exprimé dans les termes suivants :

"La Sierra Leone s'engage à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider l'Organisation des Nations Unies à réaliser pleinement ses objectifs. C'est pourquoi elle est convaincue qu'il est inacceptable qu'un pays puisse, en exerçant de façon arbitraire ou non un droit de veto, s'opposer aux vœux et souvent à l'opinion générale du reste de la communauté internationale. Elle estime également que le moment est venu de reconsidérer l'ensemble de la question des membres permanents du Conseil de sécurité."

C'est dans cet esprit que ma délégation a décidé de formuler des propositions concrètes au sujet de la composition du Conseil de sécurité et du vote au sein de cet organe.

Certains membres du Comité ad hoc se sont catégoriquement prononcés contre toute révision de la Charte. Une position aussi absolue est à mon avis rétrograde et témoigne d'un manque d'initiative et d'un défaut de la capacité d'adaptation aux situations et aux circonstances nouvelles. D'autres membres considèrent que toute tentative de révision de la Charte portera atteinte à son universalité. Or, c'est précisément dans l'intérêt de l'universalité de la Charte qu'une révision est nécessaire. Un autre membre du Comité a dit que le principal argument de ceux qui sont favorables à une révision de la Charte est que la Charte a 25 ans. Il est bien évident qu'aucune délégation ne demande une révision de la Charte parce que la Charte a 25 ans. Notre position est que la composition actuelle de l'Organisation des Nations Unies et les changements politiques et internationaux qui se sont produits depuis la rédaction de la Charte exigent que l'on réexamine sérieusement cet instrument en vue d'apporter à certains de ses articles les modifications voulues.

Certaines délégations qui ne sont pas absolument opposées à une révision de la Charte mettent vivement en garde les Etats membres contre les amendements qui risqueraient de saper les bases de l'Organisation des Nations Unies. Aucun Etat membre, j'en suis certain, ne se montrera extrémiste ou irresponsable au point de proposer des amendements qui pourraient ébranler notre organisation dans ses assises. Des discussions et des échanges de vues francs sur les amendements proposés ne sauraient nuire et ne peuvent même qu'être utiles à long terme.

Certaines délégations sont soucieuses de maintenir intacts, dans les relations internationales, ce qu'elles appellent les deux systèmes sociaux existants - le système socialiste et le système capitaliste. Ces délégations

n'ont rien à craindre. Les pays en développement n'ont aucune intention de perturber ces systèmes. Ce que nous voulons avant tout c'est une représentation géographique équitable dans les organes clefs de l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais maintenant faire des propositions concrètes, comme je l'ai indiqué précédemment. A l'époque de la rédaction de la Charte des Nations Unies, la situation politique et internationale était complètement différente de ce qu'elle est maintenant. La composition même de l'Organisation était différente. Il peut y avoir eu des raisons valables de décider que le Conseil de sécurité comprendrait cinq membres permanents, qui disposeraient d'un droit de veto. Ces cinq membres permanents étaient tous considérés à l'époque comme des puissances mondiales ou de grandes puissances coloniales. La situation est-elle la même aujourd'hui? Il est certainement justifié d'accorder aujourd'hui les mêmes privilèges à deux de ces puissances, les superpuissances. Mais les trois autres membres permanents sont-ils encore assez puissants pour conserver leur droit de veto au Conseil de sécurité? Ou bien si l'opinion générale veut que ces membres demeurent des membres "permanents", ne devrions-nous pas envisager d'accorder le droit de veto au Conseil de sécurité sur une base géographique? Ne serait-il pas normal que les deux superpuissances continuent à jouir du droit de veto et que l'Afrique et l'Amérique latine aient chacune un droit de veto au Conseil de sécurité? Les Asiatiques, représentés par la Chine, devraient également conserver le droit de veto qu'ils ont déjà.

Les Etats africains et les Etats latino-américains membres du Conseil de sécurité décideraient qui d'entre eux disposerait du droit de veto à tel ou tel moment. Si cette formule était adoptée, les Etats-Unis prendraient naturellement en charge les intérêts des pays d'Europe occidentale qui sont leurs partenaires dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et de la même façon l'Union soviétique prendrait en charge les intérêts des pays d'Europe orientale.

La délégation de la Sierra Leone est convaincue que ce remaniement, non seulement assurerait l'équilibre du pouvoir entre les deux superpuissances, mais contribuerait également au maintien de la paix et de la sécurité internationales dans le monde et à la coopération pacifique entre tous les peuples du monde.

Afin de mettre la Charte à jour, il faudrait en supprimer certaines dispositions anachroniques. Ainsi, il faudrait supprimer la référence à "tout Etat ennemi", à l'Article 53. Nous n'avons plus d'Etats ennemis. On parle beaucoup au contraire de nos jours de la "détente", terme dont la signification n'est peut-être claire que pour les deux superpuissances. De même, il faudrait supprimer l'Article 107 qui a trait à une situation particulière qui n'existe plus.

Il faudrait restructurer le Conseil de tutelle. La délégation de la Sierra Leone souscrit à la proposition de l'Italie, qui figure à la page 86 du document A/AC.175/L.2 (première partie), visant à modifier l'article qui a trait à la structure et aux fonctions du Conseil de tutelle. Il faudrait donner au Conseil une nouvelle structure compatible avec les progrès de la décolonisation et l'élimination des régimes racistes minoritaires d'Afrique centrale et australe.

La Cour internationale de Justice semble incapable de s'acquitter efficacement de ses fonctions. Pour quelque raison que ce soit, elle ne semble pas jouir de la pleine confiance des Etats membres. Si l'on veut que la Cour joue un rôle important dans la communauté internationale, il faut que les Etats membres lui fassent davantage confiance. Or, il est probable que si on lui accordait plus de pouvoirs pour régler les questions juridiques complexes qui se posent à l'Organisation, la Cour aurait davantage de prestige.

Ceux d'entre nous qui ont présenté le projet de résolution A/C.6/L.1002 à la Sixième Commission l'année dernière, projet qui a finalement abouti à la création du Comité ad hoc, ont pleinement conscience du fait que les délégations qui sont opposées à toute révision de la Charte ont décidé de se taire jusqu'à ce que nous ayons fait connaître nos vues. C'est là probablement une des raisons pour lesquelles aucune déclaration n'a été faite la semaine dernière. Aussi, ma délégation a-t-elle décidé de présenter ses propositions dès maintenant pour engager la discussion. Cette initiative prise, j'espère que les autres délégations ne tarderont pas à prendre également la parole.

La République socialiste tchécoslovaque n'appartient pas aux défenseurs d'une révision de la Charte des Nations Unies. La position de mon gouvernement en ce qui concerne cette question est bien connue et elle reste inchangée. Elle est exprimée d'une façon détaillée dans les documents préparés par le Secrétariat pour les délibérations de notre Comité de même que dans les documents précédents, y compris les comptes rendus des récentes sessions de l'Assemblée générale.

Nous sommes fermement persuadés, et les discussions menées au sein de notre Comité semblent l'indiquer toujours plus clairement, que la vraie voie pour assurer une plus grande efficacité de l'activité de l'Organisation des Nations Unies, c'est la voie du respect et de la réalisation conséquente des principes et des dispositions de la Charte par tous les Etats Membres.

Le Gouvernement tchécoslovaque, de même que certains autres gouvernements, éprouve des préoccupations sérieuses devant le danger que pourrait signifier pour l'Organisation le commencement du processus de la révision de la Charte et particulièrement du système équilibré et bien prouvé dans le passé de la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales qui repose sur la Charte.

Dans la trentième année de l'existence de notre Organisation nous pouvons évaluer certainement avec objectivité le rôle que les Nations Unies ont joué au cours de ces 30 années et constater avec contentement que, grâce aux efforts déployés par l'Organisation, on a réussi à sauvegarder la paix et à prévenir une nouvelle guerre mondiale. Pendant cette période l'Organisation a obtenu de grands succès dans la réalisation des objectifs contenus dans la Charte. Peu osent nier la justesse et l'actualité de ces objectifs au temps présent et même pour le futur.

Le fait que de nouveaux Etats, qui se sont libérés du colonialisme et dont le nombre est plus grand que celui des Etats originaux de l'Organisation, prennent part à l'activité de l'Organisation des Nations Unies constitue un des plus grands succès obtenus. Ces Etats ont adhéré successivement et sans réserve à la Charte en tant qu'instrument qui a contribué considérablement à leur libération, et de nouveaux Etats qui ont accédé à l'indépendance il n'y a pas longtemps sont prêts à se joindre à la Charte.

C'est un fait incontestable qu'au cours de l'histoire des 30 ans de l'Organisation la Charte a joué un rôle positif, a prouvé sa vitalité ainsi que ses grandes possibilités pour l'élargissement et l'approfondissement de la coopération entre les Etats ayant des systèmes sociaux différents.

La Charte a créé les conditions pour que cette coopération puisse se développer dans la paix et conformément aux principes du droit international généralement reconnus. La Charte est devenue et reste toujours une base solide pour le développement progressif du droit international. Il existe une liaison très étroite entre la Charte et les instruments internationaux élaborés sur sa base, tels que par exemple les déclarations et les conventions de l'Organisation des Nations Unies concernant la lutte contre le colonialisme, le racisme, l'apartheid, concernant



les relations amicales entre les peuples, la défense des droits de l'homme et beaucoup d'autres instruments juridiques d'une grande portée. Il s'agit là d'un tout inséparable. Les tendances d'accéder à la révision de la Charte touchent nécessairement l'ensemble de ce système du maintien de la paix et de la coopération internationale.

Les chefs des Etats qui se sont réunis récemment à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ont confirmé les obligations de leurs Etats découlant de la Charte des Nations Unies et ont déclaré que celles-ci prévalent sur les obligations découlant des autres traités internationaux, ce que ma délégation considère comme un fait très significatif même pour le travail de notre Comité, de même que l'évaluation positive du rôle des Nations Unies et de sa Charte qui est contenue dans l'introduction au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.

Mon gouvernement est persuadé que la Charte telle qu'elle est offre aux Etats grands et petits de larges possibilités pour l'élargissement et l'approfondissement d'une coopération réelle et que ces possibilités ne sont pas toujours exploitées. Par exemple, la réalisation de certaines résolutions adoptées dans le domaine du désarmement pourrait contribuer d'une façon extraordinaire à la solution des problèmes économiques et sociaux brûlants que nous affrontons.

C'est notre opinion que l'attention de tous les Etats Membres de l'Organisation devrait être concentrée - plutôt que sur la révision de la Charte - sur la solution des problèmes réels et pressants dans les domaines du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, du désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, de la liquidation totale du colonialisme et du racisme, de la création d'un ordre économique international équitable, de la solution des problèmes sociaux et autres, conformément aux principes et à l'esprit de la Charte.

Le processus d'une révision de la Charte ne pourrait que nuire aux intérêts réels et justifiés de l'humanité et à l'Organisation également. La voie à suivre vers le renforcement de la coopération internationale, c'est la voie de l'accomplissement conséquent des obligations qui découlent de la Charte par tous les Etats et l'utilisation complète des possibilités offertes par la Charte pour la réalisation de ses objectifs.

La lenteur que notre Comité enregistre dans la marche de ses travaux témoigne de l'importance de la question dont notre Comité est saisi et de la conscience que nous avons tous de la nécessité de procéder à une réflexion profonde afin que les suggestions que nous serons amenés à émettre puissent correspondre aux besoins réels de l'Organisation des Nations Unies, compte tenu de l'évolution de la situation internationale depuis 1945, et refléter les préoccupations de ses Membres à la lumière des résultats obtenus après 30 ans d'activités.

En fait de quoi s'agit-il? Depuis quelques années des opinions sont apparues au sujet de l'opportunité de conférer à l'Organisation des Nations Unies une plus grande efficacité dans l'accomplissement de sa tâche dans ses volets politique, économique, social et culturel. L'Organisation et les institutions internationales qui en dépendent couvrent actuellement un champ d'action si vaste qu'il n'existe pratiquement pas un seul Etat ni un seul secteur de l'activité humaine où l'action des Nations Unies ne soit intervenue.

Aucune comparaison n'est plus possible entre la vocation de l'Organisation de veiller à la paix et à la sécurité internationales telle que cette vocation était conçue dans les années les plus dures de la seconde guerre mondiale et sa vocation actuelle.

Aussi ma délégation estime-t-elle qu'il est devenu nécessaire de procéder à une évaluation objective, sincère et constructive des résultats auxquels l'Organisation est parvenue au bout de 30 ans, période au cours de laquelle tant de modifications ont transformé le monde.

Il serait superflu d'énumérer toutes ces modifications, mais certaines d'entre elles ont été si fondamentales qu'il serait difficile de ne pas citer l'exemple de l'émergence de 90 nations de la nuit du colonialisme, l'injection dans l'éthique de la pensée politique mondiale d'idées et de principes introduisant des règles morales nouvelles dans les rapports politiques entre nations, la progression démographique sans précédent exigeant la mise en place de structures nouvelles assurant l'équité indispensable et la fluidité nécessaire dans les rapports entre nations dans le domaine économique, scientifique et technique.

Si l'Organisation des Nations Unies a accompli une tâche considérable et obtenu des résultats remarquables dans certains domaines, il apparaît à l'évidence qu'elle n'a pas réalisé son objectif premier qui est le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

L'une des raisons de cet échec réside aux yeux de la délégation tunisienne d'une part dans la définition donnée par la Charte à la notion de paix, notion dont le contenu valable il y a 30 ans est devenu aujourd'hui manifestement insuffisant, d'autre part dans la mise en place du mécanisme destiné au maintien de cette paix.

En ce qui concerne la notion de paix telle qu'elle apparaît dans la Charte, elle a été définie au travers d'un processus qui a entamé sa maturation dans les années les plus sombres de la seconde guerre mondiale et a abouti finalement à la Déclaration de San Francisco.

Secoués par les traumatismes d'une guerre qui n'a épargné aucun continent et qui a semé la mort et la désolation dans tant de parties du monde, les promoteurs de la Charte n'avaient légitimement d'autres ambitions que d'éviter à l'humanité le renouvellement de tant de souffrances. La paix des armes étaient si ardemment recherchée par tous les peuples du monde que la volonté s'est dégagée parmi les supergrandes puissances d'éliminer tout risque de conflit militaire entre eux conflit qui, par le jeu des alliances et par l'usage de moyens de destructions nouveaux, aurait inévitablement dégénéré en une nouvelle conflagration généralisée combien meurtrière et dévastatrice.

Aussi le concept de paix tel qu'il était admis à l'époque ne couvrait que la notion de paix strictement militaire et entre les supergrands, et c'est précisément en raison de ce sens restrictif que la Charte a le plus déçu les espoirs de la communauté internationale en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La notion de paix telle que nous la ressentons aujourd'hui est inséparable de la notion d'universalité, c'est à une paix profonde et universelle et non seulement entre superpuissances que nous aspirons, une paix plus vaste, une paix des esprits, une paix des coeurs; non une paix nucléaire, mais une paix qui organise les rapports entre les hommes, qui harmonise l'action des peuples, qui suscite l'élan et la solidarité, qui propose des solutions aux problèmes de tous les jours de la communauté internationale. Une paix qui englobe des concepts tels que la coexistence pacifique, la coopération économique, le droit des peuples de disposer librement de leurs ressources naturelles, l'engagement solidaire et organisé dans la lutte contre le sous-développement en tant que facteur d'instabilité et menace latente à la paix, la légitimité de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, la non-occupation de territoires d'autres pays par la force, le droit des peuples de recouvrer leurs territoires spoliés, etc.

De l'avis de ma délégation, la notion de paix telle qu'elle est perçue tout au long des dispositions de la Charte gagnerait à être complétée, enrichie et renforcée par l'incorporation des principes que je viens de mentionner, car la paix physique, pour importante et vitale qu'elle soit, est insuffisante si le droit et la dignité des peuples continuent d'être impunément bafoués, comme c'est malheureusement le cas en Palestine, en Namibie, en Afrique du Sud, en Rhodésie et ailleurs et si l'avenir économique des nations continue d'être incertain.

Telle est l'analyse de ma délégation au sujet de l'insuffisance de la notion de paix telle qu'elle figure dans la Charte et en tant que l'une des deux raisons ayant motivé les échecs répétés de l'Organisation des Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

La deuxième raison principale de ces échecs réside, de l'avis de la délégation tunisienne dans les imperfections du mécanisme mis en place en vue du maintien de la paix.

En effet si l'on se replaçait mentalement dans le contexte de guerre de l'époque où la Charte a été élaborée, l'on comprendrait dès lors aisément que la notion de paix universelle ait été liée à l'alliance des quatre ou cinq puissances qui, avec l'aide de quelques autres, ont supporté le poids de la défense du droit de l'humanité à la survie, de même que l'on admettrait aussi aisément que dans ce contexte on ait investi ces quatre ou cinq puissances d'une sorte de mission sacrée

qui ne pouvait s'accomplir sans leur concours unanime et concerté. D'où ce postulat qui apparaît nettement dans la Charte et qui classe du ressort exclusif des cinq principaux alliés de la seconde guerre mondiale toute question se rapportant au maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Accepté, admis et voulu parce qu'inscrit dans la logique d'une génération profondément traumatisée, cette exclusivité, ce droit, cette prérogative, ce lourd privilège, quel que soit le nom qu'on lui donne, a rapidement fait apparaître, particulièrement au Conseil de sécurité, son caractère combien exorbitant en même temps que l'étendue de ses insuffisances, en raison du système de la nécessaire unanimité qui régit le fonctionnement du Conseil et de l'inévitable droit de veto qu'il implique.

Il semble que dans la joie légitime de la victoire, les cinq grands, transcendant les divergences qui les séparaient sur le plan des idéologies, n'ont voulu prendre en considération que ce qu'ils avaient en commun, c'est-à-dire leur volonté d'éviter à l'humanité le renouvellement de tant de souffrances.

Tout s'est passé comme s'ils n'avaient pas prévu qu'avec la paix retrouvée leurs divergences allaient vite surgir, et s'exprimer dans l'atmosphère tendue de la guerre froide, par l'usage du droit de veto, bloquant ainsi toutes les initiatives, toutes les actions importantes du Conseil de sécurité.

Comme l'a déclaré le Ministre des affaires étrangères de la Tunisie, "bien qu'il y ait quelque gêne pour l'esprit contemporain à admettre qu'il y ait des pays majeurs et des pays mineurs, nous ne proposons pas expressément la suppression du droit de veto, mais il conviendrait de réfléchir sur le nombre de pays qui devraient l'exercer à l'avenir et surtout sur la manière de modérer cet exercice afin que l'usage de ce droit réponde mieux aux objectifs de l'Organisation".

A ces réflexions sur la définition de la notion de paix et sur le mécanisme destiné à assurer le maintien, ma délégation souhaiterait qu'un processus de réflexion s'engage en ce qui concerne les fonctions et les pouvoirs des organes politiques des Nations Unies.

De l'avis de ma délégation, l'Assemblée générale mériterait d'être investie, en tant qu'organe plénier où tous les Etats sont représentés, de fonctions plus importantes.

En effet, avec un effectif de 138 Etats Membres nous nous trouvons en présence d'une Assemblée générale quasi universelle, représentation vigoureuse et novatrice, démocratique et égalitaire, mais dont les décisions ne sont pas obligatoires. D'autre part nous nous trouvons en face d'un Conseil de sécurité souvent dominé par ses contradictions internes, dépassé dans sa constitution et figé dans des attitudes négatives dont les derniers exemples sont illustrés par ses récents verdicts dans les questions d'Afrique du Sud et de Namibie.

L'Assemblée générale, pour sa part, grâce à son enrichissement d'année en année par l'adhésion de nouveaux membres, a pu au fil des jours et des événements non seulement introduire des idées nouvelles mais aussi entraîner dans sa dynamique un Conseil de sécurité conservateur et décevant.

Que d'exemples, de cette action motrice et dynamique, pionnière et novatrice! Je n'en citerai que ses sessions extraordinaires, convoquées à l'occasion de situations graves que le Conseil de sécurité, dont c'était pourtant la responsabilité

première, avait été incapable de trancher et grâce auxquelles des tensions ont pu être calmées et des aggravations de la situation évitées.

C'est grâce à l'Assemblée générale que le concept du droit des peuples à la décolonisation a finalement été admis comme principe fondamental, concept que le Conseil de sécurité se refusait même à examiner durant les premières années en se retranchant derrière les Articles 2 et 7 de la Charte et en considérant que les problèmes coloniaux relevaient de la politique intérieure des pays colonisateurs, de même que c'est grâce à l'Assemblée générale que le Conseil de sécurité a admis que la perpétuation de l'occupation coloniale constitue une atteinte à la Déclaration universelle des droits de l'homme et une menace à la paix internationale.

C'est grâce à elle que le Conseil de sécurité a adopté la conception selon laquelle le maintien de la paix est inséparable d'une coopération harmonieuse entre les peuples et c'est grâce à l'Assemblée générale que les institutions spécialisées des Nations Unies jouent aujourd'hui ce rôle considérable auquel nous rendons encore une fois hommage.

Aussi ma délégation estime-t-elle que pour principale et primordiale qu'elle soit, la compétence du Conseil de sécurité sur les problèmes de la paix et de la sécurité ne saurait plus être exclusive d'une compétence au moins complémentaire de l'Assemblée générale en la matière.

Le vœu de ma délégation est que nous fassions tous en sorte que les deux organes politiques principaux de notre Organisation cessent de coexister d'une manière parallèle, imperméable à tout contact mutuel, qu'ils cessent de se considérer en termes d'affrontement et que nous recherchions, par le moyen d'une consultation patiente, la meilleure solution permettant à ces deux organes d'établir une collaboration harmonieuse et de marcher vers une même direction, en empruntant la même voie et en adoptant le même rythme.

Le président Habib Bourguiba, président de la République tunisienne, qui est l'un des hommes d'Etat qui ont la foi la plus profonde dans le rôle irremplaçable de l'Organisation des Nations Unies et qui soutiennent toute initiative de nature à en renforcer l'action et le rayonnement, a analysé brièvement les problèmes qui se posent aux Nations Unies dans son message à l'occasion du 25ème anniversaire de l'Organisation et dans lequel il ajoute, je cite :

"Le plus important et le plus immédiat de ces problèmes consiste à rétablir l'autorité et le prestige de notre Organisation en reconnaissant pleinement les responsabilités que lui confère la Charte et en lui donnant les moyens de les assumer. Il est certain que le monde a beaucoup changé depuis 25 ans; l'Organisation aussi. D'où la nécessité de trouver les adaptations qui tiennent compte de ces changements et en particulier des forces nouvelles de paix et de progrès libérées par la décolonisation."

Telles sont les quelques réflexions que ma délégation soumet, à ce stade de nos discussions à l'attention des membres de notre Comité, dans l'espoir qu'elles donneront lieu à un examen aussi objectif et serein que celui que ma délégation consacre aux propositions qui nous ont été soumises où qui le seront prochainement.

C'est dans cet esprit constructif, et d'analyse positive et sincère ne visant que le renforcement du rôle et du rayonnement de notre Organisation que ma délégation situe sa participation aux travaux de ce comité, persuadée qu'elle est que cet effort de réflexion commun nous permettra de dégager les inévitables points de faiblesse de l'Organisation et de rechercher et d'imaginer ensemble les solutions les plus appropriées aux problèmes que rencontre la plus impressionnante machine de paix et de coopération que l'humanité ait jamais créée.

La position du Gouvernement turc sur la question de la nécessité d'une révision de la Charte des Nations Unies a déjà été exposée. Je serai donc bref et je me bornerai à la rappeler dans ses grandes lignes.

Comme nous le savons tous, la Charte des Nations Unies a été adoptée dans des circonstances extraordinaires et dans le climat de compréhension qui a existé pendant et après la seconde guerre mondiale. De l'avis de ma délégation, la communauté internationale est unanime à reconnaître que les objectifs et les principes de la Charte répondent à ses convictions profondes et que c'est grâce à ce consensus que, depuis l'adoption de la Charte, une coopération internationale a pu s'établir dans divers domaines.

De nombreux Etats parmi ceux qui ont participé à la Conférence de San Francisco ont adopté la Charte des Nations Unies dans l'espoir d'une révision ultérieure. Le paragraphe 3 de l'Article 109 de la Charte a été adopté, à titre de compromis, pour donner satisfaction aux pays qui étaient opposés à certaines des dispositions de la Charte et qui souhaitaient qu'une conférence de révision de la Charte soit convoquée dans un certain délai. La possibilité de réunir une conférence pour procéder à une "révision générale" de la Charte a été prévue, non seulement par les dispositions de l'Article 109, mais également par la résolution 992 (X) de l'Assemblée générale du 21 novembre 1955, aux termes de laquelle une révision est souhaitable et un comité doit être constitué qui examinera la question de la date et du lieu de réunion de la Conférence. En vertu de cette même résolution, la révision devra avoir lieu à un moment où la situation internationale sera favorable. Bien que 20 années se soient écoulées depuis l'adoption de cette résolution, il n'a pas été possible de réunir la conférence envisagée. En fait, loin de les renforcer, la réunion d'une conférence de révision de la Charte risque de réduire l'efficacité et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Comme l'ont déclaré de nombreux représentants, l'efficacité et la vitalité de la Charte ne dépendent pas tant de sa révision que de la volonté politique commune des Etats Membres d'assumer les obligations et les responsabilités qu'impose la Charte et de respecter l'esprit et la lettre de ses dispositions. De plus, prenant en considération l'équilibre délicat que la Charte est parvenue à réaliser et les débats qui ont eu lieu à la Sixième Commission et à l'Assemblée générale, le Gouvernement turc doute que le climat international soit plus favorable aujourd'hui qu'en 1955 à une révision générale. Avant d'entreprendre un travail de révision de cette ampleur, les Etats Membres doivent être assurés que le climat international est propice au succès de leur initiative.

Puisqu'il est difficile d'entreprendre aujourd'hui une révision générale, le Gouvernement turc considère que, dans une optique constructive et selon un point de vue fonctionnel, des réformes partielles pourraient être réalisées dans le cadre actuel de la Charte.

En réalité, au cours de ses 30 années d'existence, la Charte a fait preuve d'une vitalité et d'une faculté d'adaptation remarquables en suivant de près l'évolution de la communauté internationale et en répondant de façon générale à ses besoins.

La question de la révision de la Charte des Nations Unies, qui est la constitution de la communauté internationale au même titre que toute autre constitution, pose, en revanche, un problème politique et juridique très important et extrêmement complexe et délicat. Tout en comprenant le sens profond des aspirations des pays favorables à une révision de la Charte, le Gouvernement turc, tenant compte des débats de l'Assemblée générale et des dispositions de la Charte concernant ses modes de révision, considère qu'il n'est pas possible d'entreprendre une révision complète dans les circonstances internationales actuelles. La Turquie est, cependant, prête à examiner toute proposition concrète de changement qui serait susceptible d'améliorer l'efficacité et l'autorité de l'Organisation.

La seule façon de parvenir à une décision judicieuse sur la question de savoir s'il est nécessaire de réviser la Charte est d'étudier attentivement et de façon approfondie tous les documents pertinents, d'analyser les réponses des Etats Membres afin de déterminer leurs positions politiques et d'évaluer les résultats avec soin et réalisme en ayant présentes à l'esprit les dispositions de la Charte relatives à sa révision.

Avant de conclure, j'aimerais répondre brièvement à une remarque faite devant le Comité ad hoc par le représentant de Chypre, qui a profité de l'occasion pour citer la résolution de l'Assemblée générale concernant Chypre parmi celles qui, à son avis, n'avaient pas été appliquées. Je ne crois pas que le Comité soit l'organe où discuter de cette question; mais je voudrais souligner que la résolution en question doit être considérée comme un tout et que son application repose sur la solution politique du problème, dont la base même est le principe de l'égalité des deux communautés vivant à Chypre. Si les Chypriotes grecs avaient respecté ce principe, nous serions alors allés plus loin dans l'application de la résolution.



La délégation de l'URSS a exposé à maintes reprises, à l'Organisation des Nations Unies, la position de principe de l'Union soviétique sur la question de l'inadmissibilité d'une révision de la Charte des Nations Unies. La question de la Charte examinée par le Comité ad hoc est liée à tel point à l'idée même de l'existence de l'Organisation des Nations Unies et revêt une telle importance que la délégation soviétique juge nécessaire d'appeler à nouveau l'attention des membres du Comité sur la lettre que le Gouvernement de l'URSS a adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au sujet de la Charte (A/10102) et de déclarer à nouveau officiellement que la position de l'URSS en la matière demeure inchangée.

L'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale unique pour la coopération d'Etats à régimes sociaux différents, appelée à contribuer au règlement de nombreux problèmes internationaux très importants d'ordre politique, économique, culturel, social et autre, mais elle est avant tout appelée à contribuer au règlement d'une question fondamentale, qui préoccupe tous les peuples du monde, celle du maintien et du renforcement de la paix et de la sécurité internationales.

L'Organisation des Nations Unies est issue de la grande victoire sur le fascisme et le militarisme, après des épreuves extrêmement cruelles vécues par le peuple soviétique, qui a perdu 20 millions des siens. Tous les peuples des pays de la coalition antihitlérienne, qui par la suite sont devenus les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, ont contribué à cette victoire mondiale. Voilà pourquoi nous attachons tant de prix à cette Organisation, à sa Charte et à son but principal, qui est de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Les Etats fondateurs de l'Organisation des Nations Unies, en élaborant sa Charte, se sont fixé un objectif principal hautement humanitaire : empêcher que la tragédie d'une guerre mondiale ne se répète. La Charte reflète les nouvelles réalités objectives du développement des relations internationales. Elle repose sur les principes démocratiques équitables de l'égalité souveraine des Etats, de la liberté et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la coexistence pacifique des Etats dotés de régimes sociaux différents, etc.

L'histoire de l'évolution des relations internationales au cours de la période d'après-guerre et l'activité de l'Organisation des Nations Unies prouvent de manière convaincante que la lutte pour le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, d'une part, et le strict respect des dispositions de la Charte des Nations Unies, d'autre part, sont étroitement interdépendants et indissociables. La pratique montre que les Etats qui luttent pour établir des conditions et des garanties réelles d'une paix durable préconisent en même temps, activement, l'utilisation la plus complète des possibilités et des ressources offertes par la Charte des Nations Unies et se prononcent contre la révision de ses dispositions fondamentales. Il va sans dire que l'Union soviétique, tout comme la majorité écrasante des Etats sincèrement intéressés au développement de relations internationales fondées sur la paix, le progrès social et la démocratie, s'est prononcée, se prononce et continuera de se prononcer en faveur de l'ordre légal international et de l'établissement de conditions et de garanties réelles pour le renforcement de la paix mondiale et de la sécurité des peuples, ainsi que de l'accroissement de l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies sur la base du strict respect de sa Charte.

L'importance de la Charte des Nations Unies ne réside pas seulement dans le fait qu'il s'agit d'un document constitutionnel qui régit l'activité essentielle de l'organisation internationale dont le but fondamental est de "préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances". La Charte des Nations Unies représente également un code original de conduite pour les Etats membres de cette communauté internationale et un instrument efficace pour le développement d'une coopération mutuellement avantageuse entre Etats dotés de régimes sociaux différents. Sur la base de la Charte des Nations Unies, il s'est formé un réseau vaste et ramifié de traités et d'accords internationaux bilatéraux et multilatéraux régissant les relations mutuelles d'Etats dans les domaines les plus divers de l'activité humaine, un réseau qui continue de fonctionner et de s'étendre. Tout cela indique que la Charte des Nations Unies n'est pas un accord international ordinaire dont la modification ne toucherait aux intérêts que de deux Etats ou d'un groupe d'Etats. La Charte des Nations Unies constitue un traité universel unique qui garantit, par des moyens juridiques et politiques, les intérêts et les droits de tous les Etats du monde sans exception, indépendamment de leur appartenance à l'un des deux systèmes socio-économiques - le socialisme et le capitalisme. C'est précisément pour cette raison qu'une révision des dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies pourrait avoir des conséquences très graves pour tous les membres de la communauté internationale et, ce qui est le plus important, porter un préjudice irréparable à la cause du renforcement de la paix mondiale.

Depuis 30 ans que l'Organisation des Nations Unies existe, sa Charte a subi avec succès l'épreuve du temps et prouvé qu'elle était viable dans un monde en rapide évolution. Ainsi qu'il est dit à juste titre dans l'Introduction au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/10001/Add.1), "en dépit de tous les imprévus des 30 dernières années, l'Organisation a fait preuve d'une aptitude remarquable à entreprendre de nouvelles tâches, à s'adapter à un monde changeant et à faire face à des problèmes nouveaux et inattendus tout en restant dans le cadre conceptuel et organisationnel fixé par la Charte". La Charte a donné aux anciennes colonies la possibilité de devenir des Etats souverains et Membres à part entière de l'Organisation des Nations Unies. Elle assure la fourniture d'une assistance importante aux pays en développement. Agissant conformément à sa Charte, l'Organisation des Nations Unies a apporté et apporte une contribution utile à la cause du renforcement de la paix ainsi qu'au règlement des problèmes internationaux d'actualité. L'Organisation des Nations Unies joue un rôle positif dans le développement du processus de la détente dans les relations internationales.

Ce n'est pas un effet du hasard si, dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé le 1er août 1975, les dirigeants de 35 Etats ont non seulement réaffirmé leur attachement aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, mais ont également apporté une contribution fort importante à leur développement et à leur application, compte tenu des besoins de tout un continent. Une étape importante a été franchie en vue d'assurer le maintien d'une paix durable et inébranlable sur le continent européen; comme l'a fait observer, dans sa déclaration le Secrétaire général du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, M. Brejnev,

c'est "... une victoire de la raison qui profite à tous : aux pays de l'est et de l'ouest, aux peuples des Etats socialistes et capitalistes, membres d'alliances et des Etats neutres, petits et grands. C'est la victoire de tous ceux qui attachent du prix à la paix et à la sécurité sur notre planète".

Les pays des autres continents ne devraient-ils pas suivre l'exemple de l'Europe et penser sérieusement à mettre en oeuvre les buts et principes de la Charte des Nations Unies au profit des besoins pratiques des autres continents - Afrique, Amérique latine et Asie - plutôt que de s'occuper de la révision de la Charte des Nations Unies? C'est précisément dans cette direction que l'on pourrait accomplir de grands progrès pour réaliser les buts et principes de la Charte, compte tenu des besoins et des particularités de chaque région.

Nous nous prononçons clairement et nettement en faveur de l'intangibilité de la Charte des Nations Unies. Nous demandons que soient pesées soigneusement les conséquences que pourraient entraîner les tendances de certains pays à vouloir ébranler la Charte.

Les partisans d'une révision de la Charte ne sauraient nier que ses principes fondamentaux ont subi avec succès l'épreuve du temps, que les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et auteurs de la Charte ont réussi à en faire, aux mains de l'Organisation, un instrument universel en vue d'une transformation progressiste et démocratique des relations internationales, du renforcement, du développement et de l'enrichissement de l'activité de l'Organisation tout entière. Comme il est indiqué dans la déclaration du Gouvernement de l'URSS au sujet de la question de la Charte des Nations Unies (A/10102), "les efforts déployés par l'ONU et les Etats Membres conformément à la Charte ont fait que depuis déjà 30 ans, l'humanité n'a plus connu les horreurs d'une guerre mondiale. C'est là le bilan le plus important au plan politique des activités de l'ONU et il témoigne des grandes possibilités qu'offre la Charte".

Les partisans d'une révision de la Charte à l'Assemblée générale et ici au Comité ne se lassent pas de répéter qu'au cours des 30 dernières années le monde a changé et que la conjoncture internationale s'est modifiée. Il est exact que le monde d'aujourd'hui n'est pas celui d'il y a 30 ans et que la conjoncture internationale a subi des modifications très considérables.

Toutefois, si l'on analyse ces changements et si l'on met en évidence les tendances fondamentales de l'évolution de la situation au cours de la période d'après-guerre, on est obligé de constater que tous ces changements et ces tendances vont dans le sens d'un rapprochement par rapport aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, et non d'un éloignement. Le fait que les forces pacifiques aient réussi à empêcher depuis 30 ans déjà le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale avec toutes les conséquences thermonucléaires catastrophiques qu'elle impliquerait, le fait qu'il n'existe pas à l'heure actuelle sur l'arène internationale d'hégémonie sans partages des forces impérialistes, le fait que le monde ait assisté à l'effondrement définitif du système colonialiste et le fait que, dans le domaine des relations internationales, se soient affirmés comme égaux parmi des égaux les Etats socialistes ainsi que des dizaines de nouveaux Etats indépendants d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie - tout cela ne peut évidemment pas être considéré comme une raison pour réviser et ébranler la Charte des Nations Unies. Au contraire, cela ne peut qu'encourager les pays pacifiques à poursuivre la lutte en vue de réaliser les nobles principes et objectifs de l'Organisation des Nations Unies qui sont énoncés dans la Charte.

Presque tous les partisans d'une révision de la Charte qui sont intervenus ici ont allégué qu'une révision de la Charte serait nécessaire en raison de l'augmentation du nombre des Membres de l'Organisation. Toutefois, ce fait évident témoigne directement du contraire. L'élargissement de la composition de l'Organisation des Nations Unies constitue une preuve non pas des imperfections de la Charte, mais de sa force et de son acceptabilité pour de nouveaux Etats, étant donné que le processus de décolonisation a été une conséquence de la réalisation des nobles objectifs et des principes humanitaires de la Charte. L'augmentation du nombre des pays Membres de l'ONU s'est accompagnée, en son temps, de l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social. Telle a été la réaction de l'ONU face à l'afflux de nouveaux Membres.

L'Organisation des Nations Unies a accueilli plusieurs dizaines de jeunes Etats d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui ont obtenu leur liberté et leur indépendance nationale après l'adoption par l'Organisation, sur l'initiative de l'URSS et sur la base de la Charte, de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. L'Union soviétique a de la compréhension pour l'aspiration légitime des jeunes Etats Membres à jouer un rôle actif à l'ONU; la Charte leur laisse à cet égard la latitude voulue et leur offre des possibilités illimitées. Les Etats en développement participent directement à l'élaboration et à l'adoption de toutes les décisions dans tous les organes de l'ONU, y compris à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Il est faux de prétendre que les intérêts du "tiers monde" ne sont pas pris en considération dans la structure actuelle de l'Organisation. Les pays du "tiers monde" jouent actuellement un rôle décisif lors de l'adoption de décisions à l'ONU. Sans leur appui et sans leurs voix, il est impossible d'adopter des décisions contraires à leurs intérêts, que ce soit à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité ou au Conseil économique et social. En outre, seuls les pays du "tiers monde" peuvent faire passer n'importe quelle décision qui leur convient aux sessions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, et ce d'autant plus que lorsqu'il s'agit d'accroître l'efficacité de l'ONU et de renforcer la paix, ils peuvent toujours compter sur le soutien des pays socialistes. Il est erroné de penser qu'en étendant les privilèges d'un groupe d'Etats ou en lésant les droits et intérêts du groupe des Etats socialistes on peut améliorer le travail de l'ONU. A l'heure actuelle et dans un avenir prévisible, aucun problème international ne pourra être réglé si ce n'est sur la base d'une conciliation des volontés des Etats ayant des régimes sociaux différents. Cette idée essentielle est consacrée d'une manière appropriée dans la Charte telle qu'elle est actuellement en vigueur. Les pays socialistes ne peuvent confier leurs intérêts et leur sort dans l'Organisation des Nations Unies à l'appréciation des pays capitalistes et, inversement, les pays capitalistes ne voudront pas confier leur sort aux pays socialistes.

Avec la participation active des pays du "tiers monde" et des pays socialistes, l'Organisation des Nations Unies a adopté un certain nombre de décisions utiles sur des questions relatives au renforcement de la sécurité internationale, au désarmement, à la lutte contre le colonialisme et le racisme, à la mise au point de normes progressistes de droit international et à des problèmes de développement social et économique. Toutes ces décisions sont venues prolonger et compléter d'une manière originale et utile les idées consignées dans la Charte. Les questions touchant à l'octroi d'une assistance aux Etats en développement en vue d'accélérer leur développement économique, ainsi qu'à l'établissement de nouvelles relations économiques sur un pied de réelle égalité entre tous les pays ont occupé une place importante dans les activités de l'ONU. Le bilan de trente ans d'activité de

l'Organisation montre de manière convaincante que la Charte des Nations Unies répond aux exigences de l'époque, ainsi qu'aux tâches qui attendent l'Organisation.

La mission primordiale de l'Organisation des Nations Unies consacrée dans la Charte - à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales - n'a rien perdu de son urgence ni de son actualité, car le danger d'une guerre n'est pas encore totalement écarté. Les forces réactionnaires d'agression s'efforcent constamment de freiner le processus du relâchement de la tension internationale, de renverser le cours des événements pour en revenir au temps de "la guerre froide", d'entretenir des foyers de tension et de conflit, de stimuler la course aux armements, contraignant le monde à dépenser 275 milliards de dollars par an pour des moyens de destruction, et non pas de création et de développement. Voilà sur quoi il convient de porter principalement l'attention.

En examinant la question de la possibilité d'une révision de la Charte des Nations Unies, on ne peut éviter de se demander qui tirerait avantage d'une telle révision. Bien entendu, une révision de la Charte des Nations Unies et l'exacerbation des divergences et des discussions entre Etats qu'entraînerait inévitablement l'examen d'une question de ce genre, ne pourraient profiter qu'aux forces de la réaction et du militarisme, ainsi qu'aux milieux pseudo-révolutionnaires qui ne s'intéressent pas à l'approfondissement de la coopération entre Etats dans tous ces aspects, ni à l'instauration d'un climat de confiance et de compréhension mutuelle entre les peuples, ni au renforcement de la paix et de la sécurité internationales, ni au relâchement de la tension internationale.

Un danger particulier des différents projets et plans de révision des dispositions fondamentales de la Charte des Nations Unies actuellement avancés réside dans le fait que leur examen détourne l'Organisation des Nations Unies et l'ensemble de la communauté internationale des Etats du règlement des problèmes internationaux véritablement actuels, importants et urgents comme le désarmement général et complet sous un contrôle international strict, la convocation d'une Conférence mondiale du désarmement, la liquidation des vestiges de la domination colonialiste et raciste, la recherche d'une solution à apporter aux situations de crise non encore réglées, l'élaboration de mesures pour approfondir le relâchement de la tension internationale, des questions de développement économique, etc.

L'Union soviétique est profondément convaincue que si certaines décisions utiles d'organes de l'ONU restent lettre morte, si les plaies honteuses résultant de la domination colonialiste et raciste ne sont pas encore définitivement éliminées, si des foyers de danger de guerre subsistent dans plusieurs régions du monde, ce n'est pas dans la Charte qu'il faut en chercher les raisons. Tout cela tient au fait que certains Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ne respectent pas les dispositions de la Charte et agissent en violation des buts et principes qui y sont proclamés. On ne peut certes pas prendre son parti d'une pareille situation, dans laquelle certains Etats respectent scrupuleusement les obligations qu'ils ont assumées en vertu de la Charte, cependant que d'autres se permettent d'ignorer ces obligations. Comme le Gouvernement de l'URSS le fait observer dans sa déclaration au sujet de la Charte, "s'agissant du strict respect des obligations imposées par la Charte, il ne peut y avoir aucune exception. C'est précisément dans cette direction qu'il convient de chercher à accroître l'efficacité de l'ONU et à renforcer son autorité".

L'analyse des documents présentés par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies montre qu'en fait seul un très petit groupe d'Etats se prononce pour la révision de la Charte, parmi lesquels il s'en trouve qui peuvent dire d'eux-mêmes qu'ils ont été contre la Charte dès le premier jour de l'existence de l'Organisation. Leur attitude ne nous étonne pas. Lorsqu'on examine de plus près les idées et propositions de toutes sortes avancées par ce groupe, on constate qu'elles poursuivent des objectifs individuels ou servent les étroits intérêts du groupe. Il n'est apparemment pas facile de les convaincre que leur position est non seulement profondément erronée, mais qu'elle est également dangereuse pour l'Organisation des Nations Unies et pour la cause de la coopération des Etats.

Il ressort des interventions des partisans d'une révision de la Charte au Comité que, selon eux, le principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité constituerait pour ainsi dire la raison principale des insuffisances dans l'activité de l'Organisation des Nations Unies. Partant de là, ils concluent qu'il faut procéder à une réforme de la Charte, supprimer ou restreindre l'application du principe de l'unanimité, attribuer à l'Assemblée générale des droits que la Charte confère au Conseil de sécurité, etc. Il n'y a rien de plus faux qu'une telle conclusion, car le principe de l'unanimité est la clef de voûte de tout l'édifice de la Charte des Nations Unies. C'est la base même de l'activité de l'Organisation des Nations Unies. Ce principe représente la décision la plus réaliste et la seule qui soit raisonnable parmi toutes les décisions possibles, dans un monde où il existe des Etats appartenant à deux systèmes socio-économiques différents - le socialisme et le capitalisme. "La clef de voûte de la Charte des Nations Unies - comme il est indiqué dans la déclaration du Gouvernement de l'URSS au sujet de la question de la Charte - à savoir le principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité - a servi et continue de servir de rempart solide contre l'utilisation du Conseil de sécurité à des fins allant à l'encontre du maintien de la paix et de la sécurité internationales. L'expérience a montré que le principe de l'unanimité au sein du Conseil de sécurité revêt une grande importance pour les jeunes Etats en développement, les petits pays et les peuples peu nombreux, qui luttent pour la liberté et l'indépendance. L'Union soviétique a plus d'une fois utilisé ses pouvoirs de membre permanent du Conseil de sécurité pour appuyer les mouvements de libération nationale et défendre les droits des peuples qui luttent contre le colonialisme et la domination raciste. Tous les Etats, quels que soient leurs dimensions, leur puissance militaire, leur développement économique ou le système social auquel ils appartiennent, ont intérêt à préserver l'intangibilité du principe de l'unanimité. Sans lui, l'existence même de l'Organisation des Nations Unies serait inconcevable...". Il convient de souligner tout particulièrement ce point et d'en tenir compte.

Dans l'ensemble, le principe de l'unanimité joue un rôle positif dans le règlement des questions relatives au maintien de la paix et de la sécurité internationales, aussi l'Union soviétique se déclare-t-elle résolument opposée à toutes tentatives de révision de ce principe.

Quelques orateurs ont affirmé, dans leurs interventions, que le principe de l'unanimité accorde aux membres permanents du Conseil de sécurité des privilèges et des droits particuliers qui léseraient, paraît-il, les droits et les intérêts des petits Etats et des Etats moyens. En réalité, le principe de l'unanimité impose avant tout aux membres permanents du Conseil de sécurité des obligations et des responsabilités importantes pour ce qui est du règlement des questions essentielles intéressant le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Il va sans dire que, dans les conditions actuelles, il est impossible de régler de telles questions aux voix et de prendre à leur sujet des décisions à la majorité automatique, étant donné qu'en raison des caractéristiques de l'ère nucléaire, des tentatives de tels ou tels membres permanents du Conseil de sécurité de faire pression, au nom de l'ONU, sur tels ou tels autres entraîneraient dans la pratique une guerre thermonucléaire mondiale avec toutes les conséquences désastreuses qui en découleraient pour l'humanité. Cela signifie donc que le principe de l'unanimité n'est pas un privilège, mais une nécessité historique. Les adversaires du principe de l'unanimité passent en même temps sous silence le fait concret qu'après l'élargissement de la composition du Conseil de sécurité à 15 membres, le nombre des membres non permanents du Conseil de sécurité appartenant au groupe des pays non alignés a augmenté à tel point qu'il équivaut maintenant en quelque sorte à un "veto collectif". Même dans des conditions d'application idéales du principe de l'unanimité des membres permanents du Conseil de sécurité, c'est-à-dire lorsqu'ils votent tous dans le même sens, le Conseil ne peut prendre aucune décision sans la participation, le soutien et les voix en sa faveur de membres non permanents du Conseil de sécurité. La délégation soviétique voudrait souligner que l'examen de la question de la révision de la Charte ne sert aucune fin utile. Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent s'attacher non pas à rechercher des imperfections dans le texte de la Charte, non pas à apporter des modifications à la Charte des Nations Unies, mais consacrer tous leurs efforts à défendre fermement et résolument l'autorité de la Charte et à mettre en oeuvre ses nobles buts et principes. C'est cette orientation, précisément, qui répond aux intérêts fondamentaux des peuples, car elle élargit les possibilités de l'ONU de contribuer à consolider la détente internationale, à lui donner une stabilité et un caractère irréversible et à renforcer la paix et la sécurité internationales.

Voilà pourquoi l'Union soviétique s'élève contre le fait même de poser la question de la révision de la Charte. Nous sommes fermement convaincus que les tentatives de réviser la Charte des Nations Unies n'apporteront que des "confrontations" aux grands pays et ne garantiront aux petits aucun privilège particulier en plus de ceux dont ils jouissent déjà. L'octroi d'un siège permanent au Conseil de sécurité pour les pays non alignés dont ont parlé quelques orateurs ne peut que devenir entre nous une pomme de discorde. D'une manière générale, les tentatives de réviser la Charte porteraient atteinte à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies et à la cause de la coopération internationale entre tous les Etats.

La délégation soviétique pense que le Comité ad hoc de la Charte ne pourra s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée qu'en concentrant son attention sur des questions relatives à une utilisation efficace des possibilités que recèle la Charte, sur le point de savoir comment, sur la base et en application de la Charte des Nations Unies, il serait possible de réaliser des progrès à propos d'aspects importants des relations entre les Etats tels que le renforcement du processus de la détente internationale, le maintien de la paix et la sécurité internationales, le désarmement général et complet sous un contrôle international strict, la décolonisation, la suppression de l'apartheid et de la discrimination raciale et le développement social et économique des peuples.

Une telle approche correspondrait au mandat du Comité ad hoc. Par contre, la formulation de tels ou tels amendements à la Charte ou de recommandations en vue de sa révision vers laquelle quelques délégations sont enclines à orienter le Comité, outrepasserait manifestement les limites du mandat du Comité, tel qu'il a été établi dans la résolution 3349 (XXIV) de l'Assemblée générale, et conduirait le

Comité dans une impasse. Il ne faut pas oublier que le Comité a été créé non pas pour réviser la Charte mais pour étudier la question de l'opportunité de sa révision. Cela est confirmé par les documents de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

Quant au déroulement des débats au sein du Comité, il démontre de manière évidente toute l'inutilité et le caractère artificiel de l'idée même d'une révision de la Charte. Etant donné qu'il n'existe aucun argument de poids en faveur d'une révision de la Charte, ni la moindre entente sur l'idée même d'une telle révision, aucun homme politique expérimenté ne proposera de procéder à une "opération" aussi dangereuse sur l'organisme vivant de l'ONU.

Pour conclure, et compte tenu de ce qui a été dit précédemment, la délégation de l'URSS juge devoir souligner ce qui suit :

L'Union soviétique n'a cessé de se prononcer en faveur d'un accroissement du rôle et de l'efficacité de l'ONU, en tant qu'instrument important du renforcement de la paix. Elle considère qu'on peut atteindre cet objectif en respectant strictement la Charte, étant donné que ce document, sous sa forme actuelle, répond pleinement aux intérêts du maintien de la paix et de la sécurité internationales, qui constitue la mission principale de l'ONU aux termes de la Charte. La révision de la Charte, et en particulier la modification de la procédure d'adoption des décisions au Conseil de sécurité, peut saper les fondements de l'activité de l'ONU et mettre en cause l'existence même de l'Organisation. La Charte accorde à tous les Etats toute la latitude voulue de participer largement aux activités de l'ONU. Le rôle actif que les Etats non alignés jouent dans l'adoption de décisions importantes à l'ONU à propos de questions ayant trait à la consolidation de la paix, au désarmement et à la décolonisation des relations économiques en fournit un témoignage. Nous sommes fermement convaincus que le moyen d'accroître l'efficacité de l'ONU et de renforcer son autorité ne consiste pas à réviser la Charte, mais à faire en sorte que tous les Etats Membres sans exception aucune l'appliquent strictement.

Après que ses membres auront exposé leurs vues, le Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies pourrait achever le travail en vue de la présentation à l'Assemblée générale d'un document factuel sur les débats qui ont eu lieu.



/Original : anglais/

La Yougoslavie a voté en faveur de la résolution portant création du Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies car elle estime indispensable que la question de la possibilité d'améliorer les diverses dispositions de la Charte en fonction des changements et des exigences résultant de l'évolution générale et de la nécessité de démocratiser les relations internationales soit étudiée de manière suivie dans le cadre des Nations Unies, avec la participation de tous les Membres de l'Organisation mondiale. La question de la révision ou, le cas échéant, de l'amendement de la Charte devrait en fait être conçue dans l'optique d'une action plus vaste visant à renforcer le rôle que doivent jouer les Nations Unies dans la recherche de solutions aux problèmes les plus importants, les plus graves et de longue durée du monde actuel, rôle qui oblige l'Organisation mondiale à s'adapter constamment à des situations nouvelles, cependant que ses organes et ses institutions doivent être mieux en mesure encore de répondre aux exigences de l'époque. La question de la révision de la Charte ne se ramène pas uniquement à des problèmes de droit ou de procédure et ne saurait être résolue exclusivement par des moyens juridiques ou par des règles de procédure car il s'agit d'une question d'une importance politique primordiale, ayant des incidences de très longue portée.

L'examen de cette question par le Comité s'est avéré jusqu'ici fort utile en raison tant de l'approche générale adoptée par un certain nombre de délégations que des propositions concrètes soumises par plusieurs d'entre elles, propositions qui demandent à être étudiées plus avant. Nous ne nous attendons pas à ce que le Comité soumette dès la prochaine session de l'Assemblée générale des propositions concrètes en vue de mettre la Charte à jour, car ces questions devront au préalable être attentivement examinées par le Comité lui-même et par les autres Membres de l'Organisation, et un accord général devra être atteint.

A cet égard, j'aimerais faire part ici des considérations dont s'est inspirée ma délégation pour l'examen de cette question importante mais extrêmement délicate. Tout d'abord, s'il est vrai que la Charte souffre d'insuffisances, elle a néanmoins résisté à l'épreuve du temps et à toutes les modifications qui ont si profondément altéré la face du monde depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies. Les principes fondamentaux de la Charte, destinés à régir les relations entre Etats, ont contribué à favoriser l'édification de la communauté internationale sur la base d'une coexistence active et pacifique et à amorcer et renforcer la démocratisation des relations internationales. Qui plus est, dans la lutte qui s'est engagée pour transformer progressivement les relations politiques et économiques internationales, la Charte a toujours fourni un fondement politique et juridique ouvert à toutes ces tendances, car elle a été à la fois la pierre d'angle et la flèche indicatrice des relations équitables qui vont s'instaurer dans le monde.

Tout ceci ne signifie pas certes que la Charte soit immuable, que chacun de ses termes et de ses éléments soit sacro-saint sous sa forme actuelle ou que l'on ne puisse en améliorer les dispositions de manière à tenir compte des relations nouvelles et des besoins nouveaux.

Deuxièmement, un certain nombre de délégations ont évoqué dans leurs déclarations les changements survenus dans le monde, tels que la naissance d'un grand nombre d'Etats nouveaux, la disparition du colonialisme (sauf dans certaines régions), les modifications intervenues dans les relations politiques et économiques, qui traduisent le souci de tous les pays et de tous les peuples de participer à la solution des grands problèmes internationaux sur un pied d'égalité ainsi que les efforts pour instaurer un nouvel ordre économique international. Il faut mentionner également les changements que la notion de paix et de sécurité a subis du fait de l'interdépendance de tous les pays dans le monde d'aujourd'hui, la nécessité d'une détente internationale de caractère universel, la responsabilité et l'intérêt de tous quand il s'agit de résoudre les problèmes en suspens de développement économique et politique ou les situations de crise, etc. Par ailleurs, la pratique internationale a créé de nouvelles sphères de relations internationales qui ne sont pas couvertes par la Charte, telles que les nouvelles perspectives et possibilités de coopération internationale dans les domaines de l'espace extra-atmosphérique, du droit de la mer, de l'environnement humain, etc. En outre, les fonctions relatives aux opérations de maintien de la paix - dont l'Organisation des Nations Unies a pris la responsabilité à plusieurs reprises - n'ont pas été réglementées par la Charte. Nous sommes convaincus qu'il est de la plus haute importance de continuer sans relâche à promouvoir le principe de la représentation géographique équitable des pays et des régions dans tous les organismes des Nations Unies ainsi qu'au Secrétariat de l'Organisation. Ces considérations suffisent déjà à montrer que le Comité a été créé au moment opportun et qu'il se trouve confronté à des tâches importantes.

En troisième lieu, une simple modification de certains Articles de la Charte - pour utile et largement acceptée qu'elle soit - ne garantit pas automatiquement l'application de cet instrument, laquelle dépend du comportement et de la volonté politique des Etats Membres. Ceci se trouve également confirmé par les cas d'inobservation des principes de la Charte dont la violation fréquente et brutale constitue une menace pour les relations internationales en général et pour l'Organisation mondiale elle-même en particulier. En fait, nous nous trouvons devant un problème plus vaste, celui de l'efficacité des Nations Unies, qui dépend de l'attitude de ses Membres à l'égard de l'Organisation mondiale et, en particulier, à l'égard de l'application des décisions et recommandations de ses principaux organes. C'est pourquoi nous pensons que la troisième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, qui s'est tenue à Lusaka en 1970, avait raison lorsqu'elle déclarait :

"La Conférence est fermement convaincue que si certains des efforts des Nations Unies n'ont guère été couronnés de succès, ce n'est pas seulement à cause de quelque défaut de la Charte des Nations Unies, mais aussi parce que certains Etats Membres se sont montrés peu disposés à respecter entièrement les principes de la Charte."

Il convient également de noter que les Nations Unies ont réussi à introduire dans la conscience et la pratique internationales et même dans le droit international - grâce à quelques-unes de ses décisions et documents les plus importants - de nouveaux concepts et de nouvelles notions qui répondent aux exigences de notre temps. Nous pensons en particulier aux Déclarations sur la décolonisation et sur les relations amicales entre les Etats, à la définition de l'agression,

à la Déclaration et au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, à la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, etc.

Les vues exprimées jusqu'ici au cours du débat, en attirant l'attention sur certains problèmes, sur les lacunes et les insuffisances de certaines dispositions de la Charte, méritent toute notre attention et exigent de notre part une étude plus approfondie. Il nous faudra toutefois, en nous livrant à cet examen, adopter une attitude positive et constructive inspirée par le désir d'adopter les adjonctions et les modifications nécessaires. Il nous faudra également faire preuve du réalisme indispensable pour décider de ce qui est possible, approprié, et opportun. Nous nous référons ici aux vues qui ont été exprimées quant à la nécessité de modifier la Charte pour des questions telles que l'augmentation du nombre des membres du Conseil économique et social et du Conseil de sécurité, l'interprétation restrictive ou la restriction du droit de veto, les fonctions nouvelles qui pourraient être confiées au Conseil de tutelle, la réglementation des opérations de maintien de la paix, etc. Nous ne pensons pas toutefois que le moment soit venu d'adopter une position définitive sur ces points. Toutes ces questions demandent à être étudiées. La Charte ne peut être amendée que sur la base du consensus le plus large possible.

Qu'il me soit permis maintenant de rappeler aussi que nous n'avons pas encore réussi à instaurer un nouvel ordre économique, que le processus de décolonisation n'est pas encore parvenu à son terme, que l'intervention et le recours à la force continuent à être pratiqués, essentiellement contre certains pays non alignés et pays en développement, que la détente est encore limitée à certains pays et à certaines parties du monde, que les réalisations de la technique et l'énergie nucléaire sont encore entre les mains d'un cercle restreint de pays, que le désarmement, dans l'ensemble, en est encore à l'état de projet irréalisé cependant que la course aux armements constitue de plus en plus une forme spéciale de pression politique, économique et technique exercée sur les pays non alignés et les pays en développement.

C'est à la solution de ces problèmes qu'il convient de s'attacher en priorité tout en s'en remettant pleinement à la Charte sous sa forme actuelle ou telle qu'elle sera modifiée par les amendements qui lui seront éventuellement apportés.

Nous sommes les témoins, les témoins agissants, d'une tendance toujours plus forte à mettre les Nations Unies et leurs organismes au diapason des besoins et des conditions de notre temps. A cet égard, notre Comité devrait jouer - et en fait joue déjà - un rôle important. C'est pourquoi nous lui donnons notre appui et c'est pourquoi nous pensons qu'à sa trentième session, l'Assemblée générale devrait proroger le mandat du Comité de manière qu'il puisse continuer à se consacrer avec le même dévouement à l'étude de la question. Ma délégation s'efforcera de contribuer de son mieux à l'efficacité des travaux du Comité.

Le développement de la démocratie et la poussée des idéaux démocratiques ont fait apparaître de plus en plus clairement que l'on ne peut résoudre, individuellement et quand ils se présentent, les problèmes politiques touchant des domaines d'une extrême importance pour toutes les nations. Telle a été en tout cas la conviction démocratique qui a conduit les dirigeants mondiaux, par deux fois au cours de notre siècle, à créer des organisations internationales comme instruments de sauvegarde de la paix du monde. Ce n'est jamais sans une profonde tristesse que l'on rappelle que les forces du mal n'ont pas épargné la Société des Nations, plongeant ainsi le monde entier dans une guerre dévastatrice. A l'heure actuelle, nous nous félicitons tous que le nom de l'Organisation des Nations Unies retentisse à travers le monde, non seulement comme un espoir mais aussi comme un avertissement que les forces du mal sont toujours à l'oeuvre et que si elles ne sont pas constamment réprimées, elles pourraient bien triompher et plonger l'univers dans des souffrances indicibles.

A l'heure où l'on s'interroge avec anxiété sur la valeur et l'actualité de la Charte des Nations Unies, parler de la "révision de la Charte des Nations Unies" jette une agréable note d'espoir et exprime, à mon avis, avec justesse le souci du monde. Cela suppose une prise de conscience de la nécessité d'une nouvelle appréciation constructive de la Charte, qui ne peut continuer à fonctionner sur une base négative.

L'Organisation des Nations Unies a été conçue comme un instrument destiné à régir les relations entre les nations. Elle constitue cette tribune où il devrait être possible de concilier des opinions et des optiques différentes dans un esprit de compréhension mutuelle. La compréhension mutuelle est devenue plus utile et plus importante que jamais car nous avons désormais conscience que l'Organisation des Nations Unies incarne une philosophie dynamique, qui pourrait trouver son expression dans la création d'un monde meilleur pour demain.

La Charte a été rédigée par environ 50 Etats, encore ébranlés par la seconde guerre mondiale et elle porte la marque de la situation mondiale de l'époque. Depuis lors, des empires sont tombés, de nouvelles nations sont apparues et ont pris la place qui leur revenait dans la communauté mondiale et dans la lutte pour l'amélioration de la condition humaine. Les auteurs de la Charte avaient espéré que cet instrument, qui devait faire progresser le monde, ferait l'objet d'une révision dix ans plus tard; or, 30 ans se sont écoulés sans que cette révision ait eu lieu. Les mises en garde contre les graves dangers d'une révision n'ont pas manqué, certaines venant, de façon assez surprenante, de ces mêmes puissances qui prétendent soutenir les pays du tiers monde. Il est possible que ces défenseurs de la Charte sous sa forme actuelle, l'aient examinée et, pour leur part, l'aient trouvée satisfaisante, mais nous, pays du tiers monde, nous considérons que la révision n'a que trop tardé.

Personne, en 1945, ne pouvait imaginer ce que serait, par exemple, la contribution des nouvelles nations du tiers monde en 1975, puisqu'elles n'existaient pas alors et n'étaient donc pas représentées. A l'heure actuelle, elles sont une réalité et exercent une profonde influence sur l'Organisation des Nations Unies,

influence qui s'est manifestée à l'Assemblée générale plus que dans n'importe quel autre organe. L'Assemblée générale, en effet, ne représente-t-elle pas la démocratisation des relations internationales?

Le tiers monde ou, en d'autres termes, les pays en développement ont deux préoccupations majeures, la sécurité et le développement. Pour des raisons de sécurité, ils sont obligés de se liguer de façon à essayer de déjouer les tentatives d'empiètement des grandes puissances. Ils s'aperçoivent également que lorsqu'ils s'unissent ainsi, ils parviennent à faire respecter leur souveraineté et l'intégrité de leur territoire par les nations les plus puissantes et les plus agressives, animées de mauvaises intentions à leur égard. La communauté d'objectifs permet aussi aux membres du groupe de se faire mutuellement part des données d'expérience utiles au développement.

Le simple fait que la majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies se considèrent comme un groupe distinct de nations pauvres, signifie que si l'Organisation était véritablement démocratique, ses travaux reflèteraient leurs préoccupations. Telle a été en fait la réalité dans le passé et particulièrement pendant la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. Il s'agit là d'une évolution normale qu'il faut essayer de maintenir dans la bonne direction au profit des pauvres du monde. L'activité de l'Organisation des Nations Unies est subordonnée, pour une très large part, aux décisions de l'Assemblée générale, à tel point que les critiques de cet organe prétendent que les résolutions de l'Assemblée ne sont que des déclarations d'intention et qu'elles risquent de demeurer des constructions de l'esprit.

Ma délégation considère que c'est là que devraient d'abord porter les efforts visant à améliorer l'efficacité de l'ONU. Les Etats Membres doivent en premier lieu se consacrer sans réserve à la cause de la paix et, dans cet esprit, appliquer les décisions de l'Assemblée générale, qui touchent à tous les aspects de la vie nationale et internationale. Cela est d'une extrême urgence, maintenant que l'on s'accorde à reconnaître que l'Organisation des Nations Unies est la seule instance internationale qui soit capable de réaliser la compréhension, la paix et la sécurité internationales.

La Charte des Nations Unies fournit un guide valable, dont les principes, ceux que consacre l'Assemblée générale, sont fondés sur la collaboration et le compromis. Cependant, ces principes sont perpétuellement violés par l'existence de dispositions anachroniques touchant le Conseil de sécurité, telles que le droit de veto des cinq membres permanents.

Ceux qui ont assumé la principale responsabilité de l'élaboration de la conception de la Charte pour ce qui est du rôle des membres permanents du Conseil de sécurité, ont supposé, à tort ou à raison, que la question de l'orientation à donner à l'Organisation mondiale ferait toujours l'unanimité.

Cependant, à y regarder de plus près et depuis 30 ans que fonctionne l'Organisation des Nations Unies, il apparaît clairement qu'en réalité cela signifiait qu'aucune grande puissance ne pourrait être liée par des votes contraire au sien, aussi nombreux soient-ils, et pas même par une décision unanime des autres membres.

Il est également facile de comprendre qu'en 1945, le monde, encore exalté par les succès de la démocratie, commençait à peine à apercevoir la longue et rude voie de la reconstruction et que, en dépit des divergences existant à l'époque, il était plus facile d'arriver à une entente en période de guerre, tout étant alors subordonné à la conquête de la victoire sans laquelle il n'y aurait pas de salut. On avait alors tendance à écarter les divergences gênantes de toute sorte en attendant la consolidation de la victoire. Mais, depuis 30 ans, avec l'avènement de la paix, il est devenu nécessaire de regarder la réalité en face.

Lorsque précisément nous considérons la réalité, nous sommes nombreux à être gênés par le fait que, en tant qu'institution, le veto n'a pas un passé très honorable. Rappelons-nous, par exemple, que c'est le veto qui a fermé la porte de l'Organisation des Nations Unies à de nombreux Etats qui voulaient en devenir membres dans les années 50, et cela pour des raisons idéologiques. Il est difficile, dans un cadre démocratique, de justifier un tel usage ou plutôt un tel abus du veto.

Ma délégation déplore l'existence du veto, parce que, tandis que la Charte confère au Conseil de sécurité la responsabilité d'assurer une action rapide et efficace pour le maintien de la paix, l'attitude des utilisateurs du veto a, dans la pratique, conduit à des impasses. Si le veto était utilisé contre des décisions qui desservent la cause de la paix, il serait alors acceptable. Mais le plus souvent, c'est lorsqu'une résolution prévoit des mesures qui vont à l'encontre des intérêts nationaux d'un membre permanent du Conseil de sécurité que ce membre bloque les travaux du Conseil en exerçant son veto.

De l'avis de ma délégation, le sort du monde ne doit pas être placé entre les mains de cinq membres permanents du Conseil de sécurité dont les intérêts propres sont contraires aux intérêts et aux aspirations de l'immense majorité des peuples du monde. La sécurité du monde est un bien trop précieux pour être livrée aux intrigues des grandes puissances. Celles-ci devraient renoncer au pouvoir que leur donne le veto, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité mondiales. En tant qu'Etat guidé par l'humanisme, la Zambie attache davantage de prix à la vie et au bien-être qu'à l'idéologie. Il est temps que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité commencent à servir les intérêts de la personne humaine de par le monde, et non plus leurs intérêts exclusivement nationaux.

Comme la Zambie l'avait proposé, le veto a fait l'objet d'un débat animé visant soit à l'abolition soit à une modification de l'Article 27 de la Charte, sur lequel est fondé le droit de veto des membres permanents, de façon à éliminer ce privilège. Sans le veto, une démocratie pleine et entière régnerait dans les organismes des Nations Unies, parce qu'alors, le Conseil de sécurité cesserait d'être le tombeau des résolutions de l'Assemblée générale.

Les fondateurs de l'ONU ont vu la force de l'Organisation dans le principe de l'égalité entre les Etats, et non dans le principe de la domination d'un Etat par un autre. Or l'usage qui a été fait du veto illustre ce dernier principe. Le veto est devenu l'institution qui différencie les membres permanents des membres non permanents du Conseil de sécurité, et en fait de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Ma délégation considère que le veto introduit un double critère, en ce sens que l'on peut juger différemment un acte selon qu'il est commis par une nation ou par une autre. L'exercice du droit de veto permet aux membres permanents du Conseil de sécurité d'agir différemment, sans tenir compte des réactions de la majorité des Membres de l'Organisation. Le veto est, par conséquent, l'antithèse du principe de l'égalité et il va à l'encontre de la démocratisation des organismes des Nations Unies, que consacre l'Assemblée générale.

Le Gouvernement zambien considère également qu'il est impératif de modifier l'attribution de la qualité de membre permanent du Conseil de sécurité pour permettre aux pays du tiers monde d'être représentés. Cela pourrait se faire par roulement ou par l'application du principe de la répartition géographique équitable. Selon ce principe, deux nouveaux membres viendraient s'ajouter aux membres permanents du Conseil : l'un d'Afrique et l'autre d'Amérique latine.

La délégation zambienne accueille donc favorablement tous les efforts visant à renforcer le rôle de l'ONU à tous les niveaux, et personnellement, j'espère que le Comité ad hoc ne manquera pas de remédier à quelques-uns des plus graves anachronismes qui entravent le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies, le seul espoir pour le monde et le seul moyen de préserver la paix.

## ANNEXE II

### Document de travail présenté par le Mexique

Conformément à la proposition faite par la délégation mexicaine à la 11ème séance plénière du Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies le 13 août, nous estimons nécessaire que le Comité, pour remplir le mandat que l'Assemblée générale lui a confié dans sa résolution 3349 (XXIX), arrête un plan de travail suivant les grandes lignes exposées ci-après :

1) Il serait créé deux sous-comités, dont le premier serait chargé d'examiner les propositions d'amendements à la Charte des Nations Unies et le deuxième les suggestions et propositions visant à accroître la capacité de l'Organisation afin de permettre à celle-ci d'atteindre ses objectifs, sans toutefois entraîner de modifications de la Charte.

2) Le Sous-Comité I pourrait commencer ses travaux à la présente session, et s'attacherait à déterminer les priorités dans les domaines étudiés par lui, en se fondant sur les propositions concrètes présentées. De l'avis de la délégation mexicaine, il faudrait examiner à titre prioritaire les Chapitres IX, X, XI, XII et XIII de la Charte. Cette suggestion ne diminue en rien l'importance que le Mexique accorde à la proposition faite par le Secrétaire des relations extérieures du Mexique, Emilio O. Rabasa, à la 2050ème séance plénière de l'Assemblée générale, le 3 octobre 1972, tendant à ce que le tiers monde participe au système de sécurité collective des Nations Unies par la présence au Conseil de sécurité d'au moins un représentant du tiers monde, avec droit de veto; thèse également exposée dans la réponse au questionnaire du Secrétaire général (A/9143, p. 18 du texte espagnol) et qui devait prendre tout son sens à la lumière des consultations officieuses qui se tiennent actuellement.

3) Quant au Sous-Comité II, il pourrait peut-être commencer ses travaux par une étude comparative, à laquelle le Secrétariat pourrait, comme d'ordinaire, contribuer efficacement, sur la façon dont chacun des organes de l'ONU s'acquitte de son mandat, qui permettrait de proposer des solutions visant à freiner la multiplication des institutions et les doubles emplois d'un organe à l'autre. Cette préoccupation du Gouvernement mexicain rejoint celle qui a été exprimée par le Secrétaire général dans la déclaration qu'il a faite lors de la première réunion du Groupe d'experts pour l'étude de la structure du système des Nations Unies pour la coopération économique internationale (E/AC.62/9).

Les suggestions contenues dans le présent document de travail n'infirmement aucunement la thèse du Gouvernement mexicain selon laquelle le problème fondamental qui se pose à l'Organisation est qu'un grand nombre de ses Membres manquent de la volonté politique nécessaire pour s'acquitter rigoureusement et de bonne foi des obligations qu'ils ont assumées lors de leur entrée à l'Organisation (A/8746, p. 38 à 40 du texte espagnol).



---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم . استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---